Le Sommet du G8 de Cologne

du 18 au 20 juin 1999

Le Sommet Canada–Union européenne

le 17 juin 1999

Allemagne

---

et

Visites officielles du premier ministre Jean Chrétien en Irlande du Nord, en Irlande et en Autriche

du 12 au 16 juin 1999

Cahier d'information

Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20097117 7

DOCS
CA1 EA 99C53 EXF
Cologne G-8 Summit, June 18-20,
1999 : Canada-European Union
Summit, June 17, 1999 Germany and
Official visits by Prime Mini
62455344

Le Sommet du G8 de Cologne

du 18 au 20 juin 1999

Le Sommet Canada–Union européenne

le 17 juin 1999

Allemagne

---

et

Visites officielles du premier ministre Jean Chrétien en Irlande du Nord, en Irlande et en Autriche

du 12 au 16 juin 1999

Cahier d'information

Canada

Imprimé sur du papier recyclé

Printed on recycled paper

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Le Sommet du G8 de Cologne

Renseignements généraux
Grands thèmes du Sommet de Cologne 3
Le Canada et les sommets économiques 6
Le contexte économique mondial 10
L'économie canadienne : situation et perspectives 13
Graphiques comparatifs sur l'économie 17

Fiches documentaires
Allemagne 25
Canada 26
États-Unis 27
France 28
Italie 29
Japon 30
Royaume-Uni 31
Russie 32
Union européenne 33

Notices biographiques
Le premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair 37
Le président de la France, M. Jacques Chirac 38
Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 39
Le président des États-Unis, M. Bill Clinton 40
Le premier ministre de l'Italie, M. Massimo D'Alema 41
Le président de la Russie, M. Boris Eltsine 42
Le premier ministre du Japon, M. Keizo Obuchi 43
Le président de la Commission européenne, M. Jacques Santer 44
Le chancelier de l'Allemagne, M. Gerhard Schröder 45

Annexes
Le Sommet des Huit de Birmingham – Communiqué final 49
Déclaration du président du G7 58

Le Sommet Canada–Union européenne

Les relations entre le Canada et l'Union européenne 65

Visites officielles en Europe

Irlande du Nord

Les relations entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord 71
Le Fonds international pour l'Irlande 74
La secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord, Mme Marjorie Mowlam 76
Le premier ministre de l'Assemblée de l'Irlande du Nord, M. David Trimble 77
Le vice-premier ministre de l'Assemblée de l'Irlande du Nord, M. Seamus Mallon 78

Irlande

Les relations entre le Canada et l'Irlande 79
Irlande (fiche documentaire) 82
La présidente de l'Irlande, Mme Mary McAleese 83
Le premier ministre de l'Irlande, M. Bertie Ahern 84

Autriche

Les relations entre le Canada et l'Autriche 85
Autriche (fiche documentaire) 88
Le président de l'Autriche, M. Thomas Klestil 89
Le chancelier de l'Autriche, M. Viktor Klima 90
Le vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères de l'Autriche, M. Wolfgang Schüssel 91

Renseignements généraux

Grands thèmes du Sommet de Cologne

La mondialisation

La mondialisation apporte pour les pays développés comme pour les pays en développement une prospérité et des progrès humains sans précédent. Les mouvements de biens et de capitaux, les percées rapides dans la technologie, la transmission des idées et les échanges culturels permettent comme jamais auparavant de mettre en rapport les gens, créant ainsi d'énormes possibilités pour ceux et celles qui savent les saisir. Les avantages s'accompagnent, toutefois, de nouveaux défis à relever.

Les crises financières et économiques survenues en Asie, en Russie et dans certaines parties de l'Amérique latine au cours des dernières années témoignent de l'interdépendance croissante des économies à l'échelle du globe. Le Canada continue à œuvrer avec le G7 et avec d'autres instances internationales pour juguler les causes et les conséquences de telles crises. Entre autres, il prend des mesures et consent des efforts particuliers pour renforcer l'architecture financière internationale et pour atténuer le coût humain des crises. À cette fin, il édifie et perfectionne une infrastructure sociale destinée à protéger les plus vulnérables et à rendre les économies plus aptes à se redresser.

Le développement et la dette

Le Canada et ses partenaires du G7 sont résolus à assister les pays en développement à retirer tous les avantages de la mondialisation et à accroître leur capacité de s'adapter aux défis. On veut notamment créer des capacités permettant de profiter de la mondialisation du commerce et alléger le fardeau de la dette des pays les plus pauvres qui sont engagés dans des réformes économiques, politiques et sociales.

Le Canada est à l'avant-scène des efforts internationaux en vue de réduire le fardeau de la dette des pays à revenu bas et moyen depuis que ce problème a pris des allures de crise au cours des années 1970. Le Canada a radié des dettes de plus de 1,3 milliard de dollars contractées depuis 1978 par des pays pauvres au titre de l'aide publique au développement (APD). Depuis 1986, toute l'APD du Canada est fournie sous forme de subventions et non de prêts. Outre cela, le Canada a effacé, via le Club de Paris, près de 2 milliards de dollars de dettes commerciales des pays en développement.

De concert avec ses partenaires du G7, le Canada appuie sans réserve les efforts internationaux dans le cadre de l'initiative de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) visant à alléger le fardeau de la dette des pays pauvres lourdement endettés (PPLE) qui veulent appliquer des réformes. Le Canada met tout en œuvre pour que plus de pays deviennent admissibles, pour que

plus d'argent soit versé au titre de l'allégement de la dette, et pour que la période d'admissibilité à l'aide soit réduite.

En mars 1999, le premier ministre Jean Chrétien a annoncé que le Canada étendrait unilatéralement les mesures d'allégement de la dette à des PPLE et ce, même en l'absence d'un accord multilatéral à cet effet. En vertu de cette initiative, on demande que soient entièrement effacées les dettes bilatérales contractées par les PPLE les plus éprouvés qui peuvent démontrer qu'ils utiliseront de façon productive les économies ainsi réalisées. Cela signifie qu'il y aura plus d'argent pour la santé, l'éducation et d'autres dépenses sociales propres à réduire la pauvreté. Le Canada espère ainsi appuyer le développement durable en encourageant les réformes économiques, en faisant la promotion d'une bonne gestion publique et en augmentant les dépenses sociales dans ces pays.

Le développement du capital humain

Un des plus grands défis qui se posent aux pays à la suite de la mondialisation est de s'assurer que chaque personne puisse prendre sa place au sein d'une société et d'un milieu de travail de plus en plus axés sur le savoir. Pour relever ce défi, les gouvernements, le secteur privé, les établissements d'enseignement et les individus doivent unir leurs efforts pour que tous les citoyens soient au fait des possibilités qu'il y a d'accéder au savoir, à l'apprentissage, au perfectionnement des habiletés et du savoir-faire technique, et pour qu'ils puissent en profiter. Tous ces éléments réunis sont à la base de la stratégie adoptée par le Canada, qui est d'investir dans le développement du capital humain. Au G8 de Cologne, on discutera de ce principe et on en fera la promotion.

Il est essentiel d'investir dans le capital humain pour stimuler le dynamisme économique, s'adapter à la mondialisation, favoriser l'employabilité et réduire les inégalités sociales. Les individus doivent posséder les capacités voulues pour occuper une place dans une économie en transformation et s'adapter à l'évolution des besoins du monde du travail. C'est pourquoi le Canada a fait de l'investissement dans les gens une priorité clé de sa stratégie intégrée en matière de croissance et d'emploi.

La mondialisation a eu de vastes répercussions qui ont profondément modifié les concepts traditionnels de l'apprentissage. Les pays du G8 se sont rapidement transformés en sociétés axées sur l'apprentissage et le savoir. Le Canada a fait de l'apprentissage continu un pilier du développement économique et social dans le secteur public, le secteur privé, la main-d'œuvre et la société civile. Cela implique pour chaque personne de pouvoir accéder en permanence, pendant toute sa vie, à la connaissance, à l'apprentissage, à la formation et au perfectionnement.

La vitesse des changements technologiques impose de s'adapter. Les personnes polyvalentes, qui saisiront les occasions d'élargir leurs connaissances et se tiendront au courant des nouvelles idées, des nouvelles technologies, des

nouvelles pratiques et des nouvelles façons de faire des affaires, seront fort probablement les plus aptes à réussir.

Promouvoir l'utilisation et le développement de la technologie de l'information dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, du téléenseignement, des affaires et du commerce fait partie intégrante de la stratégie du Canada. Des partenariats ont vu le jour pour faire avancer divers projets d'Industrie Canada tels que Rescol, le Programme d'accès aux collectivités, Partenariats technologiques Canada, et la Fondation canadienne pour l'innovation, ainsi que des travaux sur le commerce électronique. Ces initiatives sont canadiennes ou multilatérales, notamment grâce à l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le savoir-faire en techniques de pointe a amené les Canadiens à devenir les champions du téléenseignement non seulement comme outil améliorant l'accès à l'apprentissage et à la connaissance dans les pays du G8, mais aussi dans les pays en développement et les économies en transition.

Le Canada et les sommets économiques

Aperçu

Cette année, le Sommet du G8 se tiendra du 18 au 20 juin à Cologne, en Allemagne. Au cours de leurs délibérations, les dirigeants des huit pays démocratiques les plus industrialisés examinent les changements économiques dans le monde, le progrès des réformes financières et les conséquences sociales de la mondialisation, y compris les initiatives visant à alléger la dette des pays les plus pauvres. Ils saisiront également cette occasion pour discuter de la situation au Kosovo.

Comme le Sommet de l'année dernière, tenu à Birmingham, celui de Cologne réunira exclusivement les dirigeants. Les ministres des affaires étrangères du G8 se rencontreront quant à eux les 9 et 10 juin, et les ministres des finances du G7, le 12. Cette innovation, qui vise à donner un caractère plus informel aux échanges entre les dirigeants, découle de suggestions qu'avait faites le premier ministre du Canada avant le Sommet de Halifax, en 1995.

Les pays du Sommet ont en commun un grand nombre de valeurs et d'objectifs. Les sommets favorisent des discussions franches sur diverses questions nationales et internationales, et aident à accroître la coopération au sein d'une économie mondiale en rapide évolution. Ces dernières années, en raison de la diversité des enjeux qui influent sur l'évolution des économies des pays du G8, l'éventail des sujets de discussion s'est élargi, ce qui permet aux dirigeants de s'attaquer aussi bien aux questions urgentes qu'aux problèmes qui se posent à plus longue échéance.

Les dirigeants donnent aussi l'impulsion politique voulue pour mettre en œuvre des initiatives d'envergure; ils peuvent s'engager, au nom de leur pays, à collaborer plus étroitement en vue de trouver une solution aux problèmes, et faire en sorte que des actions soient prises au niveau d'autres instances internationales, en particulier les Nations unies, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les banques de développement régional, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le Canada a contribué à améliorer le contenu des sommets en favorisant l'examen de grandes questions comme le développement durable, la réforme des institutions internationales, la consolidation de la paix et la prévention des conflits, le respect des droits de la personne et l'élimination des mines antipersonnel. Les points saillants de l'historique des sommets, présentés ci-dessous, montrent bien de quelle façon le processus s'est adapté à l'évolution des besoins.

Historique des sommets

Depuis la première rencontre de Rambouillet, en France, qui a réuni en 1975 les dirigeants de cinq pays, les sommets, qui à l'origine étaient essentiellement consacrés à la discussion de questions macroéconomiques, sont devenus des réunions annuelles dont l'ordre du jour varié répond à un large éventail de questions politiques, économiques et sociales d'envergure internationale. Le premier sommet du G7 a eu lieu en 1976, à Porto Rico : le Canada et l'Italie se sont joints alors aux États-Unis, au Royaume-Uni, à la France, à l'Allemagne et au Japon. L'année suivante, la Communauté européenne, aujourd'hui l'Union européenne, a pu prendre part au Sommet de Londres en tant qu'observatrice. Le premier sommet du Groupe des Huit (G8), auquel la Russie a participé en qualité de membre à part entière, s'est tenu à Denver en 1997.

Au Sommet de Tokyo de 1986, les participants ont examiné la nécessité d'accroître la coopération macroéconomique en suivant de près l'activité économique et le comportement des taux d'inflation, d'intérêt et de change dans chacun des pays. C'est dans cet esprit que les ministres des finances du Canada et de l'Italie ont été invités à se joindre à ceux des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et du Japon pour former le Groupe des sept ministres des finances.

Au Sommet de Munich de 1992, les dirigeants ont discuté de la nécessité de s'attaquer au chômage élevé et chronique en faisant en sorte que les marchés du travail répondent plus rapidement à l'évolution des conditions économiques. C'est pourquoi l'année suivante, à Tokyo, ils ont adopté une stratégie de croissance mondiale visant à favoriser la création d'emplois. En 1994, les États-Unis ont organisé à Detroit la Conférence du G7 sur l'emploi. D'autres conférences sur le sujet ont eu lieu à Lille (France) en 1996, à Kobe (Japon) en 1997 et à Londres en 1998. Tout dernièrement, en février 1999, les ministres du travail et des affaires sociales du G8 se sont réunis à Washington.

L'emploi et la croissance, les relations avec la Russie, la réforme en Ukraine et le commerce international ont figuré parmi les sujets d'actualité à l'ordre du jour du Sommet de Naples de 1994, qui a permis notamment d'obtenir un appui en faveur des mesures d'allégement de la dette des pays les plus pauvres (engagements de Naples).

Le Sommet de Halifax de 1995 a montré comment les futurs sommets économiques pouvaient être plus productifs, plus informels et davantage axés sur les résultats. Son ambitieux programme de réforme des institutions internationales a entraîné des changements importants à la Banque mondiale, au FMI et à d'autres organisations. Le communiqué des dirigeants à la suite du Sommet de Halifax a mis l'accent sur des questions comme le renforcement de l'économie mondiale, la promotion du développement durable ainsi que la prévention des crises économiques et les façons d'y réagir.

À Lyon, en 1996, les discussions ont porté sur la mondialisation et les avantages que présente l'expansion de l'investissement et du commerce. Les dirigeants ont aussi instauré un partenariat visant à susciter, pour les pays en développement, des possibilités d'améliorer leur niveau de vie.

Au Sommet des Huit, qui a eu lieu à Denver en 1997, c'est sur l'intégration mondiale et les façons de relever les défis économiques nationaux que les dirigeants ont centré leur attention. L'ordre du jour très diversifié incluait des thèmes comme le vieillissement de la population et les maladies infectieuses. Les discussions des participants se sont tenues à la veille de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'environnement et le développement, qui a passé en revue le plan mondial d'action environnementale, cinq ans après le Sommet de la Terre en 1992, et préparé la Conférence des Parties sur le changement climatique, à Kyoto.

En 1998, à Birmingham, les dirigeants ont axé leurs travaux sur la mondialisation et l'interdépendance grandissante des nations. Leurs discussions ont également porté sur la croissance, l'employabilité et l'inclusion sociale, la criminalité internationale et le narcotrafic, les questions économiques mondiales, entre autres le développement, le changement climatique et le commerce, de même que sur la situation financière en Asie et ses répercussions sur le système international. Ils ont en outre débattu les questions politiques et régionales pressantes, la plus cruciale étant les essais nucléaires menés par l'Inde et le Pakistan. Les ministres des affaires étrangères et des finances s'étaient d'abord rencontrés à Londres pour discuter d'un éventail de sujets d'actualité relatifs à la mondialisation, aux finances et à la sécurité des personnes.

Le rôle du Canada aux sommets

Le Canada profite des avantages que lui procure son association avec les pays dont l'économie est la plus avancée, et assume par ailleurs les responsabilités qui en découlent. Sa participation aux sommets sert ses vastes objectifs en matière de politique étrangère, commerciale et économique, comme ses intérêts dans ces domaines, et lui permet d'influer sur l'évolution de divers dossiers, à l'échelle internationale.

Le Canada apporte aux sommets une valeur et un capital intellectuels sans commune mesure avec son pouvoir économique, relativement modeste. Il est en outre membre des Nations unies, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, de l'OCDE, du forum de Coopération économique Asie-Pacifique, du Commonwealth, de la Francophonie et de l'Organisation des États américains, ce qui lui donne beaucoup d'occasions et de moyens d'atteindre les objectifs de sa politique étrangère.

La mondialisation ouvre des perspectives nouvelles, mais elle suscite également de nouvelles difficultés. Le processus des sommets permet aux membres du G8 de travailler ensemble à relever ces défis, aux niveaux tant national qu'international. Le Canada profite des sommets pour discuter des problèmes économiques, commerciaux et politiques auxquels les Canadiens attachent de l'importance. Depuis 1976, il travaille avec ses partenaires à élaborer des stratégies communes en réponse à ces problèmes, ainsi qu'à des questions régionales comme le processus de paix au Moyen-Orient, le conflit et la reconstruction en Bosnie–Herzégovine, et la situation financière en Asie.

Le contexte économique mondial

L'économie mondiale continue de subir les contrecoups des bouleversements économiques et financiers provoqués par la crise qui a secoué l'Asie au milieu de 1997. Elle s'est étendue à d'autres régions, y compris la Russie et l'Amérique latine, entraînant une baisse de la demande dans toutes les parties du globe. Ces derniers mois, la situation s'est quelque peu améliorée sur les marchés mondiaux, en raison des meilleurs résultats enregistrés par certaines économies naissantes et des mesures qui ont été prises par les pays du G7.

Certains problèmes demeurent cependant. La tourmente financière et économique a ébranlé la stabilité économique mondiale et la confiance des investisseurs, et les économies touchées doivent poursuivre leurs efforts de restructuration. On pense que le ralentissement de la croissance économique mondiale, laquelle est passée de 4,2 p. 100 en 1997 à 2,5 p. 100 en 1998, continuera en 1999. Dans le numéro de mai 1999 de ses *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit en effet que la croissance économique dans le monde tombera à 2,3 p.100 en 1999, avant de remonter à 3,4 p. 100 en l'an 2000.

Asie

La crise financière asiatique et la faiblesse de l'économie japonaise ont révélé de graves problèmes structurels dans les économies les plus touchées de la région. Cependant, les programmes de secours du FMI en Asie portent des fruits : les taux de change et d'intérêt se stabilisent, et la Chine continue de donner l'assurance qu'elle ne dévaluera pas sa monnaie. Bien que la plupart des économies asiatiques aient enregistré une décroissance en 1998, pour nombre d'entre elles les perspectives se sont améliorées de beaucoup. Selon le FMI, en 1999, la Thaïlande devrait connaître une croissance de 1 p. 100 (contre -8 p. 100 en 1998); les Philippines, de 2 p. 100 (contre -0,5 p. 100 en 1998); la Malaisie, de 0,9 p. 100 (contre -6,8 p. 100 en 1998); la Corée du Sud, de 2 p. 100 (contre -5,5 p. 100 en 1998).

Le Japon s'emploie à résoudre ses difficultés économiques, attribuables à la fragilité de son secteur financier. Toutefois, malgré une certaine amélioration, les perspectives à court terme demeurent incertaines. D'après le FMI, la croissance réelle devrait fléchir en 1999, mais moins qu'en 1998, pour devenir positive en 2000. Étant donné l'importance du Japon en Asie et dans le monde, il est crucial que ce pays prenne les mesures structurelles voulues pour augmenter son efficacité et sa compétitivité, aussi bien dans le secteur financier que dans les autres domaines, de manière à inspirer une plus grande confiance et à stimuler la croissance.

Russie

La crise financière en Russie, sérieusement aggravée par des problèmes internes, a fait ressortir à quel point la stabilité économique et la stabilité politique sont en synergie. La situation économique et politique dans ce pays demeure difficile; le FMI estime que le PIB réel a diminué de 4,8 p.100 en 1998 et qu'il connaîtra une baisse additionnelle de 7,0 p. 100 en 1999.

Brésil

La crise du taux de change qu'a connue le Brésil a ébranlé davantage la stabilité économique mondiale et la confiance des investisseurs dans les nouveaux marchés, et se répercute sur de nombreux pays d'Amérique latine. Selon le FMI, la croissance réelle du PIB s'élevait à 0,2 p. 100 en 1998, et devrait baisser de 3,8 p. 100 en 1999.

Pays du G8

Les pays du G8 devraient connaître des fortunes diverses sur le plan de la croissance. Les États-Unis continuent d'enregistrer une forte croissance et un taux élevé de création d'emplois, et tout porte à croire que l'activité économique demeurera vigoureuse pendant une autre année. Au Royaume-Uni, la croissance et l'inflation ont ralenti au cours de 1998, et les taux d'intérêt ont continué de fléchir. Il est prévu que la croissance sera plus faible en 1999 qu'en 1998, mais qu'elle s'accélérera en l'an 2000. Dans les autres pays d'Europe, les perspectives de croissance se révèlent moins prometteuses qu'il n'était prévu, mais varient d'un pays à l'autre.

Les pays du G8 s'efforcent d'améliorer la capacité du système monétaire et financier international de s'adapter à la nouvelle économie mondiale. En mai 1998, au Sommet de Birmingham, les dirigeants ont intensifié les travaux visant à renforcer la structure financière internationale, qu'ils avaient amorcés au Sommet de Halifax de 1995, afin de prévenir les crises financières ou de mieux y faire face.

Dans leur déclaration d'octobre 1998 sur la situation économique mondiale, les chefs d'État et de gouvernement ont indiqué les mesures prioritaires qui permettront de solidifier cette structure financière. On veut rendre plus ouverts et plus transparents les systèmes financiers de chaque pays; se doter de meilleurs mécanismes permettant de surveiller et de favoriser la stabilité du système financier international; améliorer la gestion d'entreprise; libéraliser de façon ordonnée les marchés de capitaux; résoudre de manière ordonnée et concertée les futures crises, avec la participation du secteur privé; protéger les membres les plus vulnérables de la société, et accroître l'efficacité des institutions financières internationales.

Ces derniers mois, les ministres des finances du G7 ont fait des progrès en ce sens; ainsi, ils ont créé un forum sur la stabilité financière pour coordonner les efforts internationaux dans le domaine de la réglementation, de même qu'une ligne de crédit d'urgence pour aider les pays qui appliquent de bonnes politiques à lutter contre l'expansion de la crise économique. Les ministres étudient en outre des mécanismes particuliers qui permettraient de faire participer le secteur privé à la résolution et à la prévention des crises.

L'automne dernier, par ailleurs, les ministres des finances du G7 et les gouverneurs des banques centrales ont circonscrit six besoins qui allaient servir de base aux discussions du G33 lors des séminaires internationaux qui se sont tenus le 11 mars et le 25 avril 1999. Il faut selon eux : établir des règles prudentielles dans les pays industrialisés; établir des règles prudentielles et des systèmes financiers dans les marchés naissants; instituer des régimes de change viables dans les marchés naissants; se doter de nouveaux mécanismes qui permettent de réagir aux crises et d'accroître la participation du secteur privé; renforcer la Banque mondiale et le FMI, ainsi que le Comité intérimaire et le Comité du développement du FMI, et enfin trouver des moyens de réduire autant que possible le coût humain des crises et de protéger les plus vulnérables.

L'économie canadienne : situation et perspectives

La situation économique actuelle du Canada, comme celle de la plupart des pays, reflète l'incidence des troubles qui ont affecté en 1998 l'économie et les finances internationales : la crise économique qui a pris naissance en Asie et s'est propagée à d'autres régions, notamment la Russie et l'Amérique latine, a eu des répercussions dans le monde entier.

Le Canada a réchappé de la crise mondiale

En ce qui concerne le Canada, la détérioration de la conjoncture économique mondiale a eu pour conséquence d'affaiblir la demande et de faire chuter les prix des exportations de produits de base. La vigueur de la demande aux États-Unis et en Europe a toutefois contribué à amortir les effets du ralentissement de l'économie asiatique. Bien que la croissance économique du Canada se soit établie à 3 p. 100 en 1998, contre 3,8 p. 100 en 1997, l'économie canadienne a connu une bonne performance en 1998, dans l'ensemble.

Les premiers mois de 1998, en fait, ont été marqués par une forte croissance, grâce à l'élan qui avait été donné au cours des dix-huit mois précédents. Ce phénomène a cependant été freiné, au deuxième et au troisième trimestre, par l'affaissement de la demande mondiale, la chute des prix des produits de base et les interruptions de travail temporaires. Enfin, les derniers mois de l'année ont vu un redémarrage, favorisé par la vigueur continue de l'économie américaine. Les indicateurs permettent de croire que cette reprise s'est poursuivie au cours du premier trimestre de 1999.

La création d'emplois s'est accélérée en 1998, en dépit d'une croissance économique modérée. Plus de 450 000 emplois ont été créés en 1998; il s'agit de l'augmentation annuelle la plus importante depuis 1987. Depuis octobre 1993, il s'est créé 1,6 million d'emplois, essentiellement des emplois à temps plein et surtout dans le secteur privé. En 1993, le taux de chômage s'élevait à 11,2 p. 100; en mars 1999, il était de 7,8 p. 100, soit le niveau le plus bas que l'on ait enregistré en huit ans. Le chômage a subi une hausse en avril, l'amélioration des perspectives d'emploi attirant un grand nombre de Canadiens sur le marché du travail.

Confiance des consommateurs et des entreprises

La réduction sensible des déficits publics et la chute marquée des taux d'intérêt avaient contribué à rétablir la confiance des consommateurs et des entreprises en 1997. Ce sentiment de sécurité a toutefois diminué au troisième trimestre de 1998,

à cause de la crise financière et de la baisse des prix des produits de base. Depuis, la confiance revient, en raison de la stabilité accrue de l'économie mondiale et du succès avec lequel le Canada a fait face à la crise.

Faible inflation

L'inflation a été peu considérable – 0,9 p. 100 – en 1998. Le gouvernement et la Banque du Canada se sont engagés à en maintenir le taux entre 1 et 3 p. 100. Une faible inflation et une situation financière assainie vont aider à préserver les taux d'intérêt peu élevés qui ont stimulé la création d'emplois et la croissance économique au pays.

Compte courant du Canada

En 1996, le compte courant a connu son premier excédent annuel depuis 1982. Il a fléchi en 1997, sous l'effet de la forte demande intérieure visant des produits d'importation clés comme les machines et les biens d'équipement. Cependant, malgré la crise économique mondiale et la détérioration des termes de l'échange, la balance commerciale réelle s'est suffisamment améliorée en 1998 pour que le compte courant demeure à peu près stable.

Vues du secteur privé sur les perspectives économiques du Canada

Les perspectives économiques du Canada restent excellentes. La dégradation de la conjoncture économique mondiale en 1998 avait conduit les prévisionnistes du secteur privé à réviser à la baisse leurs prévisions de croissance pour 1999, et à prédire un taux de croissance de 2 p. 100 d'ici la fin de l'année. Toutefois, la forte croissance de l'emploi, en particulier pendant la seconde moitié de 1998 et les premiers mois de 1999, et la nette reprise de l'économie à la fin de 1998 les ont amenés à relever leurs chiffres pour 1999. Ils prévoient maintenant une croissance d'environ 2,8 p. 100.

Les taux d'intérêt, à court et à long terme, devraient se maintenir à des niveaux peu élevés par rapport à ceux des années précédentes, puisque le gouvernement s'est engagé à présenter des budgets équilibrés, voire excédentaires, ainsi qu'à maîtriser l'inflation. Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent également à ce que la forte croissance et d'autres facteurs économiques positifs alimentent la création d'emplois, ce qui réduira le taux de chômage.

Prévisions des organismes internationaux

Les grands organismes internationaux entrevoient eux aussi des perspectives économiques favorables pour le Canada. Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'attendent à ce que le Canada se place au deuxième rang, dernière les États-Unis, pour ce qui est de la croissance de la production en 1999. L'OCDE prévoit que le Canada sera en tête du G7 pour l'an 2000, alors que le FMI entrevoit qu'il se classera parmi les chefs de file.

Budgets équilibrés

On s'attend à un budget équilibré ou excédentaire pour 1998-1999, la deuxième année d'affilée où le budget ne présentera pas de déficit. La dernière fois qu'une telle situation s'est produite remonte à près d'un demi-siècle : c'était en 1951-1952. Le gouvernement s'est engagé en outre à réaliser des budgets équilibrés ou excédentaires pour les exercices 1999-2000 et 2000-2001. Par conséquent, pendant quatre années de suite, le budget sera soit équilibré soit excédentaire. Ces objectifs reposent sur des hypothèses de planification économique prudentes et prévoient une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars chaque année. Lorsque la réserve ne sera pas utilisée, elle servira à rembourser la dette publique.

Un excédent financier d'environ 11,5 milliards de dollars est prévu pour 1998-1999. Pour une troisième année consécutive, le gouvernement ne sera pas obligé d'emprunter de l'argent frais sur les marchés financiers pour assurer la marche de ses programmes ou payer l'intérêt de la dette. Comme il s'est engagé à maintenir des budgets équilibrés, voire à produire des budgets excédentaires, pour chacun des deux prochains exercices, il conservera un excédent net, qu'il utilisera pour rembourser la dette publique.

Les besoins financiers et les excédents financiers sont les mesures dont se servent la plupart des pays industrialisés pour calculer leur solde budgétaire. Or, le gouvernement fédéral affichera un excédent financier, pour la troisième année consécutive, en 1998-1999. C'est le seul pays du G7 à pouvoir le faire.

Remboursement de la dette

Le gouvernement fédéral est résolu à réduire le niveau absolu de la dette au moyen de son programme de remboursement. Ce programme, allié à la croissance économique, continuera de faire baisser le ratio de la dette au produit intérieur brut (PIB). D'ailleurs, il a déjà donné de bons résultats : le ratio a en effet diminué de façon sensible en 1997-1998, et d'ici 2000-2001 il devrait se situer à un niveau inférieur d'environ 10 points de pourcentage à celui de 1995-1996.

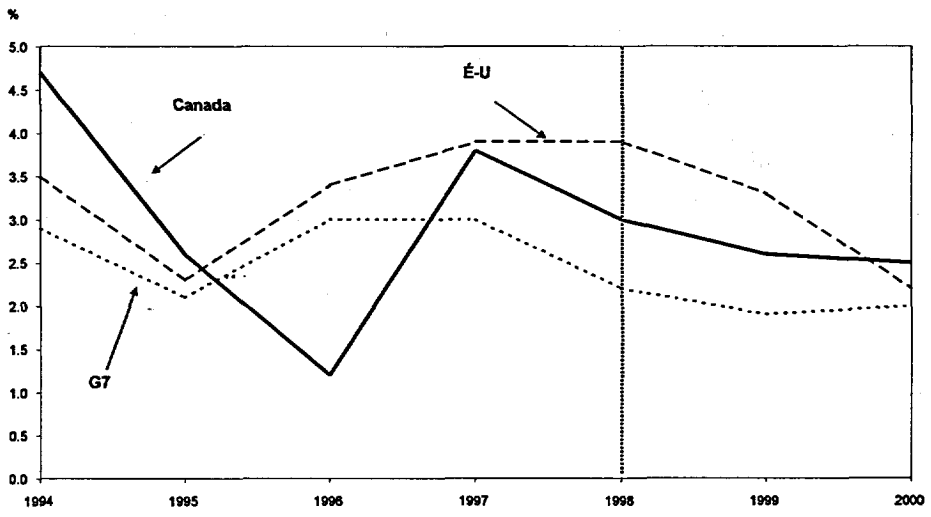
Des progrès du même ordre, à l'échelle provinciale, ont permis de réduire considérablement le ratio de la dette au PIB pour l'ensemble des administrations publiques (soit aux paliers fédéral, provincial et municipal). L'OCDE prévoit en fait que, pour l'ensemble des administrations publiques au Canada, le ratio de la dette nette au PIB chutera pour se rapprocher de la moyenne du G7; il s'agit d'une amélioration de taille par rapport à 1997, année pour laquelle le ratio était supérieur de 20 points de pourcentage à la moyenne du G7.

GRAPHIQUES COMPARATIFS SUR L'ÉCONOMIE

GRAPHIQUE 1

CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL, 1994–2000

L'engagement du Canada à déposer des budgets équilibrés ou excédentaires, conjugué à la faible inflation, a porté fruit. Le rythme de croissance s'est accéléré au cours du second trimestre de 1996 et s'est poursuivi jusqu'au début de 1998. La croissance a ralenti en 1998, en raison de la détérioration des conditions économiques à l'échelle mondiale. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le Canada viendra au deuxième rang parmi les pays du G7 pour ce qui est de la croissance de l'économie en 1999 (2,6 p. 100), et qu'il se situera bien au-dessus de la moyenne de ces pays à ce chapitre en 2000 (2,5 p. 100).

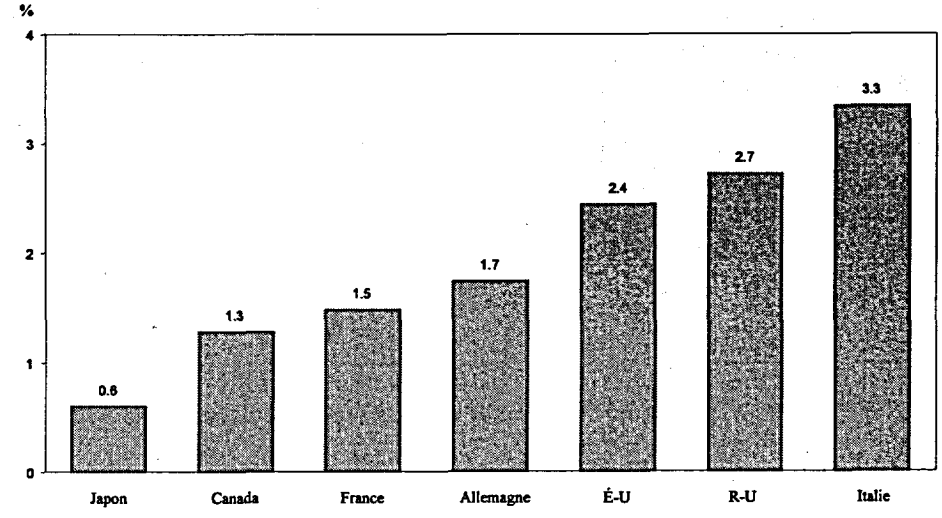


Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, printemps 1999

GRAPHIQUE 2

INFLATION DES PRIX À LA CONSOMMATION, TAUX MOYEN, 1994–1998

Depuis 1994, la performance du Canada en matière d'inflation est excellente, en raison de la croissance vigoureuse de la productivité et de la quasi-absence de tensions sur les coûts. En moyenne, de 1994 à 1998, un seul des pays du G7 a enregistré un taux d'inflation inférieur à celui du Canada. À court terme, la forte croissance de l'économie n'exercera pas de tensions à la hausse sur l'inflation, car l'économie canadienne continue de fonctionner en deçà de son potentiel à long terme. Le FMI prévoit que le taux d'inflation au Canada s'établira à 1,2 p. 100 en 1999.

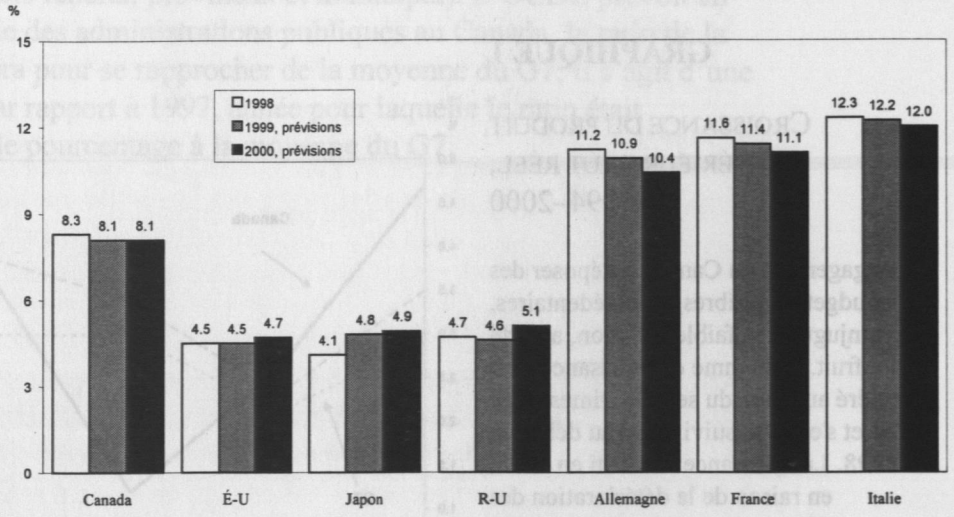


Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, printemps 1999

GRAPHIQUE 3

TAUX DE CHÔMAGE
1998–2000

Ces dernières années, le Canada est parvenu à réduire le taux de chômage, qui est passé de 11,3 p. 100 en août 1993 à 8,3 p. 100 en avril 1999. Selon le FMI, le taux de chômage moyen au Canada lors des deux prochaines années sera de 8,1 p. 100.

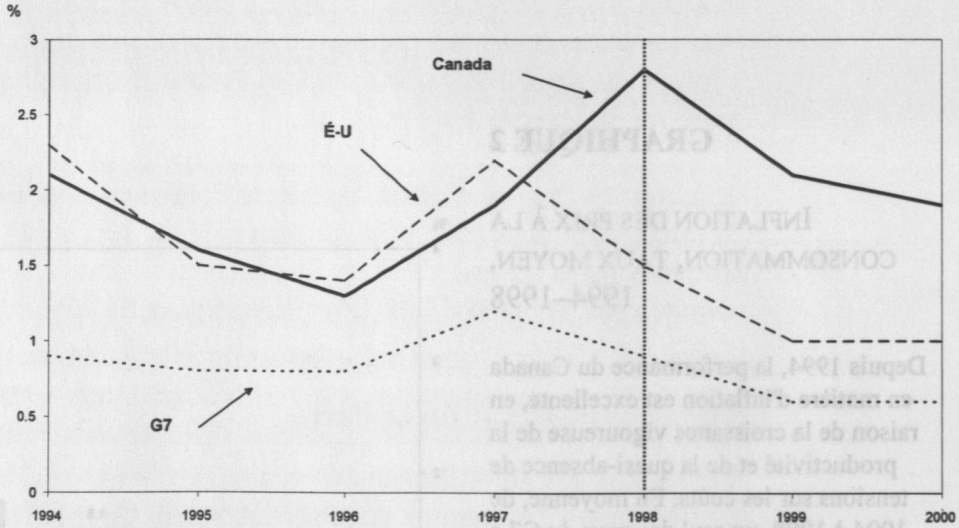


Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, printemps 1999

GRAPHIQUE 4

CROISSANCE DE L'EMPLOI
1994–2000

Depuis 1993, la croissance de l'emploi au Canada a été passablement plus forte que la moyenne du G7, et, en 1998, elle a été nettement plus forte qu'aux États-Unis. En 1998, plus de 450 000 emplois ont été créés, soit la plus importante augmentation annuelle au Canada depuis 1987. Le FMI prévoit que le Canada connaîtra la plus forte croissance de l'emploi parmi les pays du G7 en 1999 et en 2000.

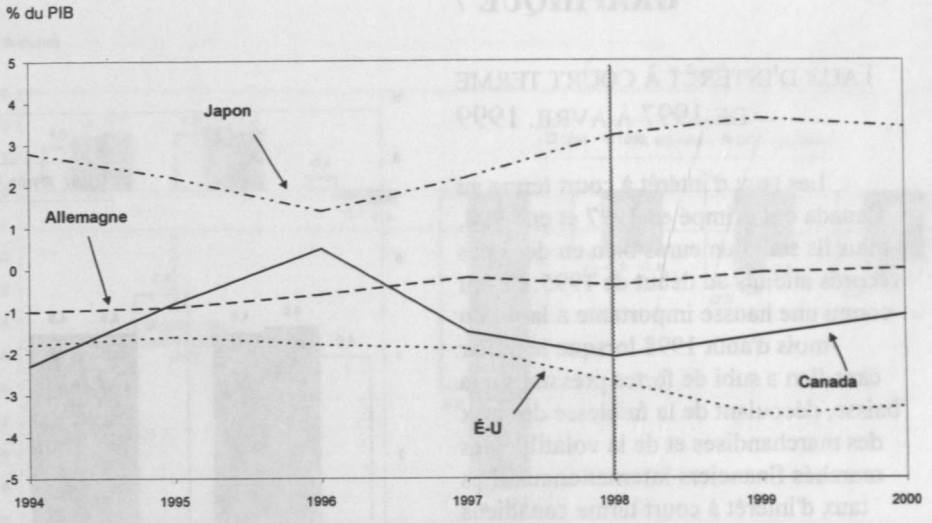


Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, printemps 1999

GRAPHIQUE 5

SOLDE DE LA BALANCE COURANTE EN POURCENTAGE DU PIB 1994–2000

La réduction substantielle du déficit financier du Canada a donné lieu à une amélioration marquée de la balance courante, qui a enregistré un excédent en 1996, une première depuis 1982. Le solde de la balance courante a connu un recul depuis. La crise économique mondiale a eu pour conséquences un déclin du prix des marchandises et des termes de l'échange, provoquant des tensions à la baisse sur la balance commerciale. Ce déficit demeure bien inférieur à ceux du début des années 1990, qui représentaient près de 4 p. 100 du PIB.

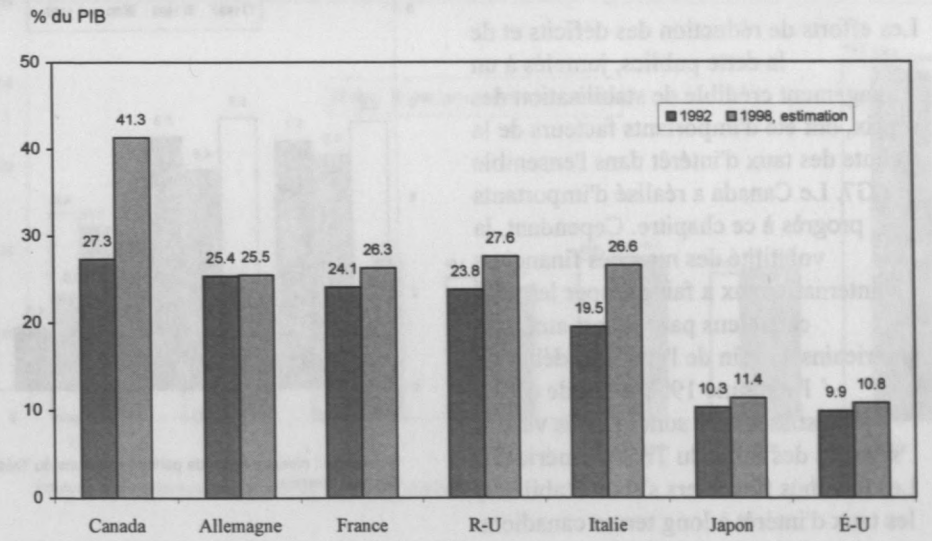


Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, printemps 1999

GRAPHIQUE 6

EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES EN POURCENTAGE DU PIB, 1992 ET 1998

Le commerce compte pour une large part de l'activité économique au Canada. Cette part a connu une expansion rapide au cours des six dernières années, grâce au succès des récentes initiatives commerciales et des négociations commerciales multilatérales, sans oublier la compétitivité plus grande du Canada. Les exportations de biens et de services représentent plus de 40 p. 100 du PIB du Canada, soit la part la plus grande parmi les économies du G7.

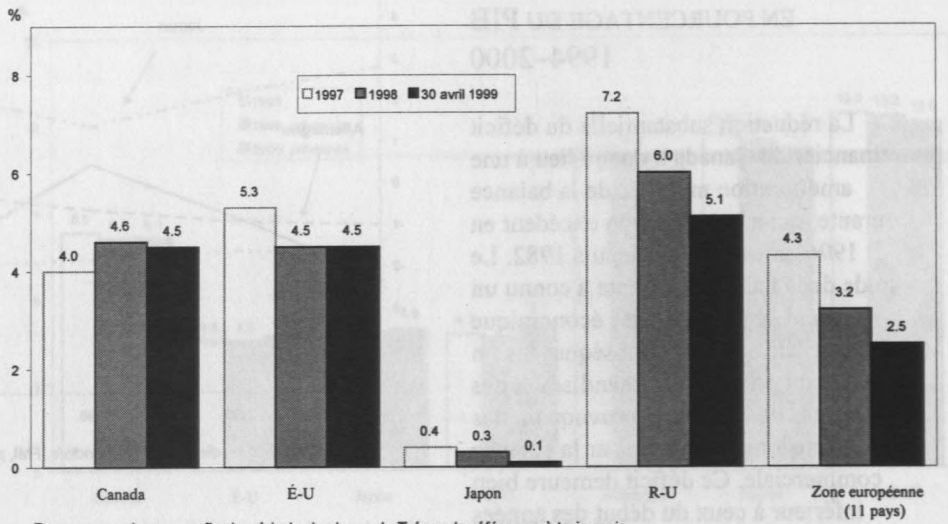


Source : *Statistiques financières internationales*, FMI, avril 1999

GRAPHIQUE 7

TAUX D'INTÉRÊT À COURT TERME DE 1997 À AVRIL 1999

Les taux d'intérêt à court terme au Canada ont grimpé en 1997 et en 1998, mais ils sont demeurés bien en deçà des records atteints au début de 1995. Ils ont connu une hausse importante à la fin du mois d'août 1998 lorsque le dollar canadien a subi de fortes pressions à la baisse, découlant de la faiblesse des prix des marchandises et de la volatilité des marchés financiers internationaux. Les taux d'intérêt à court terme canadiens étaient demeurés inférieurs aux taux américains pendant plus de deux ans, avant de les dépasser à la fin de l'été 1998. Maintenant que la situation internationale s'est quelque peu stabilisée, les taux canadiens sont de nouveau près des taux américains.

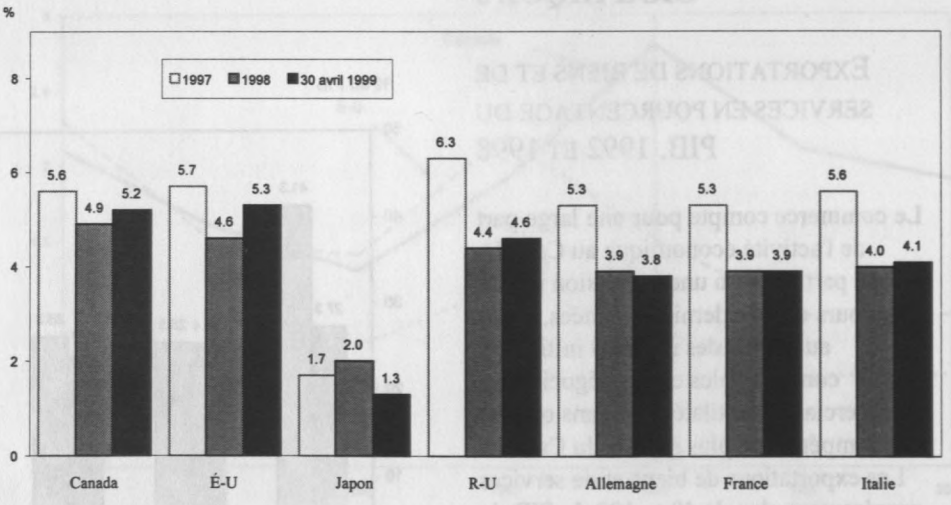


Remarque : niveaux en fin de période des bons du Trésor de référence à trois mois
Source : Reuters

GRAPHIQUE 8

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME DE 1997 À AVRIL 1999

Les efforts de réduction des déficits et de la dette publics, jumelés à un engagement crédible de stabilisation des prix, ont été d'importants facteurs de la chute des taux d'intérêt dans l'ensemble du G7. Le Canada a réalisé d'importants progrès à ce chapitre. Cependant, la volatilité des marchés financiers internationaux a fait grimper les taux canadiens par rapport aux taux américains à la fin de l'été et au début de l'automne 1998, période où les investisseurs se sont tournés vers la sécurité des titres du Trésor américain. Les marchés financiers s'étant stabilisés, les taux d'intérêt à long terme canadiens sont de nouveau inférieurs aux taux américains.

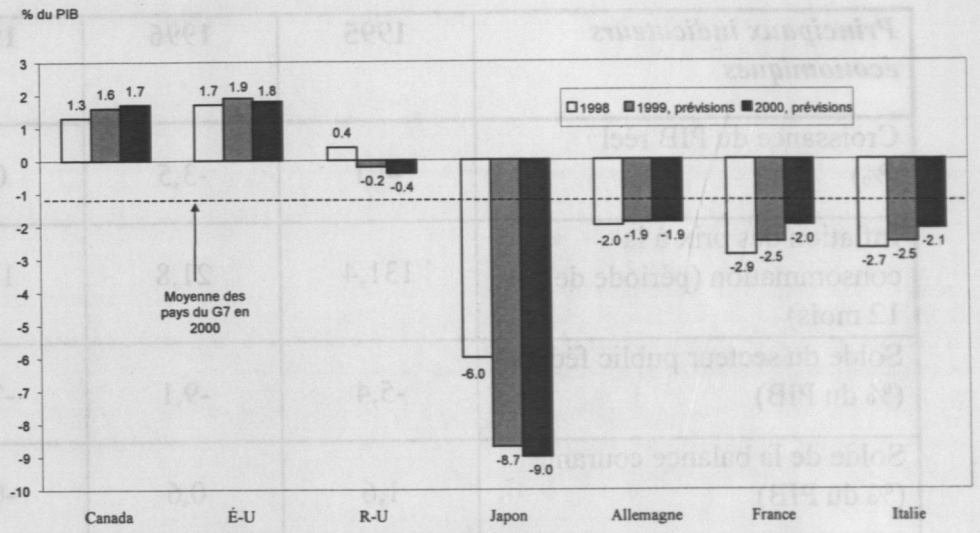


Remarque : niveaux en fin de période des bons du Trésor de référence à 10 ans
Source : Reuters

GRAPHIQUE 9

SOLDE BUDGÉTAIRE PUBLIC TOTAL
1998, 1999, 2000

Au chapitre des comptes nationaux, seulement trois pays du G7 ont affiché un excédent public total en 1998, soit le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni. Selon les plus récentes prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Canada et les États-Unis devraient enregistrer des excédents représentant près de 2 p. 100 du PIB, tandis que les autres pays du G7 afficheront un déficit.

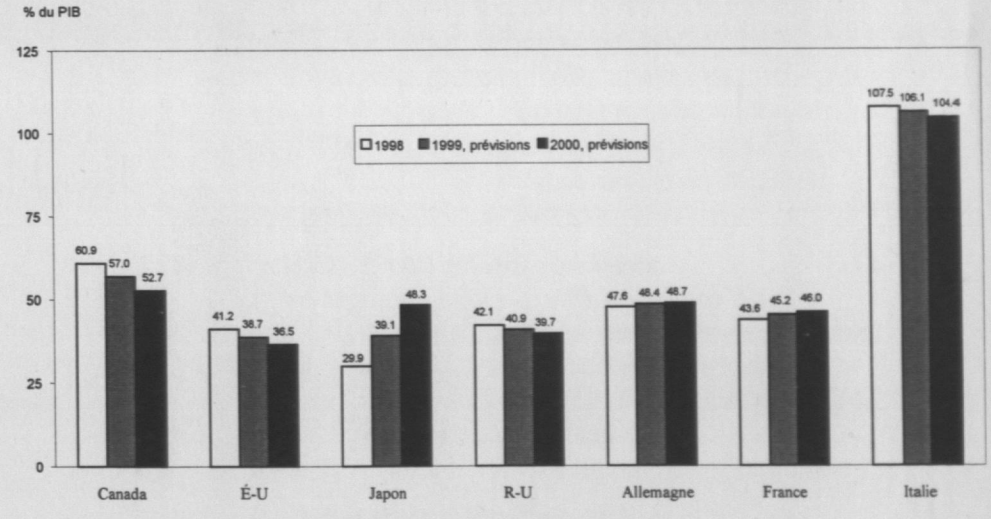


Source : *Perspectives économiques de l'OCDE 65*, édition préliminaire

GRAPHIQUE 10

RATIO NET DE LA DETTE AU PIB DE L'ÉTAT
1998, 1999, 2000

Grâce à la réduction substantielle du déficit, le ratio net de la dette au PIB du Canada a commencé à baisser en 1997. Selon les prévisions de l'OCDE publiées dans l'édition préliminaire des *Perspectives économiques de l'OCDE 65*, ce ratio chutera de plus de huit points de pourcentage entre 1998 et 2000, soit la plus importante baisse parmi les pays du G7. Malgré cela, le ratio net de la dette au PIB du Canada demeure plus élevé que celui de la plupart des pays du G7.



Source : *Perspectives économiques de l'OCDE 65*, édition préliminaire

Russie

Principaux indicateurs économiques	1995	1996	1997	1998 (réels ou prévus)
Croissance du PIB réel (%)	-4,1	-3,5	0,8	-4,8
Inflation des prix à la consommation (période de 12 mois)	131,4	21,8	11,0	84,5
Solde du secteur public fédéral (% du PIB)	-5,4	-9,1	-7,0	-6,0
Solde de la balance courante (% du PIB)	1,6	0,6	-0,8	-1,4

Source : Fonds monétaire international

Fiches documentaires

ALLEMAGNE

Capitale : Berlin

Données géographiques

Superficie
357 000 km^2

Population
82 millions (1997)

Taux de croissance de la population
0,1 % (1997)

Principale langue
Allemand

Principaux groupes religieux
Protestants (42 %), catholiques (35 %)

Données politiques

Régime
République

Institutions démocratiques
État fédéral, parlement bicaméral

Dirigeants
Le président Roman Herzog
Le chancelier Gerhard Schröder

Ministre des Affaires étrangères
M. Joschka Fischer

Ministre des Finances
M. Hans Eichel

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
L'Allemagne se classe 19e sur 174 pays.

Données économiques

PIB nominal
2,16 billions de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel
2,8 % (1998)

PIB par habitant
26 311 $US (1998)

Taux d'inflation
0,9 % (1998)

Taux de chômage
10,6 % (avril 1999)

Principales exportations
Machines, produits du fer et de l'acier, véhicules motorisés, produits chimiques, matériel agricole, charbon, coke

Principales importations
Produits manufacturés, denrées alimentaires, textiles, produits pétroliers, fer, acier et métaux non ferreux, machines, produits chimiques, gros bois d'œuvre

Principales exportations vers le Canada
6,1 milliards de dollars (1998), en machines, véhicules, appareils électriques, matériel d'optique et de précision, produits chimiques organiques, fer et acier, articles en fer et en acier, produits pharmaceutiques, matières plastiques, produits en plastique

Principales importations du Canada
2,7 milliards de dollars (1998), en pâte de bois, machines, minerais, scories et cendres, papier et carton, perles et pierres précieuses, bois et articles en bois, appareils électriques, transactions spéciales, véhicules, produits chimiques inorganiques

Représentant du Canada

M. Gaëtan Lavertu, ambassadeur
Ambassade du Canada
Friedrich-Wilhelm-Strasse 18
53113 Bonn
Allemagne
Téléphone : (011-49-228) 968-0
Télécopieur : (011-49-228) 968-3904

CANADA

Capitale : Ottawa

Données géographiques

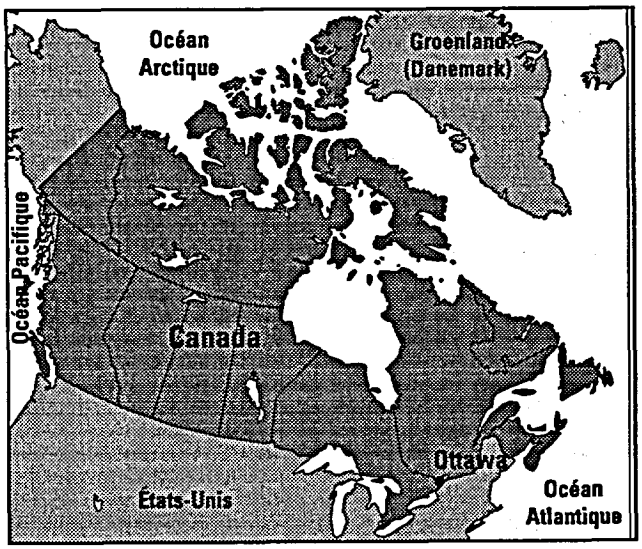
Superficie
9 970 610 km^2

Population
30,8 millions (1998)

Taux de croissance de la population
1 % (1998)

Langues officielles
Français, anglais

Principaux groupes religieux
Catholiques (46 %), Église unie (12 %), anglicans (8 %)



Données politiques

Régime
Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques
État fédéral, parlement bicaméral

Dirigeant
Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères
M. Lloyd Axworthy

Ministre du Commerce international
M. Sergio Marchi

Ministre des Finances
M. Paul Martin

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
Le Canada se classe 1er sur 174 pays.

Données économiques

PIB nominal
598,9 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel
3 % (1998)

PIB par habitant
19 764 $US (1998)

Taux d'inflation
0,9 % (1998)

Taux de chômage
8,3 % (avril 1999)

Principales exportations
323,4 milliards de dollars (balance des paiements, 1998), en matériel de transport, biens d'équipement, pâtes et papiers, combustibles, bois, minéraux, aluminium

Principales importations
304 milliards de dollars (balance des paiements, 1998), en matériel de transport, biens d'équipement, matériel électronique, plastiques

Mai 1999

ÉTATS-UNIS

Capitale : Washington

Données géographiques

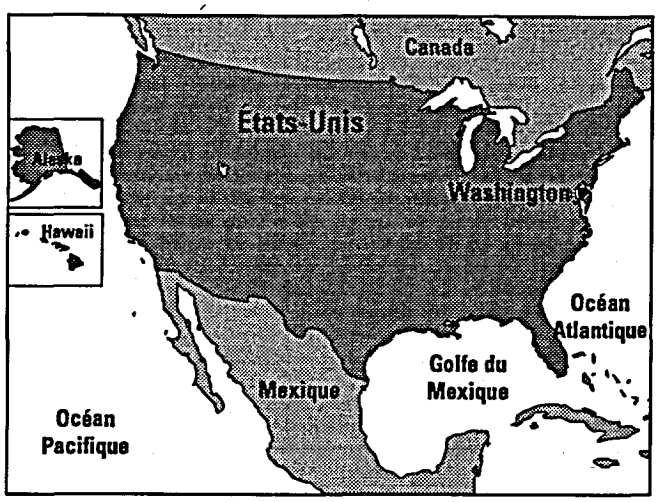
Superficie
9 629 091 km^2

Population
270 millions (1998)

Taux de croissance de la population
0,9 % (1998)

Principales langues
Anglais, espagnol

Principaux groupes religieux
Protestants (56 %), catholiques (28 %), juifs (2 %)



Données politiques

Régime
République fédérale

Institutions démocratiques
Congrès bicaméral

Dirigeant
Le président Bill Clinton

Secrétaire d'État
Mme Madeleine K. Albright

Secrétaire du Trésor
M. Robert Rubin

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
Les États-Unis se classent 4es sur 174 pays.

Données économiques

PIB nominal
8,5 billions de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel
3,9 % (1998)

PIB par habitant
31 519 $US (1998)

Taux d'inflation
1,6 % (1998)

Taux de chômage
4,3 % (avril 1999)

Principales exportations
Machines et équipement, véhicules motorisés, aéronefs, blé, produits chimiques, plastique, produits agricoles, matériel militaire

Principales importations
Pétrole et dérivés, métaux communs non ferreux, engrais, produits agricoles, machines et équipement, véhicules motorisés, matières premières

Principales exportations vers le Canada
266 milliards de dollars (balance des paiements, 1998), en véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, matériel de télécommunications, matières plastiques

Principales importations du Canada
297 milliards de dollars (balance des paiements, 1998), en véhicules motorisés et pièces, petit bois d'œuvre, pétrole brut, gaz naturel, papier journal

Représentant du Canada

M. Raymond A. J. Chrétien, ambassadeur
Ambassade du Canada
501 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20001
États-Unis

Téléphone : (202) 682-1740
Télécopieur : (202) 682-7678

FRANCE

Capitale : Paris

Données géographiques

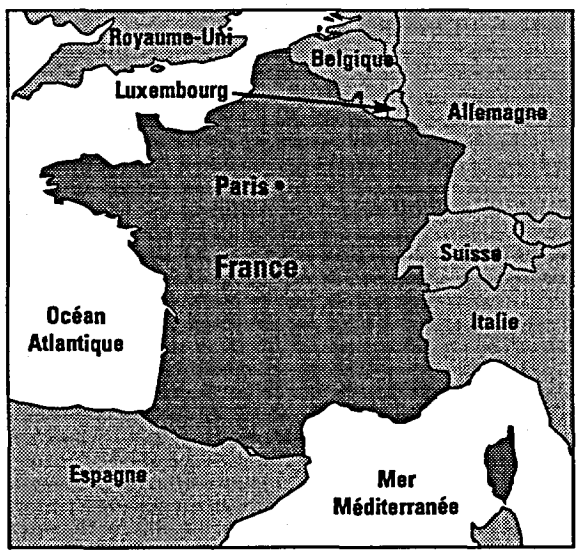
Superficie
550 000 km^2

Population
58,6 millions (1997)

Taux de croissance de la population
0,4 % (1997)

Principale langue
Français

Principaux groupes religieux
Catholiques (90 %), protestants (2 %), juifs (1 %), musulmans (1 %)



Données politiques

Régime
République

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Dirigeants
Le président Jacques Chirac
Le premier ministre Lionel Jospin

Ministre des Affaires étrangères
M. Hubert Védrine

Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
M. Dominique Strauss-Kahn

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
La France se classe 2e sur 174 pays.

Données économiques

PIB nominal
1,39 billion de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB réel
3,1 % (1998)

PIB par habitant
23 758 $US (1997)

Taux d'inflation
0,7 % (1998)

Taux de chômage
11,5 % (mars 1999)

Principales exportations
Machines et matériel de transport, produits chimiques, autres biens manufacturés

Principales importations
Machines et matériel de transport, produits chimiques et énergétiques

Principales exportations vers le Canada
4,9 milliards de dollars (1998), en appareils électroniques, avionique

Principales importations du Canada
1,6 milliard de dollars (1998), en avionique, machines, produits forestiers

Représentant du Canada

M. Jacques Roy, ambassadeur
Ambassade du Canada
35, avenue Montaigne
75008 Paris
France

Téléphone : (011-33-1) 44 43 29 00
Télécopieur : (011-33-1) 44 43 29 99

Mai 1999

ITALIE

Capitale : Rome

Données géographiques

Superficie
301 318 km^2

Population
57,5 millions (1997)

Taux de croissance de la population
0,2 % (1997)

Principale langue
Italien

Principal groupe religieux
Catholiques (99 %)

Données politiques

Régime
République

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Dirigeants
Le président Carlo Azeglio Ciampi
Le premier ministre Massimo D'Alema

Ministre des Affaires étrangères
M. Lamberto Dini

Ministre du Trésor
M. Giuliano Amato

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
L'Italie se classe 21e sur 174 pays.

Données économiques

PIB nominal
1,15 billion de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB réel
1,4 % (1998)

PIB par habitant
19 920 $US (1997)

Taux d'inflation
1,8 % (1998)

Taux de chômage
12,4 % (mars 1999)

Principales exportations
Produits de construction mécanique, textiles, vêtements et produits en cuir, matériel de transport, produits chimiques, denrées alimentaires, boissons, tabac

Principales importations
Produits de construction mécanique, produits chimiques, matériel de transport, minéraux et métaux non ferreux, produits énergétiques, textiles, vêtements, produits en cuir

Principales exportations vers le Canada
3,47 milliards de dollars (1998), en machines, chaussures, équipement et appareils électriques, boissons, véhicules, cuirs et peaux, vêtements et accessoires tissés, produits de céramique, produits chimiques organiques, meubles

Principales importations du Canada
1,52 milliard de dollars (1998), en pâte et fibre de bois, céréales, bois et articles en bois, machines, feuilles et articles de cuivre, papier et carton, combustibles minéraux, aéronefs

Représentant du Canada

M. Jeremy Kinsman, ambassadeur
Ambassade du Canada
Via G.B. de Rossi 27
00161 Rome
Italie

Téléphone : (011-39-6) 44598.1
Télécopieur : (011-39-6) 44598.750

Mai 1999

JAPON

Capitale : Tokyo

Données géographiques

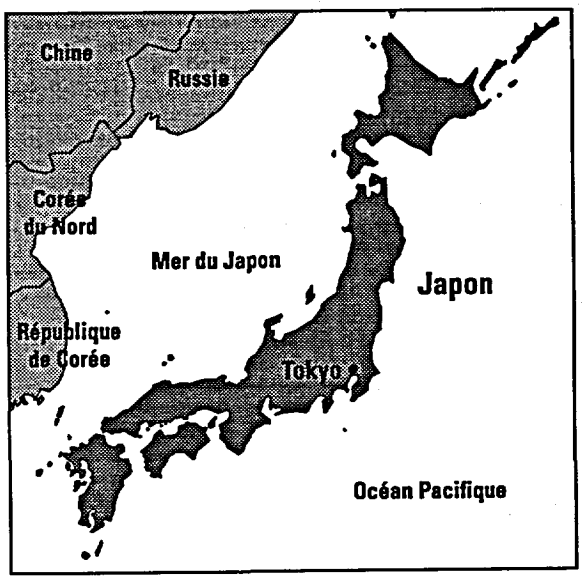
Superficie
377 847 km^2

Population
126,5 millions (est. 1998)

Taux de croissance de la population
0,3 % (est. 1998)

Principale langue
Japonais

Principaux groupes religieux
Bouddhistes, shintoïstes



Données politiques

Régime
Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Dirigeants
L'empereur Akihito
Le premier ministre Keizo Obuchi

Ministre des Affaires étrangères
M. Masahiko Kowmura

Ministre des Finances
M. Kiichi Miyazawa

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
Le Japon se classe 8e sur 174 pays.

Données économiques

PIB nominal
3,8 billions de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel
-2,8 % (1998)

PIB par habitant
29 907 $US (est. 1998)

Taux d'inflation
0,6 % (1998)

Taux de chômage
4,8 % (mars 1999)

Principales exportations
Machines, véhicules motorisés, appareils électroniques et ordinateurs de grande consommation

Principales importations
Combustibles minéraux, denrées alimentaires, matières premières, machines, minerai métallique

Principales exportations vers le Canada
14 milliards de dollars (1998), en machines, matériel électronique et photographique, véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, produits chimiques

Principales importations du Canada
8,3 milliards de dollars (1998), en petit bois d'œuvre et contreplaqué, pâtes et papiers, charbon, poisson, produits animaux, fruits de mer, graines oléagineuses

Représentant du Canada

M. Leonard J. Edwards, ambassadeur
Ambassade du Canada
7-3-38 Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107
Japon

Téléphone : (011-81-3) 5412-6200
Télécopieur : (011-81-3) 5412-6247

Mai 1999

ROYAUME-UNI

Capitale : Londres

Données géographiques

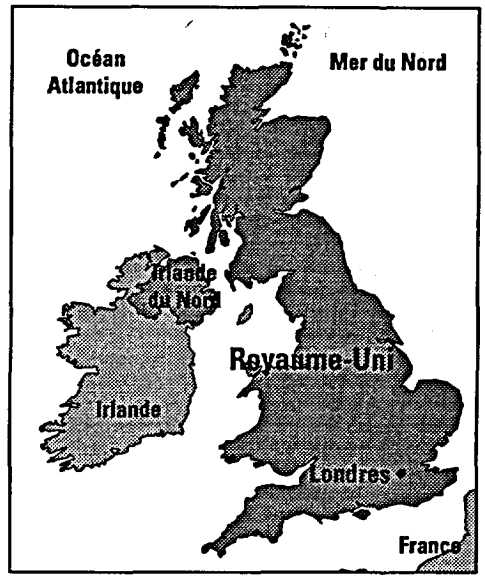
Superficie
242 910 km^2

Population
58,2 millions (1997)

Taux de croissance de la population
-1 % (1997)

Principales langues
Anglais, gallois, gaélique

Principaux groupes religieux
Anglicans (57 %), protestants (15 %), catholiques (13 %)



Données politiques

Régime
Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Dirigeant
Le premier ministre Tony Blair

Ministre des Affaires étrangères et des Affaires du Commonwealth
M. Robin Cook

Chancelier de l'Échiquier
M. Gordon Brown

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
Le Royaume-Uni se classe 14e sur 174 pays.

Données économiques

PIB nominal
1,3 billion de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB réel
2,1 % (1998)

PIB par habitant
22 134 $US (1997)

Taux d'inflation
3,4 % (1998)

Taux de chômage
4,6 % (mars 1998)

Principales exportations
Pétrole, machines, véhicules motorisés, produits chimiques, métaux, minéraux non métalliques, produits manufacturés, textiles, boissons

Principales importations
Produits manufacturés, denrées alimentaires et boissons, produits pétroliers, produits chimiques, machines, métaux, matériaux bruts

Principales exportations vers le Canada
6,2 milliards de dollars (1998), en pétrole brut, machines et équipement, produits chimiques, automobiles et pièces, produits pharmaceutiques

Principales importations du Canada
4,35 milliards de dollars (1998), en produits du bois et du papier, métaux et minéraux, machines et pièces, turbines à gaz

Représentant du Canada

M. Roy MacLaren, haut-commissaire
Haut-Commissariat du Canada
Macdonald House, 1 Grosvenor Square
Londres W1X 0AB, Angleterre
Royaume-Uni

Téléphone : (011-44-171) 258-6600
Télécopieur : (011-44-171) 258-6333

Mai 1999

RUSSIE

Capitale : Moscou

Données géographiques

Superficie
17 075 400 km^2

Population
147,1 millions (1997)

Taux de croissance de la population
-0,4 % (1997)

Principale langue
Russe

Principaux groupes religieux
Orthodoxes russes, musulmans

Données politiques

Régime
République

Institutions démocratiques
Assemblée fédérale

Dirigeants
Le président Boris Eltsine
Le premier ministre Sergueï Stepachine

Ministre des Affaires étrangères par intérim
M. Igor Ivanov

Ministre des Finances par intérim
M. Mikhaïl Zadornov

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
La Russie se classe 72e sur 174 pays.

Données économiques

PIB nominal
277 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel
-4,8 % (1998)

PIB par habitant
3 012 $US (1997)

Taux d'inflation
84,5 % (1998)

Taux de chômage
11,4 % (premier trimestre 1998)

Principales exportations
Produits énergétiques, machines et outillage, métaux et minéraux, produits alimentaires, produits chimiques

Principales importations
Machines et outillage, produits alimentaires, textiles, produits chimiques, produits minéraux et métalliques

Principales exportations vers le Canada
732 millions de dollars (1998), en acier, poisson, combustibles minéraux, radio-isotopes, métaux rares

Principales importations du Canada
288 millions de dollars (1998), en machines, tabac, matériel électronique, fenêtres et revêtements extérieurs en plastique, viandes

Représentant du Canada

Mme Anne Leahy, ambassadrice
Ambassade du Canada
Starokoniouchni Pereouloc 23
Moscou 12100
Russie

Téléphone : (011-7-095) 956-6666
Télécopieur : (011-7-095) 232-9948

Mai 1999

UNION EUROPÉENNE

Capitales : Bruxelles, Strasbourg, Luxembourg

Données géographiques

Superficie
3 241 380 km^2

Population
375 millions (1998)

Principales langues
Allemand, anglais, danois, espagnol, finnois, français, grec, italien, néerlandais, portugais, suédois

Données politiques

Type d'organisation
Association d'États mettant une partie de leur souveraineté en commun : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède

Institutions démocratiques
Conseil européen, Commission européenne, Parlement européen, Cour européenne de justice

Président de la Commission européenne
M. Jacques Santer
(Président désigné : M. Romano Prodi)

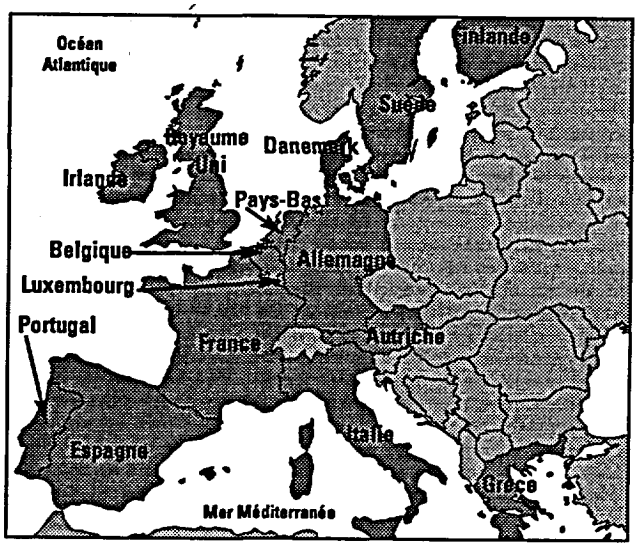
Commissaire des affaires économiques et financières et des questions monétaires
M. Yves-Thibault de Silguy

Données économiques

PIB nominal
8,1 billions de dollars américains (1997)

Taux de croissance du PIB réel
2,8 % (1998)

PIB par habitant
21 529 $US (1997)



Taux d'inflation
1,5 % (1998)

Taux de chômage
9,6 % (mars 1999)

Principales exportations vers le Canada
28,4 milliards de dollars (1998), en machines, produits chimiques, denrées alimentaires

Principales importations du Canada
15,1 milliards de dollars (1998), en produits forestiers, machines, métaux, produits agricoles, produits du poisson

Représentant du Canada

M. Jean-Pierre Juneau, ambassadeur
Mission du Canada auprès de l'Union européenne
Avenue de Tervuren 2
1040 Bruxelles
Belgique

Téléphone : (011-32-2) 741-0660
Télécopieur : (011-32-2) 741-0629

Notices biographiques

Le premier ministre du Royaume-Uni
M. Tony Blair

Né le 6 mai 1953, M. Tony Blair a d'abord fréquenté la Durham Choristers School, puis le Fettes College, à Édimbourg, avant d'étudier le droit à l'Université d'Oxford. Admis au barreau en 1976, il a exercé le droit jusqu'en 1983, se spécialisant en droit du travail et en droit industriel.

M. Blair a été élu député de sa circonscription de Sedgefield en 1983 et a été nommé porte-parole de l'opposition pour les affaires relatives au Trésor en 1985. Deux ans plus tard, il est devenu porte-parole adjoint pour le commerce et l'industrie, chargé spécialement des dossiers de la consommation et des affaires urbaines.

En 1988, M. Blair s'est vu confier le poste de « contre-secrétaire » d'État à l'Énergie puis, en 1989, celui de « contre-secrétaire » d'État à l'Emploi et, en 1992, celui de « contre-secrétaire » d'État à l'Intérieur.

M. Blair a été élu au comité exécutif national du Parti travailliste en 1992 et a présidé la commission du Parti chargée de la réforme constitutionnelle. En 1994, il a été élu chef du Parti travailliste et chef de l'opposition.

M. Blair a été élu premier ministre du Royaume-Uni le 1er mai 1997 et a prêté le serment d'office le lendemain.

M. Blair est marié. Il a deux fils et une fille.

Le président de la France
M. Jacques Chirac

M. Jacques Chirac est né à Paris le 29 novembre 1932. Il a fait des études supérieures à l'Institut d'études politiques de Paris, à la Summer School de l'Université Harvard et à l'École nationale d'administration.

Après une carrière dans l'administration publique, il a été conseiller municipal de Sainte-Féréole, en Corrèze, de 1965 à 1967. Il a aussi été élu conseiller général du canton de Meymac, puis président du Conseil général de Corrèze, poste qu'il a occupé de 1970 à 1979.

En 1977, M. Chirac est devenu maire de Paris; il a été réélu à ce poste en 1983 et en 1989.

Élu huit fois député de Corrèze entre 1967 et 1993, M. Chirac a exercé diverses fonctions : il a été tour à tour secrétaire d'État aux Affaires sociales, secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, puis ministre de l'Intérieur.

M. Chirac a aussi été premier ministre, de 1974 à 1976 et de 1986 à 1988. Après avoir démissionné, en 1976, il a fondé le Rassemblement pour la République, dont il a assumé la présidence.

Il a été élu président de la République française le 7 mai 1995.

M. Chirac est marié et père de deux filles.

Le premier ministre du Canada
M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord Canada; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976 et il est devenu vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle cette année-là, il est devenu officiellement chef de l'opposition.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, en 1993, année où le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et s'est vu confier un deuxième mandat aux élections de 1997.

M. Chrétien a épousé Mme Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957. Ils ont trois enfants.

Le président des États-Unis
M. Bill Clinton

Né le 19 août 1946 à Hope, en Arkansas, M. Bill Clinton a obtenu un baccalauréat en affaires internationales de l'Université Georgetown en 1968, et un diplôme en droit de l'Université Yale en 1973. Il a également étudié à l'Université d'Oxford de 1968 à 1970, en tant que boursier Rhodes.

M. Clinton a exercé la profession d'avocat à Little Rock, en Arkansas, de 1981 à 1982; il a en outre enseigné le droit à l'Université de l'Arkansas, à Fayetteville.

Il a été président de la National Governors' Association, de l'Education Commission of the States, de la Lower Mississippi Delta Development Commission, du Southern Growth Policies Board, de la Democratic Governors' Association et du Democratic Leadership Council.

M. Clinton a été élu procureur général de l'Arkansas en 1976, et gouverneur deux ans plus tard. Après avoir été défait en 1980, il a été réélu en 1982 et est resté gouverneur jusqu'en 1992, année où il a remporté l'élection à la présidence des États-Unis.

Le 20 janvier 1993, M. Clinton a prêté le serment d'office à titre de président des États-Unis. Les électeurs lui ont confié un second mandat en 1996.

M. Clinton et sa femme, Hillary Rodham Clinton, ont une fille.

Le premier ministre de l'Italie
M. Massimo D'Alema

M. Massimo D'Alema est né à Rome le 20 avril 1949. Il a étudié la philosophie à l'Université de Pise, a travaillé comme journaliste et rédacteur en chef, et est l'auteur de plusieurs livres.

M. D'Alema a adhéré à la Fédération des jeunes communistes italiens en 1963, et au Parti communiste italien en 1968. Secrétaire national de la Fédération de 1975 à 1980, il a été élu au comité central du Parti en 1979, à son comité exécutif en 1983 et à son secrétariat en 1986.

M. D'Alema a été élu à la Chambre des députés de l'Italie en 1987, comme représentant de la circonscription Lecce–Brindisi–Taranto. En 1988, il a entrepris de transformer le Parti communiste italien en Parti démocratique de la gauche; il a été le premier coordonnateur politique du nouveau parti après sa formation, en 1990, avant d'accepter la présidence du groupe parlementaire, en 1992, et d'être élu secrétaire général du Parti, en 1994. En 1997, M. D'Alema est devenu président de la Commission parlementaire pour les réformes constitutionnelles.

Il a été élu premier ministre de l'Italie le 21 octobre 1998.

M. D'Alema est marié et a deux enfants.

Le président de la Russie
M. Boris Eltsine

M. Boris Eltsine est né le 1er février 1931 dans le village de Butka, dans la région de Sverdlovsk, en Russie. Il a obtenu en 1955 un diplôme d'ingénieur en bâtiment de l'Institut polytechnique de l'Oural, et a travaillé dans la construction pendant près de trente ans.

En 1961, M. Eltsine est entré au Parti communiste de l'Union soviétique. En 1976, il a été élu premier secrétaire du Comité régional du Parti à Sverdlovsk. En 1981, il a accédé au poste de secrétaire du Comité central de Sverdlovsk.

En 1985 et 1986, M. Eltsine a occupé le poste de premier secrétaire du Comité du Parti pour la ville de Moscou. Pendant les deux années qui ont suivi, il a été premier vice-président du Comité d'État chargé de la construction, et a compté parmi les ministres de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

En 1989, M. Eltsine a été élu membre du Soviet suprême de l'URSS, où il a présidé le Comité de la construction. L'année suivante, il est devenu président du Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie.

Lors des élections nationales du 12 juin 1991, M. Eltsine a remporté le poste de premier président de la Russie. En 1992, il est devenu ministre de la Défense, commandant en chef suprême des Forces armées et président du Conseil des dirigeants des républiques de Russie.

Chaque année depuis 1993, M. Eltsine a été élu président de la Communauté des États indépendants. En 1996, il a été réélu président de la Russie.

M. Eltsine est marié. Il a deux filles et quatre petits-enfants.

Le premier ministre du Japon
M. Keizo Obuchi

M. Keizo Obuchi est né le 25 juin 1937 à Nakanojo, dans la préfecture de Gunma. Il a obtenu un diplôme de l'Université de Waseda en 1962, et a fréquenté ensuite l'École des études supérieures en sciences politiques de cette même université.

M. Obuchi a entamé sa carrière politique en 1963, année où il a remporté un siège à la Chambre des députés. Il a été ensuite élu douze fois d'affilée à la Chambre basse, en qualité de candidat du Parti libéral démocrate. Nommé vice-ministre parlementaire des Postes et des Télécommunications en 1970, puis de la Construction en 1972, il est devenu directeur général adjoint du Cabinet du premier ministre en 1973.

En 1979, M. Obuchi a été nommé directeur général du Cabinet du premier ministre et directeur général de l'Agence de développement d'Okinawa. En 1987, il est devenu secrétaire en chef du Conseil des ministres.

M. Obuchi a occupé par la suite des postes clés au sein de son parti, y compris ceux de secrétaire général et de vice-président. Nommé ministre des Affaires étrangères en 1997, il a été élu à la présidence du Parti en juillet 1998.

Le 30 juillet 1998, il est devenu premier ministre du Japon.

M. Obuchi est marié et a trois enfants.

Le président de la Commission européenne M. Jacques Santer

Né le 18 mai 1937 à Wasserbillig, au Luxembourg, M. Jacques Santer a fréquenté l'Institut d'études politiques de Paris, et a étudié le droit aux universités de Strasbourg et de Paris.

Avant de travailler dans la fonction publique et d'entrer en politique, M. Santer a été avocat à la Cour d'appel du Luxembourg durant quatre ans. En 1974, il est devenu président du Parti chrétien-social du Luxembourg et a été élu député. De 1975 à 1979, il a aussi été député au Parlement européen, dont il a occupé la vice-présidence pendant les deux premières années de son mandat. Il est en outre devenu conseiller municipal de la ville de Luxembourg en 1976. En 1979, il a été nommé ministre des Finances.

En 1984, M. Santer est devenu premier ministre du Luxembourg, poste qu'il a occupé pendant plus de dix ans. Au cours de cette période, il a également été chargé de différents ministères, y compris celui des Finances. Il a de plus représenté le Luxembourg au sein d'organismes monétaires et bancaires internationaux, et au Conseil européen.

Son mandat de cinq ans à la présidence de la Commission européenne a commencé en janvier 1995.

M. Santer et sa femme, Danièle Binot, ont deux enfants.

Le chancelier de l'Allemagne
M. Gerhard Schröder

M. Gerhard Schröder est né le 7 avril 1944 à Mossenberg. Diplômé en droit de l'Université Georg-August de Göttingen en 1971, il a été ádmis au barreau en 1976 et a exercé en cabinet privé, à Hanovre, de 1978 à 1990.

M. Schröder a été président des Jeunes Socialistes de Göttingen en 1969 et 1970. En 1977, il est devenu l'un des dirigeants du Parti social-démocrate pour le district de Hanovre. Il a été président fédéral des Jeunes Socialistes de 1978 à 1980.

M. Schröder a été élu au Bundestag en 1980. En 1986, il a obtenu un siège au Parlement d'État de la Basse-Saxe, où il a présidé le groupe parlementaire de son parti. M. Schröder a ensuite été ministre président de la Basse-Saxe, de 1990 à 1998.

Il a été élu chancelier de l'Allemagne le 27 octobre 1998.

M. Schröder est marié.

Annexes

Le Sommet des Huit de Birmingham
du 15 au 17 mai
Communiqué final, le 17 mai 1998

Introduction

1. Nous, les chefs d'État et de gouvernement de huit grandes démocraties industrialisées et le président de la Communauté européenne, nous sommes réunis à Birmingham pour discuter des enjeux touchant les populations de nos pays et d'ailleurs. La mondialisation croissante nous rend sans cesse plus interdépendants. Le défi qui se pose à nous consiste à entretenir et amplifier ce phénomène de la mondialisation et à en distribuer plus largement les avantages au profit de la qualité de vie de tous les habitants de la terre. Nous devons aussi veiller à ce que nos institutions et nos structures s'adaptent à l'évolution rapide de la technologie et de l'économie qui caractérise le monde d'aujourd'hui.

2. Le Sommet s'est penché sur trois grands impératifs auxquels le monde fait face en cette veille du XXIe siècle :

— réaliser partout dans le monde une croissance et un développement économiques durables, tout en préservant l'environnement et en favorisant une saine gestion des affaires publiques, pour permettre aux pays en développement de connaître une croissance plus rapide et de réduire la pauvreté, pour remettre les économies asiatiques émergentes sur la voie de la croissance, et pour poursuivre la libéralisation du commerce des biens et des services ainsi que de l'investissement dans une économie internationale stable;

— réaliser dans nos propres économies une croissance durable à laquelle tous puissent participer, créer des emplois et lutter contre l'exclusion sociale;

— combattre le trafic des drogues et la criminalité transnationale, qui menacent de saper cette croissance, portent atteinte à la primauté du droit et minent des vies humaines dans tous les pays du monde.

Nous avons cherché dans chaque cas à convenir de mesures concrètes permettant de relever ces défis.

Promouvoir une croissance durable dans l'économie mondiale

3. Dans un monde interdépendant, nous devons nous efforcer d'implanter une croissance économique durable dans tous les pays. L'intégration mondiale est un phénomène que nous avons encouragé et façonné et qui rapporte des avantages incontestables à toute la population de la terre. Nous avons accueilli avec satisfaction les décisions historiques prises le 2 mai sur l'établissement de l'Union économique et monétaire (UEM) européenne. Nous comptons sur le succès de l'UEM et sur sa contribution à la bonne tenue de l'économie mondiale. L'engagement des pays de l'Union européenne envers de saines politiques financières et la poursuite de la réforme structurelle est déterminant pour le succès à long terme de l'UEM et l'amélioration des perspectives de croissance et d'emploi.

4. Les perspectives mondiales demeurent dans l'ensemble bonnes. Depuis notre dernière rencontre, toutefois, elles ont été temporairement assombries par la **crise financière en Asie**. Nous confirmons notre appui ferme aux efforts visant à rétablir la stabilité et la croissance dans la région et au rôle clé des institutions financières internationales (IFI). Le succès des efforts de redressement en Asie aura d'importantes retombées pour nous tous. Voilà pourquoi :

— nous sommes résolument en faveur des réformes entreprises dans les pays touchés et nous nous réjouissons des progrès déjà réalisés. Nous sommes convaincus que la stabilité pourra être rétablie moyennant la mise en œuvre intégrale des programmes convenus avec le Fonds monétaire international (FMI). Les facteurs sous-jacents qui ont aidé l'Asie à connaître une croissance impressionnante dans le passé sont toujours présents. L'application des politiques retenues ainsi que les mesures que nous-mêmes et d'autres pays avons prises pour éviter les effets d'entraînement constituent la base d'une solide relance dans la région et d'une stabilité mondiale renouvelée;

— nous croyons qu'une des grandes leçons à tirer de ces événements réside dans l'importance de saines politiques économiques, de la transparence et d'une bonne gestion des affaires publiques. Ces éléments améliorent le fonctionnement des marchés financiers, la qualité des décisions économiques ainsi que la compréhension et l'appui des populations à l'égard de politiques judicieuses; ce faisant, ils rehaussent également la confiance. Il est également important de faire en sorte que le secteur privé joue un rôle opportun et approprié dans la résolution des crises;

— nous sommes conscients de l'impact sérieux de la crise dans la région sur les pauvres et les plus vulnérables. La réforme économique et financière devra être assortie dans les pays concernés de mesures et de politiques destinées à protéger ces groupes contre les pires effets de la crise. Nous notons avec satisfaction l'encouragement donné en ce sens par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et les donateurs bilatéraux ainsi que l'accent mis sur les dépenses sociales dans les programmes convenus par le FMI;

— nous sommes préoccupés par le fait que les difficultés pourraient donner naissance à des forces protectionnistes à court terme à la fois dans la région et dans nos propres pays. Une telle tournure nuirait grandement aux perspectives de redressement. Nous sommes résolus à garder nos propres marchés ouverts et exhortons les autres pays à faire de même. Nous insistons sur l'importance pour les pays touchés de continuer à ouvrir leurs marchés à l'investissement et au commerce.

5. À l'occasion de la célébration à l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)** du 50e anniversaire du GATT la semaine prochaine,

— nous réaffirmons notre volonté ferme de continuer à libéraliser le commerce et l'investissement dans le cadre multilatéral de l'OMC;

— nous invitons tous les pays à ouvrir davantage leurs marchés et à résister au protectionnisme;

— nous appuyons énergiquement l'élargissement de l'OMC dans le respect des règles et pratiques établies de cette organisation;

— nous convenons de faire la promotion du système multilatéral dans le public en encourageant l'OMC à faire preuve de plus de transparence, comme dans d'autres organisations internationales;

— nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés pour compléter les engagements multilatéraux existants, faire avancer l'ordre du jour convenu et aborder de nouveaux domaines dans le cadre de la libéralisation multilatérale à grande échelle;

— nous confirmons notre désir de voir les économies émergentes et en développement participer pleinement et efficacement au système commercial multilatéral; nous nous engageons à consacrer sans tarder les bienfaits tangibles de cette participation à la

croissance et à l'allégement de la pauvreté dans ces pays; et nous promettons d'aider les pays les moins développés

- en élargissant l'accès en franchise à leurs produits, au besoin sur une base autonome,
- en veillant à la transparence des règles d'origine,
- en soutenant les efforts pour promouvoir l'intégration régionale,
- en contribuant à rendre leurs marchés plus attrayants et plus accessibles aux investissements et aux capitaux.

6. Le dernier point met en lumière l'une des difficultés les plus épineuses auxquelles le monde fait face : permettre aux **pays en développement les plus pauvres**, particulièrement en **Afrique**, de développer leurs capacités et de mieux s'intégrer à l'économie mondiale pour ensuite profiter des ouvertures créées par la mondialisation. Nous sommes encouragés par le nouveau climat d'espoir et le progrès en Afrique. Les obstacles sont de taille, mais la confiance de ces pays dans leur capacité de les surmonter ne cesse de grandir. Nous nous engageons à former un partenariat réel et efficace de soutien aux efforts de ces pays pour se réformer, se développer et atteindre les objectifs de développement économique et social convenus mondialement et exposés dans la Stratégie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour le XXIe siècle. Nous collaborerons donc avec eux pour assurer partout au moins l'éducation primaire des enfants ainsi que pour faire baisser radicalement la mortalité juvénile et maternelle et la proportion de la population mondiale vivant dans une extrême pauvreté.

7. Dans cette perspective, nous avons l'intention de concrétiser en tous points la vision que nous avons élaborée à Lyon et à Denver. Nous nous engageons par conséquent à faire un effort international concerté aux fins suivantes :

— bien seconder ces pays dans les efforts qu'ils font pour implanter la démocratie et la saine gestion de leurs affaires publiques, une société civile plus forte et une plus grande transparence, et pour agir contre la corruption, par exemple en faisant tout en leur pouvoir pour ratifier avant la fin de 1998 la Convention de l'OCDE contre la corruption;

— reconnaître l'importance d'accorder une aide au développement substantielle et de mobiliser des ressources de développement en faveur des programmes de réforme, par souci d'assumer nos responsabilités et de partager le fardeau, notamment en négociant le renflouement rapide et adéquat de la fenêtre de financement concessionnel de la Banque mondiale (IDA 12) de même qu'en fournissant les ressources voulues pour renouveler la Facilité d'ajustement structurel renforcée du FMI et le Fonds africain de développement;

— canaliser l'aide des organismes bilatéraux de prêt et d'investissement vers des réformes judicieuses comme le développement de l'infrastructure sociale de base et les mesures destinées à améliorer le commerce et l'investissement;

— travailler avec l'OCDE à une recommandation visant à délier l'aide versée aux pays les moins avancés en vue de proposer un texte en ce sens en 1999;

— accorder d'une manière rapide et déterminée un allégement de leur dette à un plus grand nombre de pays selon les conditions de l'initiative convenue par les IFI et le Club de Paris à l'intention des pays pauvres lourdement endettés (PPLE). Nous nous réjouissons des progrès déjà accomplis avec six pays déclarés admissibles à un allégement de la dette pour les PPLE et avec deux autres susceptibles de l'être sous peu. Nous encourageons tous les pays admissibles à prendre les mesures voulues pour s'engager dans cette

démarche le plus tôt possible afin que tous en fassent partie d'ici 2000. Nous collaborerons avec les institutions internationales et les autres créanciers pour faire en sorte que les pays, dès qu'ils répondront aux critères, reçoivent l'allégement nécessaire et bénéficient au besoin de mesures provisoires pour se libérer pour de bon de leurs problèmes d'endettement. Nous espérons que la Banque mondiale participera à l'effort visant à aider la Banque africaine de développement à financer sa contribution à l'initiative destinée aux PPLE;

— inciter les pays qui ne l'ont pas déjà fait à radier la dette bilatérale liée à l'aide ou à prendre des mesures comparables à l'égard des pays les moins développés;

— améliorer l'entraide concernant les maladies infectieuses et parasitaires et le soutien à l'Organisation mondiale de la santé dans ces domaines. Nous appuyons la nouvelle initiative destinée à enrayer la malaria afin de soulager les souffrances de centaines de millions de personnes et de diminuer grandement le taux de mortalité associé à cette maladie d'ici 2010. Nous poursuivrons aussi nos efforts pour endiguer le fléau mondial du sida par la mise au point d'un vaccin, des programmes de prévention, une thérapie appropriée et le maintien de notre appui à l'ONUSIDA. La proposition d'une « initiative de solidarité thérapeutique », par la France, et d'autres propositions pour la prévention et le traitement du sida seront étudiées plus à fond par nos experts.

8. Nous constatons un besoin particulier de renforcer la capacité de l'Afrique de prévenir et d'atténuer les conflits, comme l'a mis récemment en lumière le rapport du secrétaire général de l'ONU. Nous chercherons des moyens de raffermir la capacité des institutions établies en Afrique de donner une formation en matière de prévention des conflits et de maintien de la paix. Nous tenterons aussi de répondre comme il se doit aux besoins exceptionnels des pays pauvres qui, au lendemain d'un conflit, tentent de rebâtir leurs systèmes politiques, économiques et sociaux d'une manière conforme aux valeurs démocratiques et dans le respect des droits de la personne. Outre l'assistance humanitaire immédiate,

— nous constatons la nécessité de fournir une aide technique et financière pour créer de solides institutions démocratiques et économiques, propices à une saine gestion des affaires publiques, en marge des programmes de réforme macroéconomique et structurelle soutenus par le FMI et la Banque mondiale. Nous demandons à la Banque mondiale de jouer un rôle important dans la coordination de l'aide bilatérale et multilatérale dans ces domaines;

— nous convenons également de la nécessité d'examiner des façons de recourir à des mécanismes d'allégement de la dette, dont l'initiative destinée aux PPLE au besoin, pour libérer plus vite plus de ressources à des fins de redressement essentiel, particulièrement dans le cas des pays accusant des arriérés à l'endroit des IFI.

9. Un des facteurs cruciaux du développement durable et d'une croissance globale réside dans l'efficacité du marché de l'**énergie.** C'est pourquoi nous souscrivons aux conclusions de la réunion de nos ministres de l'énergie tenue à Moscou en avril. Nous continuerons de coopérer dans le cadre du G8 sur les questions de l'énergie. Nous reconnaissons l'importance d'une stabilité politique et économique solidement implantée dans les régions de production et de transit de l'énergie. Soucieux d'assurer un approvisionnement en énergie qui soit fiable, économique, sûr et écologique pour satisfaire à la hausse projetée de la demande, nous nous engageons à encourager le développement des marchés de l'énergie. Il faut que la libéralisation et la restructuration destinées à favoriser l'efficience et un environnement concurrentiel reposent sur des cadres législatifs et réglementaires nationaux transparents et non discriminatoires. Le but est d'en arriver à un traitement équitable pour le gouvernement, le secteur privé de même que pour les entités nationales et étrangères. Ces cadres nationaux sont essentiels pour que nos secteurs de l'énergie obtiennent les nouveaux investissements dont ils ont besoin. Nous reconnaissons en

outre l'importance de coopérer à l'échelle internationale pour aménager des réseaux internationaux de transport de l'énergie économiquement viables. Nous favoriserons cette coopération sur les plans bilatéral et multilatéral et notamment dans le contexte et les principes du Traité sur la Charte de l'énergie.

10. Considérant les nouvelles pressions concurrentielles qui s'exercent sur nos secteurs de production d'électricité, nous réaffirmons l'engagement pris au Sommet de Moscou en 1996 concernant la sécurité du fonctionnement des centrales nucléaires et le respect de normes élevées de sécurité partout dans le monde. Nous attachons également la plus grande importance à l'application intégrale des accords de subvention du Compte de la sécurité nucléaire. Nous réaffirmons notre engagement à la mission déclarée du Groupe de travail sur la sécurité nucléaire. Nous avons convenu d'approfondir le rôle de la Russie dans les activités du Groupe de travail en vue de son éventuelle adhésion à titre de membre à part entière, si les circonstances le permettent. Nous prenons acte de la coopération réussie dans le projet pilote du Réacteur thermonucléaire expérimental international et jugeons souhaitable de poursuivre la coopération internationale pour la mise au point de la fission nucléaire civile.

11. La plus grande menace d'ordre écologique qui pèse contre notre prospérité réside dans les **changements climatiques.** Nous confirmons notre détermination à y faire face et souscrivons aux conclusions de la réunion de nos ministres de l'environnement tenue au château de Leeds. L'adoption à Kyoto d'un protocole assorti d'objectifs juridiquement contraignants a marqué un tournant historique dans nos efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous nous réjouissons de la signature récente du Protocole par certains d'entre nous et confirmons l'intention des autres parmi nous de le signer d'ici un an, et nous prenons la résolution d'entreprendre d'urgence les autres travaux nécessaires pour le ratifier et faire de Kyoto une réalité. À cette fin :

— nous prendrons chacun dans notre pays les mesures nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre;

— comme l'indique le Protocole de Kyoto, en guise de complément aux actions nationales, nous allons continuer de développer des mécanismes flexibles comme l'échange de droits d'émission internationaux basés sur le marché, la mise en œuvre conjointe et le mécanisme pour un développement propre, ainsi que les puits. Notre objectif est d'établir des règles et des principes qui rendront le système d'échange de droits d'émission exécutoire, sujet à contrôle, vérifiable, ouvert et transparent, et garantiront l'efficacité du régime de conformité;

— nous travaillerons ensemble et avec d'autres partenaires pour préparer la réunion de la 4e Conférence des parties à Buenos Aires cet automne. Nous chercherons aussi à établir avec tous les pays des objectifs pour limiter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous essaierons de trouver le plus tôt possible un terrain d'entente concernant le fonctionnement du mécanisme de développement propre, et notamment la meilleure façon de tirer parti de l'expérience et de l'expertise des institutions existantes, dont le Fonds mondial pour l'environnement. Nous espérons accroître la participation des pays en développement, qui sont susceptibles d'être les plus touchés par les changements climatiques et dont la part des émissions s'accroît. Nous collaborerons avec les pays en développement pour susciter des efforts volontaires et des engagements, en fonction des circonstances qui leur sont propres et de leurs besoins de développement. Nous allons aussi accroître les efforts faits avec les pays en développement pour promouvoir le progrès de la technologie et sa diffusion.

12. Les incendies de forêt qui ont dévasté récemment l'Asie du Sud-Est et l'Amazonie, menaçant non seulement notre environnement mais aussi la croissance économique et la stabilité sociale, illustrent l'importance cruciale de coopérer entre pays, d'établir des cadres et de fournir des efforts concrets meilleurs et plus efficaces pour la gestion durable et la protection des forêts.

En 2000, nous ferons un bilan de la mise en œuvre du programme d'action du G8 publié la semaine dernière. Nous appuyons énergiquement les travaux menés en ce moment sur les forêts sous les auspices des Nations unies, et nous comptons poursuivre ces efforts.

Croissance, employabilité et inclusion

13. Tous nos citoyens, hommes et femmes, méritent de pouvoir contribuer à la prospérité nationale par leur travail et d'en retirer un niveau de vie décent. À cet égard, le défi actuel consiste à récolter les bienfaits de l'essor technologique et de la mondialisation de l'économie tout en en faisant profiter tous nos citoyens par une croissance accrue, la création d'emplois et l'édification d'une société inclusive. Pour y parvenir, nous reconnaissons l'importance de moderniser les structures sociales et économiques nationales à l'intérieur d'un cadre macroéconomique sain. À ces fins, nous souscrivons sans réserve aux sept principes arrêtés par les ministres des finances, de l'économie, du travail et de l'emploi des pays du G8 lors de la conférence sur la croissance, l'employabilité et l'inclusion tenue à Londres en février. Nous accueillons aussi avec satisfaction les conclusions de la Conférence sur l'emploi tenue à Kobe en novembre 1997, où l'accent a été mis sur le vieillissement actif.

14. Nous avons discuté et accueilli favorablement le plan d'action que chacun de nous a produit pour montrer comment les sept principes de la Conférence de Londres étaient mis en œuvre. En dévoilant l'expérience de chaque pays et ses meilleures pratiques dans ce domaine, il sera possible d'améliorer nos politiques et nos interventions. Nous avons souligné l'importance de faire participer les employeurs et les syndicats si nous voulons que nos plans d'action soient couronnés de succès.

15. Les plans d'action montrent que, chacun de notre côté, nous prenons tous de nouveaux engagements pour améliorer l'employabilité et la création d'emplois dans nos pays. Nous nous sommes notamment engagés :

— à prendre des mesures pour aider les jeunes, les chômeurs chroniques et les autres groupes touchés durement par le chômage à trouver du travail;

— à prendre des mesures pour aider les entrepreneurs à lancer des entreprises;

— à effectuer des réformes structurelles, comme rendre les régimes d'imposition et de prestations plus propices à l'emploi et libéraliser les marchés des produits;

— à prendre des mesures pour favoriser l'apprentissage continu.

16. Chaque pays a confirmé sa détermination à donner suite aux mesures avancées dans son plan d'action et à explorer plus à fond le concept du vieillissement actif. Les mesures prises à cet égard devraient viser à dégager les formes de travail appropriées aux besoins des travailleurs âgés et à y adapter le travail en conséquence.

17. Ces mesures contribueront à générer une croissance équitable et solide. Nous sommes par ailleurs disposés à partager nos principes et nos expériences, au sein notamment des institutions internationales pertinentes, particulièrement l'Organisation internationale du travail (OIT), l'OCDE et les IFI, afin de favoriser la croissance, la création d'emplois et l'inclusion non seulement à l'intérieur du G8 mais partout dans le monde. Nous renouvelons notre soutien pour faire progresser dans le monde la mise en œuvre de normes du travail fondamentales reconnues à l'échelle internationale. Cela implique qu'il faut maintenir la collaboration entre les secrétariats de l'OIT et de l'OMC, conformément aux conclusions de la Conférence de Singapour et à la proposition en faveur d'une déclaration et d'un mécanisme de mise en œuvre de l'OIT sur ces normes du travail.

Lutte contre les drogues et la criminalité internationale

18. La mondialisation a entraîné dans son sillage une hausse spectaculaire de la criminalité internationale. Celle-ci revêt des formes multiples, dont la contrebande des armes et des drogues, le trafic des êtres humains, l'utilisation des nouvelles technologies pour voler, frauder et contourner la loi, ainsi que le blanchiment des profits du crime.

19. Non seulement ces crimes posent-ils une menace à nos propres citoyens et à leurs collectivités, puisque des vies sont minées par la drogue et que les sociétés vivent dans la crainte du crime organisé, mais ils constituent aussi une menace mondiale qui risque de saper le fondement démocratique et économique des sociétés du fait de l'investissement de capitaux illégaux par des cartels internationaux, de la corruption, de l'affaiblissement des institutions et de la perte de confiance dans la primauté du droit.

20. Pour combattre cette menace, la collaboration internationale est indispensable. Nous-mêmes avons cherché à améliorer cette coopération, surtout depuis le Sommet de Lyon en 1996. De grands progrès ont d'ailleurs été accomplis. Nous prenons acte à cet égard des travaux en cours à l'ONU, au sein de l'Union européenne et dans d'autres groupements régionaux. Nous saluons les mesures prises par le Groupe de Lyon du G8 pour mettre en œuvre ses 40 recommandations sur le crime organisé transnational et les propositions que les ministres de la justice et de l'intérieur du G8 ont annoncées à leur réunion tenue à Washington en décembre dernier. En travaillant ensemble, nos pays s'entraident pour arrêter des criminels et démanteler des cartels. Mais il reste encore du chemin à faire. Il ne doit y avoir de refuge sûr ni pour les criminels ni pour leur argent.

21. Nous nous sommes par conséquent entendus sur un train de mesures destinées à mieux contrer cette menace :

— Nous appuyons sans réserve les efforts déployés pour négocier d'ici deux ans à l'**ONU** une **convention** efficace contre le crime organisé transnational, ce qui donnera à nos autorités policières les outils supplémentaires dont elles ont besoin.

— Nous convenons d'appliquer sans délai les dix principes et le plan d'action en dix points arrêtés par nos ministres sur la **criminalité technologique**. Nous préconisons ardemment une étroite collaboration avec l'industrie pour qu'il y ait entente sur un cadre juridique permettant d'obtenir, de présenter et de garder des données électroniques comme éléments de preuve, tout en respectant comme il se doit la vie privée, et pour qu'il y ait des accords sur l'échange de preuves dans le cas des crimes impliquant des partenaires internationaux. Nous pourrons ainsi combattre une multitude de crimes, y compris les utilisations abusives de l'Internet et des autres technologies nouvelles.

— Nous avons accueilli avec satisfaction la décision du Groupe d'action financière international de poursuivre et d'élargir ses travaux contre le **blanchiment de l'argent** en association avec des groupements régionaux. Nous accordons une importance spéciale aux questions du blanchiment de l'argent et de la criminalité financière, et notamment aux problèmes engendrés par les centres financiers outre-mer. Nous accueillons favorablement la proposition de tenir à Moscou en 1999 une rencontre ministérielle sur la lutte à la criminalité transnationale. Nous avons convenu d'établir des unités de renseignement financier là où il n'en existe pas, dans le respect de nos constitutions nationales et de nos systèmes juridiques, afin de recueillir et d'analyser de l'information sur les blanchisseurs d'argent et d'entretenir des liens avec les organismes correspondants dans les pays partenaires. Nous nous sommes entendus sur des principes et la nécessité d'adopter des mesures législatives adéquates pour faciliter la **confiscation des avoirs** détenus par des criminels reconnus, y compris des moyens de s'entraider pour retracer, geler et confisquer ces avoirs et, dans la mesure du possible et conformément à la législation nationale, pour partager avec les autres pays les avoirs saisis.

— Nous convenons de la nécessité d'examiner des façons de combattre la **corruption** officielle découlant des importantes sommes d'argent criminel en circulation.

— Nous sommes profondément préoccupés par toutes les formes de trafic d'êtres humains, dont l'**immigration clandestine**. Nous avons décidé d'unir nos efforts contre le trafic des femmes et des enfants, notamment pour prévenir ces crimes, protéger les victimes et poursuivre en justice les trafiquants. Nous nous engageons à mettre au point une vaste stratégie multidisciplinaire, comprenant des principes et un plan d'action pour collaborer entre nous et avec des pays tiers, y compris les pays d'origine, de transit et de destination, afin de nous attaquer au problème. Nous voyons dans la future convention détaillée de l'ONU sur le crime organisé un instrument important pour y parvenir.

— Nous souscrivons à une **action policière commune** contre le crime organisé et sommes favorables à la collaboration des organismes compétents pour lutter contre les réseaux criminels. Nous convenons de poursuivre notre action, particulièrement en ce qui a trait aux grandes routes de contrebande et à des formes particulières de fraude financière.

— Nous souscrivons aux principes et au plan d'action du Groupe de Lyon pour combattre la fabrication illégale et le trafic des **armes à feu**. Nous nous félicitons qu'il y ait eu entente pour élaborer un instrument juridique international exécutoire dans le contexte de la convention de l'ONU sur le crime organisé transnational.

22. Nous exhortons le Groupe de Lyon à intensifier ses travaux et demandons à nos ministres de rendre compte à notre prochain sommet des progrès réalisés en regard du plan d'action sur la criminalité technologique, des mesures prises contre le blanchiment de fonds et des actions entreprises conjointement à l'égard du trafic des êtres humains. Nous nous réjouissons par ailleurs des mesures convenues le 5 avril par nos ministres de l'environnement pour lutter contre le **crime environnemental**.

23. Il existe un lien étroit entre les **drogues** et l'ampleur nouvelle de la criminalité internationale et nationale. Nous attendons par conséquent avec intérêt la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur les stupéfiants. Celle-ci devrait traduire la détermination de la communauté internationale à se doter d'une stratégie détaillée pour bien circonscrire tous les aspects du problème des drogues. Pour sa part, le G8 prône résolument le partenariat et la responsabilité commune à l'intérieur de la communauté internationale pour combattre les drogues illicites. Ainsi, il faudrait resserrer la coopération pour contrer le trafic illicite des drogues et des précurseurs chimiques, prendre des mesures pour réduire la demande dans nos pays, notamment par des politiques visant à diminuer la dépendance à l'égard des drogues, et favoriser une approche globale pour éliminer les cultures illicites. Nous saluons la stratégie globale retenue par le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues pour éliminer ou réduire considérablement les cultures de drogues illicites, lorsqu'il y a lieu, au moyen de programmes de développement équivalents efficaces.

Non-prolifération et contrôles à l'exportation

24. La prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs menace la sécurité de chaque nation. Nos pays ont été à l'avant-scène des efforts accomplis pour empêcher la prolifération et nous avons travaillé en étroite collaboration pour appuyer les régimes de non-prolifération dans le monde. Nous nous engageons à poursuivre et à renforcer cette coopération. À titre d'élément clé de cette coopération, nous réaffirmons notre engagement envers la mise en œuvre efficace des contrôles à l'exportation, dans le respect des engagements que nous avons pris dans le cadre des régimes de non-prolifération. Nous garderons comme objectif important le refus de soutenir les programmes relatifs aux armes de destruction massive et à leurs vecteurs. À cette fin, nous allons au besoin entreprendre et encourager le renforcement des lois, des règlements et de leurs mécanismes d'application. Nous allons par ailleurs favoriser entre nous et avec d'autres

pays la collaboration en matière de contrôle des exportations, notamment en ce qui a trait à l'échange d'information. Nous demanderons à nos experts de veiller tout particulièrement à renforcer la mise en œuvre des contrôles à l'exportation. Et nous allons sensibiliser davantage nos milieux de l'industrie et des affaires aux exigences des contrôles à l'exportation.

Bogue de l'an 2000

25. Le problème du bogue de l'an 2000 (ou du millénaire), associé au passage des ordinateurs à l'an 2000, présente un défi majeur à la communauté internationale. Ses répercussions sont ramifiées, en particulier dans les secteurs de la défense, des transports, des télécommunications, des services financiers, de l'énergie et de l'environnement, et nous avons pris acte de la dépendance vitale de certains secteurs par rapport à d'autres. Nous avons convenu de prendre de nouvelles mesures urgentes et de partager l'information qui aidera à éviter des bouleversements à court et à long terme. Nous collaborerons étroitement avec les entreprises et organisations de ces secteurs, à qui reviendra au premier titre la responsabilité de régler le problème. Nous unirons nos efforts au sein des organisations internationales, comme la Banque mondiale, pour aider les pays en développement et l'OCDE à résoudre ce problème technologique critique et à se préparer à l'an 2000.

Prochain sommet

26. Nous avons accepté l'invitation du chancelier de la République fédérale d'Allemagne de nous réunir à nouveau l'an prochain à Cologne du 18 au 20 juin.

Déclaration du président du G7
Le 15 mai 1998

1. Les chefs d'État ou de gouvernement des pays du G7 et le président de la Commission européenne se sont réunis aujourd'hui, le 15 mai, pour discuter de la situation économique et financière mondiale ainsi que des défis qu'il nous faut surmonter pour renforcer le système financier international.

L'économie mondiale

2. Nous avons discuté des développements survenus récemment dans nos propres économies ainsi que des développements économiques dans le reste du monde. Dans nos propres économies, nous agirons de concert pour parvenir à une croissance soutenue non inflationniste. Une telle croissance et la stabilité qu'elle permet sont plus importantes que jamais, non seulement pour nos économies, mais aussi pour d'autres économies du monde, particulièrement celles qui se redressent en Asie.

3. Nous avons également convenu que les défis auxquels chacune de nos économies fait face restent différents :

- Aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, la croissance est restée forte. Dans ces pays, il s'agit de maintenir la croissance tout en demeurant prêts à empêcher toute réapparition des pressions inflationnistes et en augmentant l'épargne nationale aux États-Unis.

- En Allemagne, en France et en Italie, la croissance économique a repris son essor l'an dernier et elle se raffermit encore davantage aujourd'hui; il importe qu'elle soit de plus en plus soutenue par la demande intérieure, ce qui aura un effet positif sur l'emploi. La poursuite de la réforme structurelle est elle aussi essentielle pour améliorer les perspectives de croissance et d'emploi à plus long terme.

- Nous nous réjouissons grandement de l'important train de mesures économiques annoncé le mois dernier par le gouvernement du Japon et des progrès réalisés dans sa mise en œuvre afin de raviver la confiance et de parvenir à une croissance durable induite par la demande intérieure. Le Japon a expliqué son intention de renforcer le système financier, notamment en réglant d'une manière décisive les problèmes d'avoirs non productifs, et a souligné l'importance de promouvoir des réformes structurelles.

4. Nous saluons les décisions prises le 2 mai sur la création de l'Union économique et monétaire européenne (UEM). Nous comptons que le succès de l'UEM contribuera à la stabilité du système monétaire international. L'engagement des pays de l'Union européenne en faveur de saines politiques financières et de la poursuite des réformes structurelles est la clé du succès à long terme de l'UEM et de l'amélioration des perspectives de croissance et d'emploi.

5. Nous reconnaissons que tous les pays du monde ont un intérêt dans la croissance et la stabilité de nos pays. Nous avons nous aussi un intérêt dans la croissance et la stabilité de leurs économies. Bien que nous soyons encouragés par les progrès réalisés dans l'application de politiques saines dans les marchés émergents qui ont été affectés par la crise en Asie, les événements des derniers jours montrent que la situation demeure fragile. En particulier, nous sommes heureux de constater que l'application de politiques économiques et financières saines a contribué à la stabilité mondiale. De plus, en agissant rapidement pour renforcer leurs politiques économiques, certains pays émergents et en transition ont contribué à limiter les réactions en chaîne. Des politiques

macroéconomiques saines, des marchés ouverts et la poursuite des réformes structurelles sont autant d'éléments essentiels à la stabilité à long terme dans le monde. L'expérience récente accentue aussi l'importance d'une saine gestion des affaires publiques.

Le renforcement du système financier international

6. La mondialisation a le pouvoir d'apporter des bienfaits économiques immenses à tous les pays et à toutes les populations. Mais la crise financière en Asie a révélé l'existence, dans le système financier international, de faiblesses et de vulnérabilités potentielles. En particulier, nous sommes conscients des graves conséquences humaines et sociales de telles crises lorsqu'elles se produisent. C'est pourquoi nous croyons impératif et urgent de prendre des mesures pour étayer l'architecture financière mondiale, réduire le risque que de telles crises se reproduisent et mettre en place un système qui résiste davantage aux secousses quand elles se manifestent.

7. Les sommets précédents ont eux aussi traité des façons de renforcer le système financier international, une action qu'il faut voir comme un processus continu de réforme. Pour qu'il y ait stabilité, il est essentiel que les pays appliquent des politiques économiques saines, ouvrent leurs marchés et pratiquent une bonne gestion de leurs affaires publiques. De même, nous confirmons le rôle central que les institutions financières internationales (IFI) doivent jouer à notre avis pour promouvoir ces politiques, aider à prévenir les défaillances à l'avenir et réagir aux crises. Leur intervention a été cruciale au moment de régler les problèmes survenus récemment, et nous devons trouver des moyens de renforcer leur rôle à l'avenir.

8. Nous accueillons favorablement et nous approuvons le rapport de nos ministres des finances sur les façons de renforcer l'architecture financière mondiale. Nous attachons une importance particulière à certaines des idées qui y sont retenues :

- **accroître la transparence :**
  - — en encourageant les membres du Fonds monétaire international (FMI) à fournir des données financières plus exactes et plus accessibles, par exemple en adhérant aux normes spéciales de diffusion des données du Fonds et en nommant publiquement ceux qui ne répondent pas à ces normes;
  - — en accueillant favorablement l'adoption d'un code de bonnes pratiques sur la transparence des politiques financières et en encourageant sa promotion ainsi qu'en appuyant l'examen, par le FMI, d'un code semblable de bonnes pratiques concernant les politiques financières et monétaires;
  - — en encourageant le FMI à publier davantage d'information sur ses membres et leurs politiques, y compris les préoccupations que lui inspirent l'élaboration des politiques et les vulnérabilités de certains d'entre eux, et en publiant aussi plus d'information sur son propre processus décisionnel;
- **aider les pays à travers le monde à se préparer aux mouvements mondiaux de capitaux :**
  - — en les conseillant sur la façon de gérer le mieux la libéralisation des comptes d'opérations en capital et en les aidant à renforcer comme il se doit leurs politiques nationales et leurs institutions;
  - — en demandant instamment au FMI d'examiner comment suivre efficacement les mouvements de capitaux, particulièrement les mouvements à court terme, afin de donner de l'information et de favoriser la stabilité du marché;

- **renforcer les systèmes financiers nationaux :**

  — en encourageant tous les pays à adopter et à mettre en œuvre les Principes de base de Bâle sur l'efficacité des contrôles bancaires;

  — en établissant des lignes directrices et des codes internationaux en matière de gestion d'entreprise et de principes de comptabilité;

  — en établissant un système de surveillance multilatérale des régimes de supervision et de réglementation nationaux. Nos ministres des finances examineront des moyens de parvenir à une plus grande coopération dans ce domaine et demanderont aux institutions internationales intéressées d'en proposer, y compris des options de réforme institutionnelle;

- **faire en sorte que le secteur privé assume l'entière responsabilité de ses propres décisions de manière à réduire le risque moral :**

  — en établissant un cadre pour veiller à ce que le secteur privé joue un rôle approprié et d'actualité dans la résolution des crises financières;

  — en demandant au FMI d'indiquer qu'en cas de crise il sera disposé à envisager de prêter à des pays redevables d'arriérés, y compris dans des situations d'interruption de paiement de la dette, si ceux-ci adoptent des politiques d'ajustement appropriées;

  — en encourageant dans les émissions d'obligations l'insertion de clauses qui permettent de renégocier les modalités en cas de défaut.

9. Nous demandons à nos ministres des finances d'approfondir ces idées, de concert avec les économies émergentes et d'autres pays, ainsi qu'avec les IFI et le secteur privé. Nous leur demandons en outre d'examiner plus à fond comment développer les tribunes internationales de discussion existantes, en particulier le Comité intérimaire du FMI, afin de donner au dialogue plus de profondeur et d'efficacité. Nous espérons que des propositions fermes sur toutes ces questions seront mises de l'avant de sorte que des décisions puissent être prises à leur sujet plus tard cette année. Nous demandons aussi à nos ministres des finances qu'ils nous fassent alors un compte rendu sans tarder.

Ukraine

10. Nous avons réitéré notre détermination à coopérer avec l'Ukraine à la mise en œuvre de vigoureuses réformes financières et économiques. Nous attendons avec intérêt que le gouvernement et le parlement ukrainiens prennent les mesures nécessaires pour convenir avec le FMI d'un mécanisme élargi de crédit.

11. Nous avons réaffirmé notre volonté d'appliquer intégralement le protocole d'entente entre le G7 et l'Ukraine. En outre, nous avons fait un effort important en finançant le Plan d'investissement pour le sarcophage. Nous notons que le versement de subventions par les membres du G7 et d'autres donateurs internationaux, envisagé dans le protocole, était subordonné à la fermeture de Tchernobyl dans les délais prévus, soit au plus tard en 2000. La sûreté de l'unité 3 de Tchernobyl est déjà préoccupante.

12. Nous félicitons le gouvernement ukrainien de sa décision d'adopter un plan de redressement financier pour le secteur de l'énergie. Nous comptons sur lui pour mettre en œuvre les réformes fondamentales qui sont nécessaires pour rendre financièrement viables les investissements effectués dans le secteur énergétique et ailleurs. Le plan de redressement financier étant en place, nous comptons sur la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour achever rapidement son étude du projet Khmelnitsky 2-Rovno 4 (K2\R4) et contribuer à un programme de prêt efficace, tout en respectant les obligations de diligence raisonnable de la Banque. Bien entendu, ces crédits, comme les autres mesures de financement, seront subordonnés à l'exécution par le gouvernement ukrainien de ses engagements au titre du protocole d'entente.

Le Sommet
Canada–Union européenne

Les relations entre le Canada et l'Union européenne

- L'Union européenne (UE) est composée de 15 pays membres : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

- L'UE est le deuxième partenaire commercial du Canada et un acteur important dans les dossiers politiques et socioéconomiques internationaux.

- Le Canada et l'UE organisent régulièrement des rencontres entre leurs premiers ministres et leurs ministres. Deux fois par année, ils tiennent un sommet coïncidant avec le changement à la présidence de l'UE, assumée en alternance par les États membres. En décembre 1998, à Ottawa, le premier ministre du Canada a rencontré le président de la Commission européenne, ainsi que le chancelier de l'Autriche, qui était président du Conseil européen durant le second semestre de 1998. Le ministre des Affaires étrangères du Canada, le vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne – qui assume la présidence du Conseil européen jusqu'en juin 1999 – et le vice-président de la Commission européenne ont eu des entretiens à Ottawa en mars 1999.

- Des ententes bilatérales favorisent la coopération politique et économique entre le Canada et l'UE. L'Accord-cadre de coopération commerciale et économique de 1976 facilite les échanges et les investissements, tout en favorisant la coopération dans les secteurs industriel et technique, ainsi qu'en recherche-développement. La Déclaration transatlantique de 1990 sur les relations entre l'UE et le Canada prévoit la tenue régulière de consultations politiques de haut niveau. L'Accord de coopération scientifique et technologique de 1995 (modifié en 1998) permet aux entreprises admissibles, qu'elles soient du Canada ou de l'UE, de participer à des consortiums de recherche-développement financés par l'État. En 1996, le Plan d'action commun UE–Canada énonçait des objectifs précis pour les relations entre les deux parties, y compris la rédaction d'une étude conjointe sur les façons de lever les obstacles au commerce.

- En 1998, l'UE et le Canada ont conclu trois accords importants : l'Accord sur les normes vétérinaires prévoit la reconnaissance réciproque des mesures sanitaires équivalentes tout en maintenant des normes élevées de protection de la santé; l'Accord sur la recherche-développement dans le domaine nucléaire permet aux chercheurs canadiens d'avoir accès à des projets de recherche nucléaire de l'UE; un accord sur la coopération en

matière de réglementation a pour but de réduire les coûts d'approbation des règlements régissant la vente des produits canadiens en Europe, et inversement.

- Des spécialistes du Canada et de l'UE se rencontrent régulièrement pour discuter de questions d'intérêt commun touchant les politiques régionales. Celles-ci sont soulevées dans le cadre de forums multilatéraux importants, comme le G8, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, le Conseil de l'Europe et les Nations unies.

- En décembre 1998, le Canada et l'UE ont émis une déclaration conjointe sur les armes de petit calibre et les mines antipersonnel, qui doit conduire à l'élaboration d'une stratégie concertée pour instaurer et maintenir la paix et la sécurité dans les zones touchées par un conflit.

Relations économiques

- Après les États-Unis, l'UE est la principale destination des exportations canadiennes. De 1985 à 1997, celles-ci représentaient en moyenne 30 p. 100 des exportations qui n'étaient pas destinées aux États-Unis. En 1998, les exportations canadiennes vers l'UE se sont chiffrées à 15,1 milliards de dollars, et les importations, à 28,4 milliards. À long terme (de 1985 à 1997), les exportations ont affiché un taux de croissance annuel composé de 6,8 p. 100, ce qui place l'UE au deuxième rang parmi les partenaires commerciaux importants du Canada, après les États-Unis. Les produits à valeur ajoutée, comme le matériel de transport et les machines, constituent une part grandissante de ces exportations.

- En 1997, les revenus canadiens provenant des exportations de services vers l'UE dans les secteurs des voyages, des transports, du commerce et des services gouvernementaux ont atteint 6,7 milliards de dollars. Depuis 1988, ces exportations enregistrent une croissance annuelle de 8,1 p. 100, et sont demeurées moindres que les paiements à l'UE de 1,8 milliard de dollars en moyenne pour la même période, surtout dans le secteur des transports.

- L'UE est la source d'environ 65 p. 100 de l'ensemble des investissements étrangers directs au Canada ne provenant pas des États-Unis. L'Europe est également un important fournisseur de capitaux d'investissement pour les entreprises canadiennes.

- L'investissement direct du Canada dans les pays membres de l'UE représente 21 p. 100 du total de son investissement direct à l'étranger. Depuis 1985, il augmente de 15 p. 100 annuellement et dépasse maintenant le montant des investissements directs de l'UE au Canada.

- Des représentants du Canada et de l'UE ont discuté de l'initiative commerciale Canada–UE, dont la mise en œuvre avait été annoncée lors du Sommet de décembre 1998. Ils ont concentré leur attention sur les préparatifs de la prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce en novembre 1999, la mise en œuvre de l'Accord de reconnaissance mutuelle de 1998, la mise en commun de l'information sur la biotechnologie, les questions touchant la coopération culturelle, et l'instauration d'un dialogue commercial Canada–UE.

Visites officielles en Europe

Les relations entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

- Au cours de l'histoire, le Canada et le Royaume-Uni (R.-U.) ont toujours entretenu des relations très étroites sur les plans politique et économique et dans le domaine de la sécurité.

- Le R.-U. est un partenaire précieux pour dialoguer avec le Canada sur des questions de politique étrangère telles que la réforme et l'élargissement de l'OTAN, la Russie, la crise au Kosovo et la réforme de l'ONU. Les deux pays ont collaboré étroitement au Processus d'Ottawa afin de conclure un traité qui aboutisse à l'interdiction des mines antipersonnel. Dans le cadre du Commonwealth, le Canada coopère avec le R.-U. sur divers sujets tels que la promotion de la démocratie, notamment au Nigéria.

- À Londres en mai 1998, les premiers ministres canadien et britannique ont examiné les progrès réalisés au terme de leur déclaration conjointe de 1997, qui fixe la ligne de conduite pour les relations entre les deux pays jusqu'au début du siècle prochain. Les résultats comprennent notamment une intensification des échanges en matière de sciences et de technologie; la liaison des écoles et des étudiants grâce à Internet; et la transmission des compétences et de l'expérience dans des domaines de l'administration publique comme les douanes et le maintien de l'ordre. La coopération du secteur privé dans le secteur de l'aérospatiale a aussi été encouragée directement par la déclaration conjointe. Les relations parlementaires, un autre aspect de cette initiative, ont été renforcées grâce à un certain nombre de visites de comités au cours de l'année.

- Le Canada et l'Irlande du Nord entretiennent des relations de plus en plus nombreuses et dynamiques grâce au haut-commissariat du Canada à Londres et à la présence d'un consul honoraire à Belfast. Parmi ces activités, on compte de nombreux échanges culturels et un programme d'études canadiennes à l'Université Queen's de Belfast.

Commerce et investissement

- Le R.-U. est le pays d'Europe avec lequel le Canada entretient les relations commerciales les plus importantes. Après les États-Unis, c'est vers ce pays que les exportations canadiennes augmentent le plus rapidement. Il s'agit surtout de matières premières, de produits manufacturés et de services et, de plus en plus, de produits et de services à valeur ajoutée. Plus de 25 p. 100 des exportations canadiennes vers les pays de l'Union européenne sont destinées au R.-U.

- Le commerce bilatéral des marchandises a augmenté de 3 p. 100 en 1998, pour atteindre 10,6 milliards de dollars. Les exportations canadiennes vers le R.-U. se sont accrues de 13 p. 100, pour un total de 4,4 milliards en 1998. Les importations en provenance du R.-U. ont enregistré une légère baisse, passant de 6,4 milliards de dollars en 1997 à 6,2 milliards en 1998.

- Le Canada est le sixième marché d'exportation en importance pour l'Irlande du Nord. Les exportations vers le Canada ont atteint 371 millions de dollars en 1998, ce qui représente une légère baisse par rapport aux 404 millions enregistrés en 1997. En 1998, les exportations de l'Irlande du Nord vers le Canada étaient constituées à 96 p. 100 de produits et de services d'ingénierie. Le Canada a aussi importé des textiles, des vêtements, du cuir, des aliments et des boissons.

- Le R.-U. est la deuxième source d'investissements étrangers au Canada. Avec un encours de 17,7 milliards de dollars à cet égard en 1998, ce pays compte pour 8,2 p. 100 du total des investissements étrangers directs au Canada. Le R.-U. est la deuxième destination des investissements directs du Canada à l'étranger. À la fin de 1998, les sociétés canadiennes avaient investi pour 22,7 milliards de dollars dans ce pays, faisant ainsi du Canada la huitième source d'investissements. Plus de 300 entreprises canadiennes sont établies au R.-U.

- Il y a environ 650 entreprises du R.-U. établies au Canada, comptant plus de 1200 filiales. Elles emploient quelque 70 000 personnes dans plus de 20 secteurs industriels et leur chiffre d'affaires annuel total dépasse 14,8 milliards de dollars.

Contribution du Canada au processus de paix en Irlande du Nord

- Le processus de paix engagé en Irlande du Nord résulte de la volonté commune des gouvernements de l'Irlande et du Royaume-Uni, exprimée en 1991, d'instaurer la paix grâce à une solution politique exhaustive. Parmi les grandes étapes de ce processus, mentionnons la déclaration commune des deux gouvernements sur l'Irlande du Nord, en 1993, qui énonce les principes directeurs du processus de paix, et leur communiqué, en 1995, annonçant l'amorce d'un processus à deux volets qui comprend des négociations et des activités de remise des armes.

- En 1995, en raison de la complexité de la question de remise des armes, un groupe international a été créé pour effectuer une évaluation indépendante. Ce groupe se composait d'un président, l'ancien sénateur américain George Mitchell, et de deux membres, le général canadien John de Chastelain et l'ancien premier ministre de la Finlande, M. Harri Holkeri. En janvier 1996, le groupe a déposé un rapport sur le processus de remise des armes et énoncé les principes de Mitchell, à savoir la non-violence et

l'adhésion rigoureuse aux mécanismes démocratiques destinés à servir d'assise à toute négociation ultérieure.

- Après avoir gagné la confiance des gouvernements irlandais et britannique et, surtout, celle des différents partis politiques de l'Irlande du Nord, les membres du groupe international ont été chargés dé présider des négociations de paix d'une plus grande portée. Les pourparlers multipartites ont débuté à la fin de 1996 et se sont soldés par la conclusion, le 10 avril 1998, de l'Accord du Vendredi saint. L'Accord, qui vise à réinstaurer un gouvernement démocratique en Irlande du Nord, prévoit notamment les mesures suivantes : protection des droits civils et politiques de tous les partis, établissement d'organes exécutifs Nord-Sud pour traiter des questions communes, réforme du Royal Ulster Constabulary, relâchement des détenus paramilitaires et destruction des armes paramilitaires. L'Accord a été ratifié à la suite de référendums organisés en Irlande et en Irlande du Nord.

- Après sa nomination au groupe international et au Bureau des présidents indépendants (pour les négociations multipartites), le général John de Chastelain a été nommé chef de la Commission internationale indépendante sur la remise des armes. Cette dernière doit surveiller, examiner et vérifier les progrès en matière de remise des armes illégales dans les deux camps.

- Le juge en chef de la cour supérieure du Nouveau-Brunswick, William Hoyt, est l'un des deux juges du Commonwealth qui collaborent avec un homologue britannique à la réouverture de l'enquête sur les circonstances qui ont poussé les soldats britanniques à faire feu sur 14 catholiques, en 1972. Cette nouvelle enquête sur le « Bloody Sunday » revêt une grande importance symbolique pour les deux camps.

- C'est à titre privé que le professeur Clifford Shearing, directeur du Centre de criminologie à l'Université de Toronto, offre son expertise à la commission chargée d'évaluer les services policiers en Irlande du Nord.

- Des élections pour pourvoir les sièges de la nouvelle assemblée de l'Irlande du Nord ont eu lieu depuis. Une fois fonctionnelle, l'Assemblée exercera les compétences locales qui reviennent à l'Irlande du Nord, ce qui est à plusieurs égards semblable au mécanisme en place au Pays de Galles et en Écosse.

- Le processus de paix est actuellement dans une impasse. Le problème principal est que l'Armée républicaine irlandaise n'a pas encore entamé son désarmement. Les gouvernements du Royaume-Uni et d'Irlande, de même que les partis politiques, sont encore à la recherche d'une solution.

Le Fonds international pour l'Irlande

- Le Fonds international pour l'Irlande (FII), établi à Belfast, a été créé en 1986 par les gouvernements britannique et irlandais en vertu de l'accord anglo-irlandais conclu en 1985. Il vise à promouvoir les progrès économiques et sociaux et à favoriser les échanges, le dialogue et la réconciliation entre les nationalistes et les unionistes partout en Irlande.

- Le FII reçoit une aide financière des États-Unis, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de l'Union européenne.

- Le FII a attribué plus de 500 millions de dollars américains à des projets. À chaque dollar investi par le FII correspond un financement de 2 $ par les secteurs privé, communautaire et public, donnant au total plus de 1,53 milliard de dollars américains.

Aide financière du Canada

- En 1987, le Canada s'est engagé à verser 5 millions de dollars provenant du gouvernement, et 5 milliards en fonds de contrepartie provenant du secteur privé, sur une période de dix ans. En 1989 et en 1992, le Canada a versé des sommes totalisant 3,5 millions de dollars, puis a versé 600 000 $ en 1996. Un paiement supplémentaire de 50 000 $ a été annoncé lors de la visite au Canada de la présidente de l'Irlande, en octobre 1998.

Objectifs et programmes

- Le FII a pour but de promouvoir le développement économique et social en Irlande et en Irlande du Nord, en mettant l'accent sur les initiatives locales, les petites et moyennes entreprises et la formation.

- Les programmes de développement touristique répondent aux besoins des collectivités les plus défavorisées.

- La majeure partie du financement du Canada est utilisée pour appuyer le programme *Wider Horizons*, axé sur les besoins des jeunes défavorisés. Ce programme permet aux jeunes de participer à une formation à court terme et à des expériences de stages en milieu de travail. Des centaines de jeunes ont profité de ce programme, dont bon nombre ont été placés au Canada. Les résultats ont été positifs, ayant facilité l'accès à un emploi durable pour de nombreux participants.

- Le FII, qui met l'accent sur les projets transfrontaliers, l'établissement de liens entre communautés et le dialogue par l'entremise d'une collaboration pratique, a aidé à instaurer le climat positif qui a mené à l'Accord du Vendredi saint et à sa ratification par référendum.

- Le FII demeure un élément important dans le maintien et l'amélioration des relations entre collectivités. On s'attend à ce qu'il continue de jouer ce rôle jusqu'à ce que les institutions transfrontalières de l'Accord du Vendredi saint soient mises sur pied.

La secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord
Mme Marjorie Mowlam

Mme Marjorie Mowlam est née en 1949. Elle a fait ses études à l'Université de Durham et à l'Université de l'Iowa aux États-Unis, où elle a obtenu un doctorat en éducation. Après l'obtention de son diplôme, elle a travaillé comme adjointe à la recherche pour un député du Parlement du Royaume-Uni, puis comme chargée de cours et administratrice au Northern College de Barnsley.

Mme Mowlam a adhéré au Parti travailliste en 1969. Depuis 1987, elle représente au Parlement la circonscription de Redcar, dans le North Yorkshire. Elle a été élue au « cabinet fantôme » en 1992 et a été promue en 1994 au poste de « secrétaire fantôme » pour l'Irlande du Nord.

En 1995, Mme Mowlam a été élue au Comité exécutif national du Parti travailliste au pouvoir et est présidente de son comité pour les jeunes, Elle est aussi membre du Syndicat des transports et de la manutention. Elle est présidente d'honneur de la Big Issue Foundation, qui aide les sans-abri, et de la Women's Engineering Society. Elle est également vice-présidente de la British Resorts Association.

Mme Mowlam a été nommée secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord en 1997.

Le premier ministre de l'Assemblée de l'Irlande du Nord
M. David Trimble

M. David Trimble est né le 15 octobre 1944 à Bangor, une ville côtière de villégiature située à l'est de Belfast.

De 1968 à 1990, M. Trimble a été chargé de cours de droit à l'Université Queen's de Belfast. Il a aussi été membre du Parti unioniste d'Ulster. En 1985, il est devenu le président de l'Ulster Society et de la Lurgan Valley Unionist Association.

En 1990, M. Trimble a été élu au Parlement du Royaume-Uni pour représenter la circonscription d'Upper Bann. En 1995, il est devenu chef du Parti unioniste de l'Ulster. Après l'accord de paix conclu en 1998, il a été élu premier ministre de l'Assemblée de l'Irlande du Nord.

En octobre 1998, M. Trimble a reçu le prix Nobel de la paix, de concert avec M. John Hume, pour les efforts qu'ils ont déployés afin d'instaurer la paix en Irlande du Nord.

M. Trimble et sa femme, Daphne, élèvent quatre enfants à Lurgan, au sud-ouest de Belfast.

Le vice-premier ministre de l'Assemblée de l'Irlande du Nord
M. Seamus Mallon

M. Seamus Mallon est né en août 1936 et a fréquenté l'école Abbey Grammar du St. Joseph College of Education. Il était directeur d'école avant son élection à l'Assemblée de l'Irlande du Nord, en 1973.

En 1979, M. Mallon est devenu leader suppléant du Parti social-démocrate et travailliste. Il occupe les fonctions de vice-premier ministre depuis 1998.

M. Mallon est marié et a un enfant.

Les relations entre le Canada et l'Irlande

- Les relations entre l'Irlande et le Canada reposent en grande partie sur des liens familiaux et culturels, et sont de plus en plus axés sur l'investissement et le commerce. Près de quatre millions de Canadiens, soit environ 14 p. 100 de la population, disent être de descendance irlandaise. Le groupe d'immigrants irlandais de loin le plus important est arrivé au Canada entre 1831 et 1855, et surtout en 1847, la pauvreté et la famine ayant forcé des centaines de milliers d'Irlandais à quitter leur pays.

- Les relations politiques étroites et amicales entre le Canada et l'Irlande se fondent sur des affinités culturelles ainsi que des valeurs et des principes sociaux communs, notamment la démocratie. Elles sont renforcées par des contacts fréquents entre représentants de haut niveau. Par exemple, au nombre des dirigeants canadiens qui se sont récemment rendus en Irlande figurent le ministre des Affaires étrangères, le ministre du Commerce international, le président de la Chambre des communes ainsi que les premiers ministres de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick.

- En octobre 1998, la présidente de l'Irlande, Mme Mary McAleese, a effectué une visite d'État au Canada. L'actuel premier ministre, M. Bertie Ahern, a effectué une visite privée au Canada en mars de cette même année. Son prédécesseur, M. John Bruton, est venu quatre fois au Canada entre 1995 et 1997, soit trois fois en qualité de dirigeant de l'Irlande et une fois, en décembre 1996, lorsque l'Union européenne était sous présidence irlandaise, pour signer le Plan d'action Canada–Union européenne.

- Les parlementaires du Canada et de l'Irlande entretiennent des relations soutenues, et des liens existent également au palier provincial. Ces relations ont pris un nouvel essor au début de 1998, à la suite de la création du Groupe interparlementaire Canada–Irlande, qui est devenu l'association parlementaire non officielle la plus importante au Canada.

- La présence du Canada et de l'Irlande aux Nations unies leur permet de collaborer dans un certain nombre de domaines d'intérêt international. Notons entre autres la réforme de l'ONU, le maintien de la paix, ainsi que des questions humanitaires et des dossiers relatifs aux droits de la personne comme les mines antipersonnel, les enfants soldats et la qualité de la gestion des affaires publiques. Le Canada et l'Irlande se pencheront ensemble sur ces questions dans le cadre de l'initiative multinationale récente du Canada et de la Norvège concernant la sécurité des personnes, à laquelle ils participent tous deux très activement.

- Le déminage est une autre question d'envergure internationale sur laquelle le Canada et l'Irlande ont des vues et des objectifs communs. L'Irlande a contribué largement, avec le Canada, à convaincre de nombreux pays d'appuyer le traité sur les mines antipersonnel, comme l'a montré la réunion d'appui de Dublin sur les mines antipersonnel, tenue en septembre 1997, à laquelle le Canada a participé.

Commerce et investissement

- Les relations commerciales entre le Canada et l'Irlande sont excellentes, même si les Irlandais sont relativement peu nombreux (moins de quatre millions). En fait, l'Irlande pourrait représenter le marché où le Canada connaît le plus de succès en Europe en proportion du nombre de ses habitants.

- Les échanges bilatéraux ont dépassé 1,5 milliard de dollars en 1998. Cette même année, les exportations canadiennes vers l'Irlande sont passées à 442 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation de 28 p. 100 par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, le Canada a importé pour 1,09 milliard de dollars de produits irlandais en 1998, soit une augmentation de 38 p. 100 par rapport à 1997.

- Les machines et les produits électroniques comptent pour environ 70 p. 100 des exportations canadiennes vers l'Irlande. Les principales exportations comprennent en outre des instruments optiques et médicaux, du bois et de la pâte de bois, des produits pharmaceutiques, de l'aluminium et des aliments pour animaux. Quant aux importations canadiennes en provenance d'Irlande, elles sont surtout composées de produits chimiques, pharmaceutiques et médicaux, de composants électroniques, de machines, de boissons et d'aliments.

- La hausse récente des exportations canadiennes est attribuable à l'amélioration importante de l'économie irlandaise et à l'injection de fonds de l'Union européenne (UE) dans de grands projets d'infrastructures. Des 15,6 milliards de dollars engagés par l'UE pour les années 1994 à 1999, près de 4 milliards sont consacrés à des travaux dans les domaines des transports, de l'environnement et des communications. Jusqu'à maintenant, l'injection de ces fonds s'est traduite par une augmentation des exportations vers l'Irlande de produits et de services canadiens, notamment : systèmes de traitement du courrier, locomotives, simulateurs pour la formation des travailleurs de centrales électriques, programmes de formation et amélioration de la qualité des services téléphoniques. L'achat de matériel et d'équipement canadiens par des usines appartenant à des Canadiens a aussi contribué à la hausse des exportations.

- Les investissements canadiens en Irlande totalisent actuellement 8,2 milliards de dollars. L'Irlande est en fait la quatrième destination des investissements du Canada à l'étranger. La majeure partie des investissements canadiens se concentre dans l'alumine (le produit qui, jusqu'à récemment, attirait l'investissement étranger le plus important en Irlande), les logiciels, les produits électroniques et les services financiers. Il y a environ 45 entreprises canadiennes en Irlande, en plus des 41 qui se trouvent dans l'International Financial Services Centre de Dublin. Les investissements irlandais au Canada demeurent modestes, s'élevant à 387 millions de dollars.

- Au chapitre de la coopération économique régionale, Terre-Neuve et l'Irlande ont conclu en 1996 un accord en vertu duquel les gens d'affaires peuvent créer des partenariats commerciaux. Les secteurs prioritaires comprennent les industries environnementales, les technologies de l'information et le tourisme.

IRLANDE

Capitale : Dublin

Données géographiques

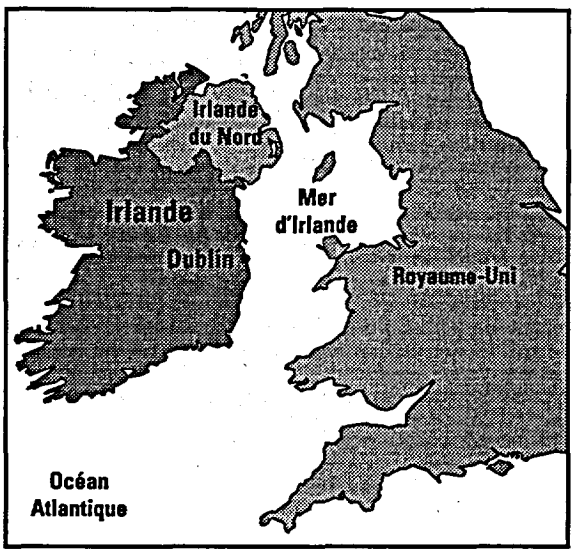
Superficie
68 890 km^2

Population
3,66 millions (1998)

Taux de croissance de la population
0,5 % (1996)

Principales langues
Anglais, gaélique irlandais

Principal groupe religieux
Catholiques



Données politiques

Régime
République

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral
(Chambre des députés et Sénat)

Dirigeants
La présidente Mary McAleese
Le premier ministre Bertie Ahern

Vice-chef du gouvernement et ministre de l'Entreprise, de l'Emploi et du Commerce
Mme Mary Harney

Ministre des Affaires étrangères
M. David Andrews

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
L'Irlande se classe 17e sur 174 pays.

Données économiques

PIB
99,2 milliards de dollars (1997)

Taux de croissance du PIB
10,5 % (IPC) (1997)

PIB par habitant
27 110 $ (1997)

Taux d'inflation
1,5 % (IPC) (1997)

Taux de chômage
10,3 % (1997)

Principales exportations
Machines, produits chimiques, produits électroniques, logiciels, produits pharmaceutiques, aliments et boissons

Principales importations
Combustibles minéraux, denrées alimentaires, matières premières, machines

Principales exportations au Canada
1,09 milliard de dollars (1998), en produits chimiques, produits pharmaceutiques et médicaux, composants électroniques, machines, aliments et boissons

Principales importations du Canada
442 millions de dollars (1998), en machines, produits électroniques, instruments optiques et médicaux, bois et pâte de bois, produits pharmaceutiques, aluminium, fourrage

Représentant du Canada

M. Ron Irwin, ambassadeur
Ambassade du Canada
65 St. Stephen's Green
Dublin 2, Irlande

Téléphone : (011-353-1) 478-1988
Télécopieur : (011-353-1) 478-1285

Mai 1999

La présidente de l'Irlande
Mme Mary McAleese

Mme Mary McAleese (née Leneghan) est née à Belfast, en Irlande du Nord, en 1951. Après avoir obtenu son diplôme de l'Université Queen's de Belfast, en 1973, elle est entrée au barreau de l'Irlande du Nord et a pratiqué surtout le droit criminel et le droit de la famille.

En 1975, Mme McAleese s'est vu attribuer la chaire Reid de droit criminel du Trinity College, à Dublin. En 1979, elle s'est jointe au réseau de télévision national à titre de journaliste et de reporter. En 1981, elle est revenue à la chaire Reid du Trinity College.

En 1987, Mme McAleese est retournée à Belfast pour assumer la direction de l'Institute of Professional Legal Studies, à l'Université Queen's. En 1994, elle a été nommée pro-vice-recteur de cet établissement. Elle est restée à ce poste jusqu'au 11 novembre 1997, date à laquelle elle est devenue présidente de l'Irlande.

Mme McAleese et son mari, Martin, ont trois enfants.

Le premier ministre de l'Irlande
M. Bertie Ahern

M. Bertie Ahern est né à Dublin le 12 septembre 1951. Il a fait ses études au Rathmines College of Commerce et au University College de Dublin. Des études postsecondaires en administration des affaires, en informatique et en fiscalité ont mené M. Ahern à entamer une carrière de comptable.

La carrière politique de M. Ahern a débuté en 1977, quand il a été élu à la Chambre basse. En 1981, il a été nommé porte-parole de son parti pour les jeunes et, en 1982, whip en chef de l'opposition et leader à la Chambre pour son parti, le Fianna Fáil. En 1983, il est devenu vice-président du Fianna Fáil, poste qu'il a conservé jusqu'à ce qu'il soit été élu à l'unanimité chef de parti, en 1994.

M. Ahern a occupé un certain nombre de postes au gouvernement, notamment ceux de ministre d'État au Département du premier ministre et à la Défense, de whip en chef du gouvernement, de ministre du Travail et de ministre des Finances.

Le 26 juin 1997, M. Ahern a été élu premier ministre de l'Irlande.

M. Ahern a deux enfants.

Les relations entre le Canada et l'Autriche

- Le Canada et l'Autriche entretiennent d'excellents rapports et d'étroites relations de travail. La base est donc solide en vue d'un élargissement des domaines de coopération.

- Le Canada et l'Autriche restent en contact grâce à des visites et des rencontres régulières. En 1998, le Canada a accueilli le chancelier, le vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le ministre de la Justice, le ministre des Sciences et des Transports, ainsi qu'une délégation de parlementaires autrichiens. Au cours des 18 derniers mois, Vienne a par ailleurs reçu plusieurs dignitaires canadiens, soit le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Affaires intergouvernementales, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et le président du Sénat.

- L'Autriche est membre de l'Union européenne (UE) depuis 1995. En raison de cette appartenance et des liens historiques qui l'unissent à ses voisins de l'Est, ce pays est un interlocuteur précieux pour un large éventail de questions relatives à la politique, à l'économie, au commerce, à l'environnement et à la sécurité. L'Autriche a assumé la présidence du Conseil européen pendant le second semestre de 1998.

- Le Canada et l'Autriche ont de nombreuses similitudes ainsi que des intérêts communs à l'égard des dossiers mondiaux. Les deux pays collaborent à des activités internationales comme le renforcement de l'ONU, l'édification de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'amélioration du travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

- Une étude récente montre que, parmi tous les membres de l'ONU, c'est l'Autriche qui vote le plus souvent dans le même sens que le Canada. L'Autriche s'est révélée un précieux partenaire dans l'entreprise d'élimination des mines antipersonnel, et elle a soutenu la candidature du Canada au Conseil de sécurité de l'ONU.

Commerce et investissement

- Le Canada et l'Autriche entretiennent de solides relations économiques. Aucun problème important en matière de commerce, de technologie ou d'investissement ne vient entraver l'expansion des échanges. Ces dix dernières années, on a assisté à une augmentation du commerce des produits finis et semi-finis, les machines et les pièces automobiles

représentant environ 65 p. 100 des exportations, dans un sens comme dans l'autre. Les aéronefs constituent plus de 30 p. 100 des exportations canadiennes vers l'Autriche.

- Les échanges de l'Autriche avec l'Amérique du Nord représentent seulement 4,4 p. 100 de l'ensemble du commerce. Cependant, grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain, le Canada est devenu attrayant comme marché d'investissements et tremplin vers l'Extrême-Orient. De même, l'adhésion de l'Autriche à l'UE a renforcé sa position stratégique en Europe. Sa main-d'œuvre qualifiée, ses coûts de production raisonnables et son expérience des nouveaux marchés de l'Europe centrale et de l'Est en font un pôle d'attraction pour les entreprises canadiennes à la recherche de partenariats stratégiques et d'investissements.

- L'investissement canadien en Autriche s'élève à environ 620 millions de dollars, tandis que celui de l'Autriche au Canada est de 227 millions.

- En 1976, le Canada et l'Autriche ont signé une entente éliminant la double imposition pour les particuliers et les entreprises qui font des affaires ou gagnent des revenus dans l'autre pays. Cette convention renforce la volonté du Canada d'intensifier le commerce et les mouvements de capitaux avec l'Autriche.

Relations culturelles

- De nombreux exemples illustrent la vitalité des échanges culturels entre les deux pays dans le domaine des arts visuels, du cinéma, des arts de la scène et de la littérature. Ainsi, Marie Chouinard, LaLaLa Human Steps, O Vertigo Danse, The Holy Body Tattoo, José Navas et d'autres ont été récemment invités à se produire, ou se sont produits, dans des festivals de danse autrichiens. De plus, Robert Lepage a présenté *Les sept branches de la rivière Ota* au Festival de Vienne de 1996, et *La géométrie des miracles* au Festival de Salzbourg de 1998. Des œuvres de grands auteurs canadiens, tels Margaret Atwood, Michael Ondaatje et Mordecai Richler, ont été traduites en allemand. Enfin, le Musée des beaux-arts du Canada tiendra en 2001 une importante exposition de dessins et de peintures de l'artiste autrichien Gustav Klimt.

Relations universitaires

- La création de liens dans les domaines de l'éducation et des études universitaires ainsi qu'en sciences et en technologie a toujours occupé une place importante dans les relations entre le Canada et l'Autriche. En plus de nombreux programmes de partenariat et d'études conjointes, un protocole d'entente en matière de coopération scientifique (1985) et une

entente de coopération (1994) fournissent un cadre aux projets de collaboration entre les deux pays. Le Canada a également signé un certain nombre d'ententes avec l'UE, y compris l'Accord de coopération scientifique et technologique (1995) et l'Accord sur l'enseignement supérieur et la formation (1996).

- L'Association d'études canadiennes dans les pays de langue allemande sert de point d'appui aux études canadiennes en Autriche. Forte de plus de 700 membres, cette association est la plus importante en son genre à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Il y a deux centres d'études canadiennes en Autriche : à Innsbruck et à Vienne. Un troisième centre devrait ouvrir ses portes à Graz à la fin de 1999. Par ailleurs, en septembre 1998, l'Autriche a ouvert un centre d'études autrichiennes et centre-européennes à l'Université de l'Alberta, à Edmonton.

AUTRICHE

Capitale : Vienne

Données géographiques

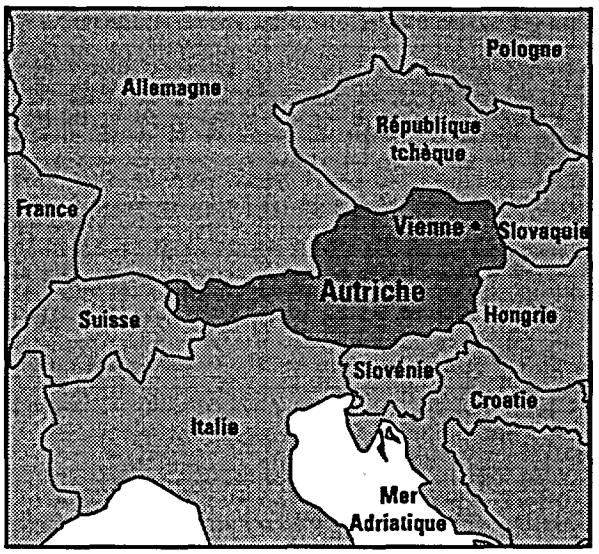
Superficie
83 835 km^2

Population
8 millions (1998)

Taux de croissance de la population
0,05 % (est. 1998)

Principale langue
Allemand

Principaux groupes religieux
Catholiques (78 %), protestants (5 %), autres (17 %)



Données politiques

Régime
République fédérale

Institutions démocratiques
Assemblée fédérale bicamérale

Dirigeants
Le président Thomas Klestil
Le chancelier Viktor Klima

Vice-chancelier et Ministre des Affaires étrangères
M. Wolfgang Schüssel

Indice du développement humain de l'ONU (1998)
L'Autriche se classe 13e sur 174 pays.

Données économiques

PIB
188,5 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB
3,3 % (1998)

PIB par habitant
23 826 $US (1997)

Taux d'inflation
0,9 % (moyenne de 1998)

Taux de chômage
7,2 % (moyenne de 1998)

Principales exportations
Machines et équipement, fer et acier, petit bois d'œuvre, textiles, produits de papier, produits chimiques

Principales importations
Pétrole, denrées alimentaires, machines et équipement, véhicules, produits chimiques, textiles, vêtements

Principales exportations vers le Canada
626 millions de dollars (1998), en machines, pièces d'automobile, appareils électriques, papier, jouets et équipement de sport, instruments médicaux

Principales importations du Canada
265 millions de dollars (1998), en aéronefs, pâte de bois, machines, pièces d'automobile, outils et coutellerie, meubles, véhicules, machines électriques, instruments médicaux

Représentant du Canada

M. Paul Dubois, ambassadeur
Ambassade du Canada
Laurenzerberg 2
A1010 Vienne
Autriche

Téléphone : (011-43-1) 531-38-3355
Télécopieur : (011-43-1) 531-38-3906

Le président de l'Autriche
M. Thomas Klestil

M. Thomas Klestil est né à Vienne le 4 novembre 1932. Il a étudié à l'Université de Vienne, où il a obtenu un doctorat en économie en 1957.

Avant d'entrer en politique, M. Klestil a mené une carrière diplomatique : il a été consul général d'Autriche à Los Angeles de 1969 à 1974; représentant permanent auprès des Nations unies de 1978 à 1982; ambassadeur auprès des États-Unis et de l'Organisation des États américains de 1982 à 1987; et secrétaire général des Affaires étrangères de 1987 à 1992.

À la fin de 1991, M. Klestil est devenu candidat du Parti populaire d'Autriche aux élections présidentielles. En 1992, au second tour, il a remporté la victoire dans les neuf provinces du pays; il s'agit de la deuxième victoire en importance depuis l'instauration du suffrage direct en Autriche.

Il est entré en fonction comme président de l'Autriche le 8 juillet 1992.

M. Klestil est marié à Margot Löffler et a trois enfants.

Le chancelier de l'Autriche
M. Viktor Klima

M. Viktor Klima est né à Vienne le 4 juin 1947. Il a étudié l'administration et l'informatique à l'Université technique de Vienne et à l'Université de Vienne.

Avant de se lancer en politique, M. Klima a travaillé plus de 20 ans pour l'Austrian Mineral Oil Company. Il a été ministre de l'Économie publique et des Transports de 1992 jusqu'au début de 1996. Nommé ministre des Finances en 1996, il est devenu chancelier en 1997.

M. Klima et sa femme, Sonja, ont deux enfants.

Le vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères de l'Autriche M. Wolfgang Schüssel

M. Wolfgang Schüssel est né à Vienne le 7 juin 1945. Il a fait ses études à l'Université de Vienne, où il a obtenu un doctorat en droit en 1968.

M. Schüssel a été secrétaire du groupe parlementaire du Parti populaire d'Autriche de 1968 à 1975. De 1975 à 1991, il a exercé les fonctions de secrétaire général de la Fédération autrichienne des entreprises.

En 1989, M. Schüssel est devenu ministre des Affaires économiques. En 1995, il a été élu chef national de son parti et a prêté serment en tant que vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères.

Notes

Notes

doc
CA1
EA
99C53
EXF

.b3541574 (E)
.b3541526 (F)

Cologne G-8 Summit

June 18–20, 1999

Canada–European Union Summit

June 17, 1999

Germany

---

and

Official Visits by Prime Minister Jean Chrétien to Northern Ireland, Ireland, and Austria

June 12–16, 1999

Background Information

Canada

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

OCT 3 1 2001

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Cologne G-8 Summit

June 18–20, 1999

Canada–European Union Summit

June 17, 1999

Germany

---

and

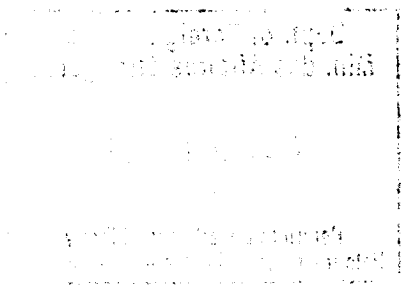
Official Visits by Prime Minister Jean Chrétien to Northern Ireland, Ireland, and Austria

June 12–16, 1999

Background Information

Canada

62455344(E) 62455348(F)



Printed on recycled paper

Imprimé sur du papier recyclé

Department of Foreign Affairs and International Trade
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Cologne G-8 Summit

General Information
Key Themes for Cologne 3
Canada and the Economic Summits 5
Global Economic Setting 8
Canadian Economy: Situation and Outlook 10
Comparative Economic Charts 13

Fact Sheets
Canada 21
European Union 22
France 23
Germany 24
Italy 25
Japan 26
Russia 27
United Kingdom 28
United States 29

Biographies
Tony Blair, Prime Minister of the United Kingdom 33
Jacques Chirac, President of France 34
Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 35
Bill Clinton, President of the United States 36
Massimo D'Alema, Prime Minister of Italy 37
Keizo Obuchi, Prime Minister of Japan 38
Jacques Santer, President of the European Commission 39
Gerhard Schröder, Chancellor of Germany 40
Boris Yeltsin, President of Russia 41

Appendix
G-8 Birmingham Summit — Final Communiqué 45
G-7 Chairman's Statement 53

Canada–European Union Summit

Canada–European Union Relations 59

Official Visits in Europe

Northern Ireland

Relations Between Canada and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland 63
The International Fund for Ireland 66
Marjorie Mowlam, Secretary of State for Northern Ireland 68
David Trimble, First Minister of the Northern Ireland Assembly 69
Seamus Mallon, Deputy First Minister of the Northern Ireland Assembly 70

Ireland

Canada–Ireland Relations 71
Ireland (fact sheet) 73
Mary McAleese, President of Ireland 74
Bertie Ahern, Prime Minister of Ireland 75

Austria

Canada–Austria Relations 76
Austria (fact sheet) 78
Thomas Klestil, President of Austria 79
Viktor Klima, Chancellor of Austria 80
Wolfgang Schüssel, Vice-Chancellor and Foreign Minister of Austria 81

General Information

Key Themes for Cologne

Globalization

Globalization is bringing with it unprecedented economic prosperity and human progress for developed and developing countries alike. The flow of goods and capital, rapid advances in technology, and the communication of ideas and culture are connecting people as never before, creating opportunities for those who are able to seize them. With the benefits, however, come new challenges.

The financial and economic crises experienced in Asia, Russia and some parts of Latin America over the last few years bear witness to the increasing interdependence of economies around the world. Canada is continuing to work within the G-7 and other international forums to address the causes and consequences of such crises. This includes taking action to strengthen the international financial architecture and to address the human cost of crises by building and improving social infrastructure to protect the most vulnerable and make economies more resilient.

Development and Debt

Canada and its G-7 partners are helping the developing countries to reap the full benefits of globalization and to adapt to its challenges. This involves building the capacity to achieve more benefit from liberalized trade and relieving the debt burden of the poorest countries that are implementing economic, political and social reform.

Canada is leading international efforts to reduce the debt burden of middle and lower-income countries since the debt crisis of the 1970s. Canada has written off more than $1.3 billion in official development assistance (ODA) debts owed by poor countries since 1978. Since 1986, all of Canada's ODA has been provided as grants rather than as loans. In addition, through the Paris Club, Canada has forgiven nearly $2 billion in commercial debt owed by developing countries.

With its G-7 colleagues, Canada supports international efforts, through the World Bank and the International Monetary Fund's debt initiative for heavily indebted poor countries (HIPC), to address the debt burdens of reform-oriented poor countries. Canada advocates increasing the number of eligible countries and the amount of debt relief offered and reducing the time required to qualify for relief.

In March 1999, Prime Minister Jean Chrétien announced that Canada would unilaterally expand debt relief for heavily indebted poor countries, even if there was no multilateral agreement to do so. The Canadian debt initiative includes calling for the complete forgiveness of bilateral debts owed by the poorest countries that are able to show they can use the saving productively — providing more money for health, education and other poverty-reducing social expenditures.

In so doing, Canada hopes to foster sustainable development by encouraging economic reform, promoting good governance, and increasing social spending in these countries.

Human Capital Development

Undoubtedly one the greatest challenges countries face as a result of globalization is to ensure that every individual has the opportunity to participate fully in an increasingly knowledge-based society and workplace. Meeting this challenge requires governments, the private sector, learning institutions and individuals to work together to ensure that all citizens are aware of and have access to increased knowledge, learning, skills development and technical know-how. All of these elements, taken together, are the basis of Canada's approach to investing in human capital development, a concept which will be discussed and promoted at the Cologne G-8 Summit.

Investment in human capital is crucial for stimulating economic dynamism, adapting to globalization, employability, and reducing inequalities between people. Individuals must have the skills to participate in a changing economy and to adjust to shifting workplace needs. That is why Canada has made investing in its people a key government priority as part of its integrated growth and employment strategy.

Globalization's broad impact has dramatically altered traditional concepts of learning. G-8 nations have been rapidly transformed into learning and knowledge-based societies. Canada has embraced the concept of lifelong learning as a cornerstone of economic and social development across government, private sector, labour, and civil society. This is meant to include continual access to knowledge, learning, training and skills development throughout a person's life.

The pace of technological change demands adaptability. Individuals who are multi-skilled, who avail themselves of opportunities to upgrade their knowledge and keep pace with new ideas, technologies, practices and businesses, are the ones who will most likely succeed.

Promoting the use and development of information technology in fields such as education, health care, distance learning, and business and commerce is an integral part of Canada's approach. Partnerships have been developed to advance projects such as Industry Canada's Schoolnet and Community Access programs, Technology Partnerships Canada, the Canada Foundation for Innovation, and work on electronic commerce. These partnerships are not only Canadian but international as well, such as through the Organisation for Economic Co-operation and Development.

Canada's cutting-edge technical expertise has led it to champion distance learning as a tool to enhance access to learning and knowledge not only for the G-8 countries, but for people in developing countries and economies in transition.

Canada and the Economic Summits

Overview

This year's G-8 Summit takes place in Cologne, Germany, from June 18 to 20. Leaders of the wold's eight leading industrialized and democratic economies will review world economic developments, progress made on financial reforms, and social implications of globalization, including debt relief initiatives for the poorest countries. Leaders will also use the opportunity to discuss the situation in Kosovo.

Like the 1998 Birmingham Summit, the Cologne Summit will be a "leaders only" event. G-8 foreign affairs ministers and G-7 finance ministers will meet on June 9 and 10, and on June 12, respectively. This innovation in summit format, which aims to foster informal discussions by leaders, was put forward by Canada's Prime Minister before the Halifax Summit in 1995.

Summit countries share many common values and objectives. The summit process remains a valuable forum for candid exchange on domestic and international issues, and it helps forge greater co-operation in a rapidly evolving global economy. In recent years, the topics for discussion have broadened to reflect the range of issues that influence the economies of the G-8 countries, thereby enabling G-8 leaders to respond to pressing and longer-term issues.

Leaders also provide political impetus for major initiatives, commit themselves to greater co-operation in tackling problems, and are catalysts for prompt action in other international forums, primarily in the United Nations, the International Monetary Fund, the World Bank and regional development banks, the Organisation for Economic Co-operation and Development, and the World Trade Organization.

Canada has contributed to the summit process by advancing key thematic issues, such as sustainable development, reform of international institutions, peace building and conflict prevention, respect for human rights, and the elimination of anti-personnel mines. The following highlights of summit history demonstrate how the process has adapted to changing needs.

Summit History

Since the first G-5 summit in Rambouillet, France, in 1975, the process has evolved from a forum dealing essentially with macroeconomic issues to an annual meeting with a broad-based agenda that addresses a wide range of international political, economic, and social issues. The first G-7 summit took place in Puerto Rico in 1976 when Canada and Italy joined the United States, the United Kingdom, France, Germany, and Japan. The following year, at the London

Summit, the European Community, now the European Union, was given observer status. The first Summit of the Eight, with Russia as a full summit partner, was held in Denver in 1997.

The 1986 Tokyo Summit addressed the need to enhance macroeconomic co-operation by closely monitoring each country's economic activity, inflation rates, interest rates and currency developments. As a result, Canadian and Italian finance ministers were invited to join those of the United States, United Kingdom, France, Germany and Japan to form the Group of Seven (G-7) Finance Ministers.

At the 1992 Munich Summit, leaders discussed the need to address chronic high unemployment by making labour markets more responsive to changing economic conditions. Consequently, at the following year's summit, in Tokyo, participants established a global growth strategy designed to create employment. The United States followed up in 1994 with the G-7 Jobs Conference in Detroit. Other G-7 employment-related conferences followed in Lille, France, in 1996; in Kobe, Japan, in 1997; in London, in 1998; and, most recently, a meeting of G-8 labour and social affairs ministers in Washington in February 1999.

Jobs and growth, relations with Russia, reform in Ukraine and international trade were timely items on the agenda at the 1994 Naples Summit. Support for measures to ease the debt of the poorest countries ("Naples Terms") was among its main results.

The 1995 Halifax Summit set the standard for more results-oriented, informal and businesslike summits. Its ambitious agenda of reform of international institutions has led to significant changes at the World Bank, International Monetary Fund and other organizations. The leaders' communiqué following the Halifax Summit focused on such issues as strengthening of the world economy, promoting sustainable development, and preventing and responding to economic crises.

At Lyon in 1996, G-7 leaders considered globalization and the benefits of expanding investment and trade. They also established a development partnership to create opportunities for developing countries to improve their standards of living.

At the Summit of the Eight in Denver in 1997, attention centred on global integration and meeting domestic economic challenges. The summit's broad agenda covered issues such as aging populations and infectious diseases. The summit's discussions took place on the eve of the UN General Assembly Special Session on Environment and Development, which reviewed the global environmental agenda five years after the 1992 Earth Summit, and during the lead-up to the Kyoto Conference of the Parties to the Convention on Climate Change.

Leaders' discussions at Birmingham in 1998 centred on globalization and the growing interdependence of nations. The agenda also included growth, employability and social inclusion; international crime and drugs; and global economic issues, including development, climate change, trade, and the Asian financial situation and its implications for the international system. Leaders also discussed timely regional and political issues, the most significant being nuclear testing by India and Pakistan. Foreign and finance ministers met in advance in London to discuss a range of ongoing global, financial and human security issues.

Canada's Place at the Summit Table

Canada enjoys the benefits of having a seat at the table with the world's most advanced economies, and Canada also assumes the responsibilities that flow from this. Membership enables Canada to pursue its broad foreign, trade and economic policy agenda and interests and to help shape global developments on a range of issues.

Canada brings to the summit table intellectual capital and value far greater than its relatively modest economic strength. Canada is also a member of the United Nations, the International Monetary Fund and World Bank, the World Trade Organization, the Organisation for Economic Co-operation and Development, the Asia–Pacific Economic Cooperation forum, the Commonwealth, la Francophonie and the Organization of American States. This affords Canada a wide range of diplomatic tools and opportunities to pursue its foreign policy agenda.

Globalization brings with it new opportunities but it also creates new challenges. The summit process allows members of the G-8 to work together to meet these challenges, at home and abroad. Canada has used the summit to advance economic, trade and political issues of importance to Canadians. Since 1976, Canada has worked with its summit partners to develop common strategies in response to these issues as well to regional situations such as the Middle East peace process, the conflict in and reconstruction of Bosnia, and the Asian financial situation.

Global Economic Setting

The world economy continues to be affected by the international economic and financial turmoil that originated in Asia in mid-1997 and spread to other regions, including Russia and Latin America, weakening global demand. In recent months, global market conditions have improved somewhat, reflecting better performance in some emerging market economies and actions by G-7 countries. However, challenges remain.

The financial and economic turbulence has affected global economic stability and investor confidence. Affected economies need to continue their restructuring. The slowdown in global economic growth since 1997, from 4.2 per cent to 2.5 per cent in 1998, is forecast to continue through 1999. In its May 1999 World Economic Outlook, the International Monetary Fund (IMF) predicts world growth will be 2.3 per cent in 1999 and will rise to 3.4 per cent in 2000.

Asia

The Asian financial crisis and economic weakness in Japan revealed deep structural problems in the economies that were most affected in the region. However, IMF relief packages in Asia are having an effect — exchange and interest rates are stabilizing, and China continues to stress that it will not devalue its currency. While most Asian economies registered negative growth in 1998, prospects have improved significantly for many. The IMF estimates that growth in 1999 in Thailand will be one per cent (-8.0 per cent in 1998), Philippines will see two per cent (-0.5 per cent in 1998), Malaysia will be 0.9 per cent (-6.8 per cent in 1998), and South Korea is expected to register two per cent (-5.5 per cent in 1998).

Japan has taken steps to address its economic difficulties, which reflect the fragility of its financial sector. Despite some improvement, however, short-term prospects remain uncertain. The IMF is predicting real growth in 1999 to decline, but by less than the 1998 decline, and to become positive in 2000. Boosting confidence and growth in Japan, through structural measures to enhance efficiency and through competitiveness in the financial and non-financial sectors, is critical given Japan's importance in Asia and the world.

Russia

The financial crisis in Russia, severely aggravated by internal domestic problems, highlighted the synergy between economic and political stability. Russia's political and economic situation remains difficult, and the IMF estimates that real GDP declined by 4.8 per cent in 1998 and will decline by a further seven per cent in 1999.

Brazil

Brazil's exchange rate crisis added to the pressure on global economic stability and investor confidence in emerging markets and is affecting many countries in Latin America. The IMF estimates that real GDP growth in Brazil was 0.2 per cent in 1998 and predicts a decline of 3.8 per cent for 1999.

G-8 Countries

There are mixed prospects for growth among G-8 countries. The United States continues to enjoy strong growth and job creation, and prospects are favourable for another year of strong economic activity. In the United Kingdom, growth and inflation pressures weakened over the course of 1998, and interest rates have continued to fall. Growth is forecast to be lower in 1999 than in 1998, before strengthening in 2000. In other European countries, growth prospects have weakened, although to a differing extent.

G-8 countries are working to bolster the capacity of the international monetary and financial system to deal with the new global economy. At the G-8 Summit in Birmingham in May 1998, leaders accelerated efforts begun at the 1995 Halifax Summit to strengthen the international financial architecture to help prevent, or better manage, financial crises. Priority for strengthening the international financial architecture outlined in the October 1998 Leaders' Statement on the World Economy include greater transparency and openness in the financial systems of individual countries; better processes for monitoring and promoting international financial stability and improvements in corporate governance; the orderly freeing of capital accounts; the orderly and co-operative resolution of future crises, including private sector engagement; protection for the most vulnerable in society; and more effective international financial institutions.

G-7 finance ministers have progressed in these areas in recent months. In particular, they established the Financial Stability Forum to co-ordinate international regulatory efforts, and they formed the Contingent Credit Line to help countries pursuing sound policies to deal with the spread of economic turmoil. Meanwhile, G-7 finance ministers are examining specific ways to involve the private sector in crisis resolution and prevention.

Six needs were identified by G-7 finance ministers and central bank governors last fall. These formed the basis for G33 discussion in international seminars held on March 11 and April 25, 1999. The six needs are for prudential regulation in industrial countries, prudential regulation and financial systems in emerging markets, sustainable exchange rate regimes in emerging markets, new ways to respond to crises and promote greater participation by the private sector, a stronger World Bank and IMF (including the IMF's interim and development committees), and ways to minimize the human cost of crises and protect the most vulnerable.

Canadian Economy: Situation and Outlook

Canada's current economic situation, like that of most countries, reflects the effect of the international economic and financial turmoil of 1998. The economic crisis that originated in Asia and spread to other regions, including Russia and Latin America, was felt around the globe.

Canada Weathered the Global Storm

For Canada, deteriorating global economic conditions resulted in weak demand and falling prices for commodity-based exports. The strength of demand from the United States and Europe, however, helped to cushion the impact of the Asian slowdown. Although Canada's economic growth moderated to three per cent in 1998, down from 3.8 per cent in 1997, overall, the Canadian economy put in a solid performance in 1998.

In the first part of 1998, the economy showed strong growth as a result of the momentum from the preceding year and half. Growth slowed however, in the middle two quarters of the year, due to weakening global demand, falling commodity prices and temporary labour disruptions. Then, in late 1998, growth rebounded, buoyed by the continued strength of the U.S. economy. Indicators suggest that this strength has carried over into the first quarter of 1999.

Job creation accelerated in 1998, despite moderate economic growth. More than 450,000 jobs were created in 1998, the strongest annual increase since 1987. Since October 1993, 1.6 million jobs have been created — largely full time in the private sector. In 1993, the unemployment rate stood at 11.2 per cent; in March 1999, it was 7.8 per cent — its lowest level in over eight years. The unemployment rate rose modestly in April as improved job opportunities encouraged a large influx of Canadians into the labour market.

Consumer and Business Confidence

Sharp reductions in government deficits and strong declines in interest rates boosted consumer and business confidence in 1997. However, confidence declined by the third quarter of 1998 due to the financial market turmoil and falling commodity prices. Since then, confidence has improved, reflecting increased stability in the world economy and Canada's success in dealing with the crisis.

Low Inflation

Inflation was a modest 0.9 per cent in 1998. The Government of Canada and the Bank of Canada are committed to holding inflation inside the one-to-three-per-cent range. Low inflation, together with the sound public finances now in place, will help maintain the low interest rates that have revived job creation and economic growth in Canada.

Canada's Current Account

In 1996, the current account posted its first annual surplus since 1982. The current account deteriorated through 1997 as a result of strong domestic demand for key imports such as machinery and equipment. Despite the global economic crisis and deteriorating terms of trade, the real trade balance improved enough in 1998 to keep the current account roughly stable.

Private Sector Views of Canada's Economic Prospects

Canada's economic prospects remain strong. The deterioration in world economic conditions in 1998 had led private sector forecasters to revise down their outlook for growth in 1999 to two per cent by the end of the year. However, strong employment growth, particularly in the second half of 1998 and early 1999, together with the rebound to healthy economic growth in late 1998, has led them to revise up their growth forecasts for 1999. Currently, growth for 1999 is projected at about 2.8 per cent.

In the light of the government's commitment to balanced budgets, or better, and to maintaining low inflation, short- and long-term interest rates are expected to remain low by historical standards. Private sector forecasters also expect that strong growth and other positive economic factors will fuel job creation, thus reducing the unemployment rate.

Projections of International Organizations

Major international organizations agree that Canada's economic prospects are strong. Indeed, the International Monetary Fund (IMF) and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) expect Canada to be second only to the United States in output growth in 1999. In 2000, the OECD expects Canada to lead the G-7, while the IMF expects Canada to be among the leaders.

Balanced Budgets

A balanced budget, or better, is expected for 1998–99 — the second consecutive year in which the budget will be deficit-free. The last time this occurred was

almost half a century ago, in 1951–52. The government is committed to balanced budgets, or better, in both 1999–2000 and 2000–01. This will mark four consecutive years in which the budget will be in balance or surplus. These targets are based on prudent economic planning assumptions and include a contingency reserve of $3 billion each year. The unused portion of the contingency reserve will be used to pay down the public debt.

A financial surplus of about $11.5 billion is expected in 1998–99. This means that for the third consecutive year, the government did not have to borrow new money on financial markets to pay for its programs or for interest on the debt. With a commitment to balanced budgets, or better, in each of the next two fiscal years, the government will be in a net financial surplus position. The government will use the financial surplus to pay down its debt.

Financial requirements and financial surpluses are the measures by which most industrialized countries calculate their budgetary balance. Using this measure, the federal government will post a financial surplus for the third consecutive year in 1998–99 — the only G-7 country to do so.

Tackling the Debt

The federal government is committed to reducing the absolute level of the debt through its Debt Repayment Plan. This plan, along with economic growth, will ensure that the debt-to-GDP ratio continues downward. The plan has already been a success. The federal debt ratio fell significantly in 1997–98 and by 2000–01 is expected to be about 10 percentage points below 1995–96.

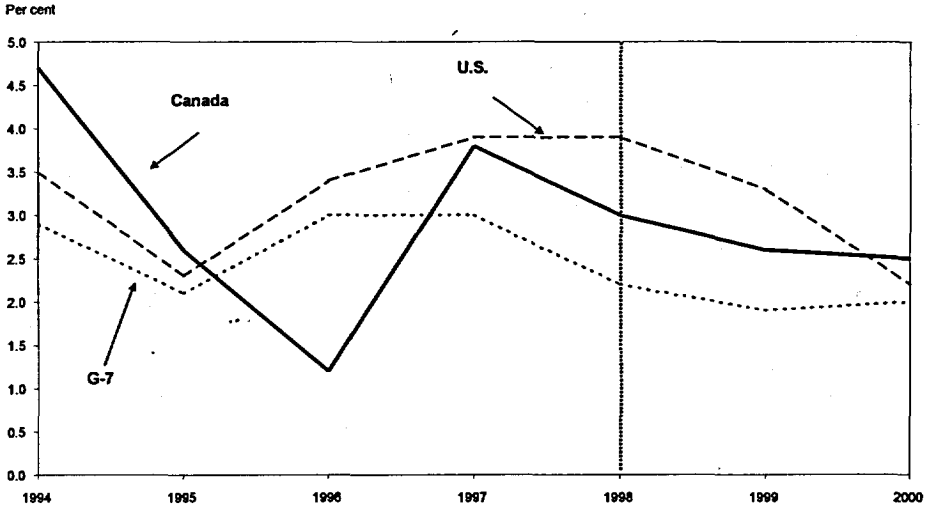
Similar progress at the provincial level has sharply reduced the total government (federal, provincial and local) debt-to-GDP ratio. The OECD projects that in 2000 Canada's total government net debt-to-GDP ratio will fall to close to the G-7 average. This is a significant improvement from 1997 when it was 20 percentage points above the G-7 average.

COMPARATIVE ECONOMIC CHARTS

CHART 1

REAL GROSS DOMESTIC PRODUCT GROWTH, 1994–2000

Canada's commitment to balanced budgets or better and to low inflation has paid off. The pace of growth picked up in the second half of 1996 and continued through early 1998. Growth moderated in 1998, reflecting the deterioration in world economic conditions. The International Monetary Fund forecasts that Canada will register the second strongest growth in the G-7 in 1999 (2.6 per cent) and will be well above the G-7 average in 2000 (2.5 per cent).

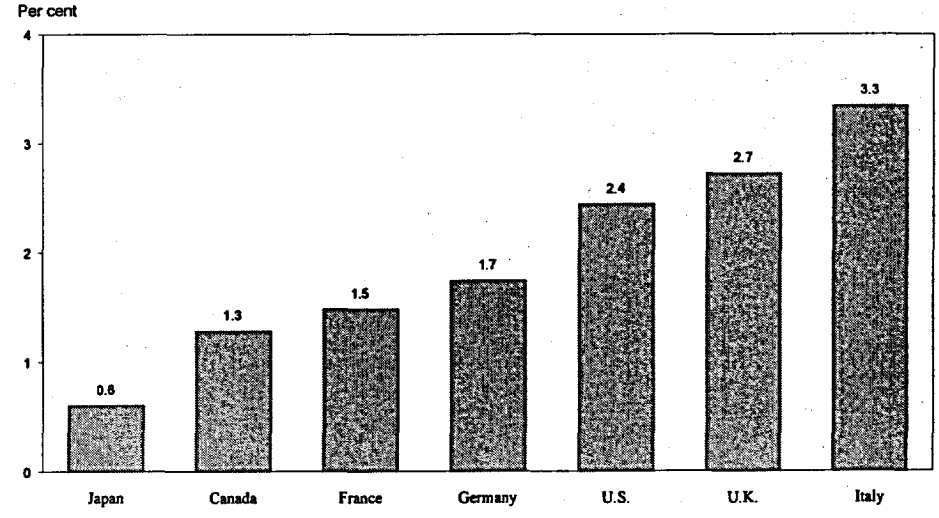


Source: *World Economic Outlook*, IMF, Spring 1999.

CHART 2

CONSUMER PRICE INFLATION, AVERAGE RATE FOR 1994–98

Canada's inflation performance since 1994 has been excellent, reflecting solid productivity growth and the virtual absence of cost pressures. On average, over 1994 to 1998, Canada had the second lowest inflation rate in the G-7. Solid economic growth will not put upward pressure on inflation in the near term as the Canadian economy continues to operate below its long-run potential. The IMF forecasts that Canada's inflation rate will be 1.2 per cent in 1999.

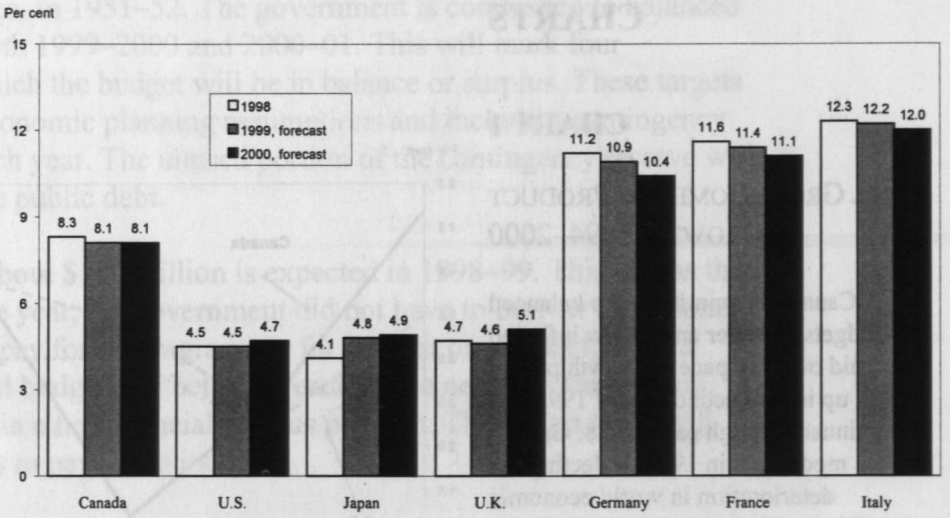


Source: *World Economic Outlook*, IMF, Spring 1999.

CHART 3

UNEMPLOYMENT RATES 1998–2000

Canada has succeeded in reducing unemployment in recent years. The rate has fallen from 11.3 per cent in August 1993 to 8.3 per cent in April 1999. The IMF forecasts that the unemployment rate will average 8.1 per cent over the next two years.

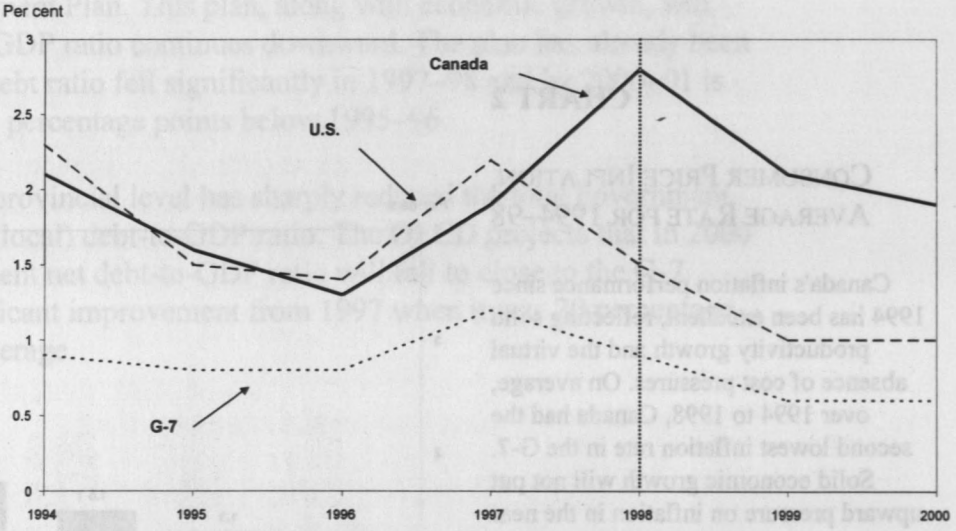


Source: *World Economic Outlook*, IMF, Spring 1999.

CHART 4

GROWTH IN EMPLOYMENT 1994–2000

Since 1993, employment growth in Canada has been significantly higher than the G-7 average, and in 1998 it was significantly higher than in the United States. In 1998, more than 450,000 new jobs were created in Canada, the strongest annual increase since 1987. The IMF forecasts that Canada will register the strongest employment growth in the G-7 in both 1999 and 2000.

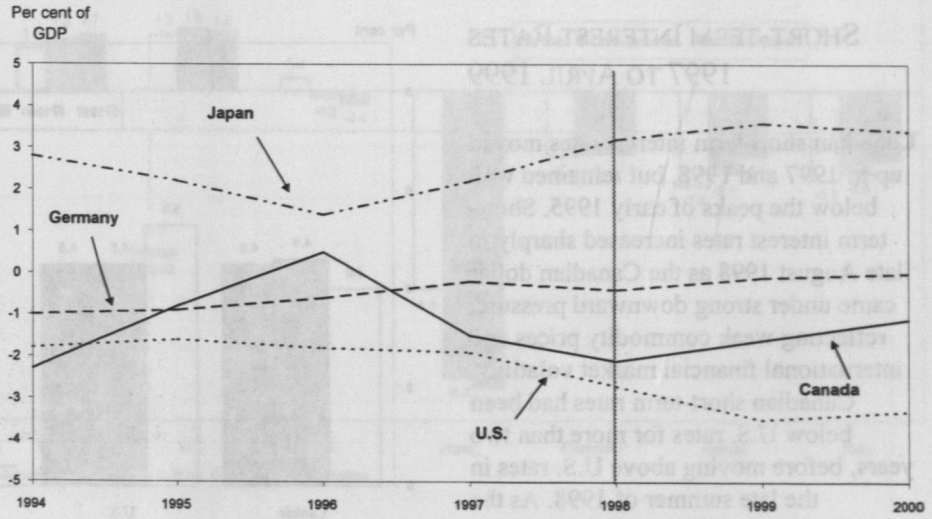


Source: *World Economic Outlook*, IMF, Spring 1999.

CHART 5

CURRENT ACCOUNT BALANCES AS A SHARE OF GDP 1994–2000

A significant reduction in Canada's fiscal deficit underpinned a dramatic improvement in the current account, which registered a surplus in 1996 for the first time since 1982. The current account has deteriorated since then. The global economic crisis lowered world commodity prices and the terms of trade, putting downward pressure on the trade balance. The deficit, however, remains much smaller than the deficits of nearly four per cent of GDP recorded in the early 1990s.

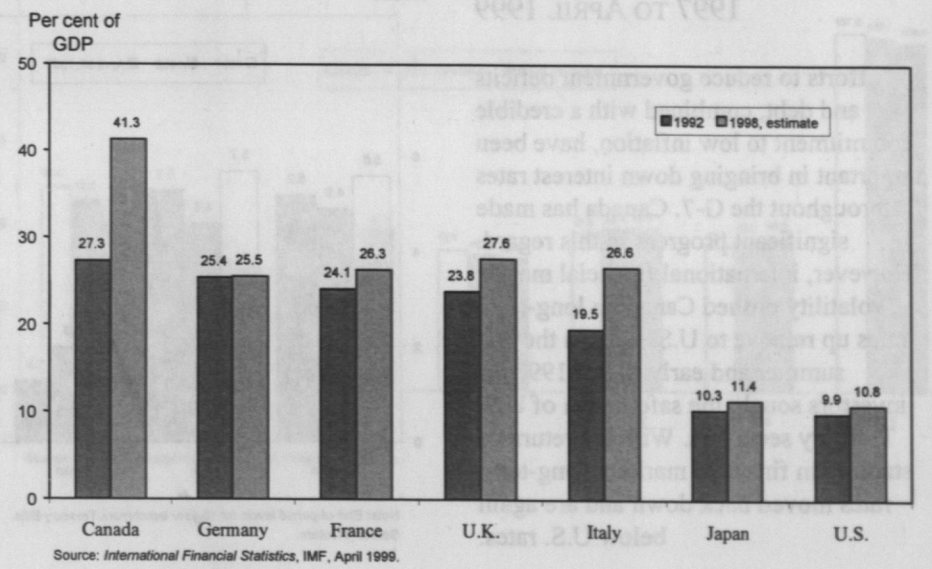


Source: *World Economic Outlook*, IMF, Spring 1999.

CHART 6

EXPORTS OF GOODS AND SERVICES AS A SHARE OF GDP, 1992 AND 1998

Trade accounts for a significant portion of economic activity in Canada. That proportion has been growing rapidly over the past six years due to Canada's increased competitiveness, recent trade initiatives and the successful completion of multilateral trade negotiations. Exports of goods and services are equivalent to more than 40 per cent of Canada's GDP, by far the largest share in the G-7.

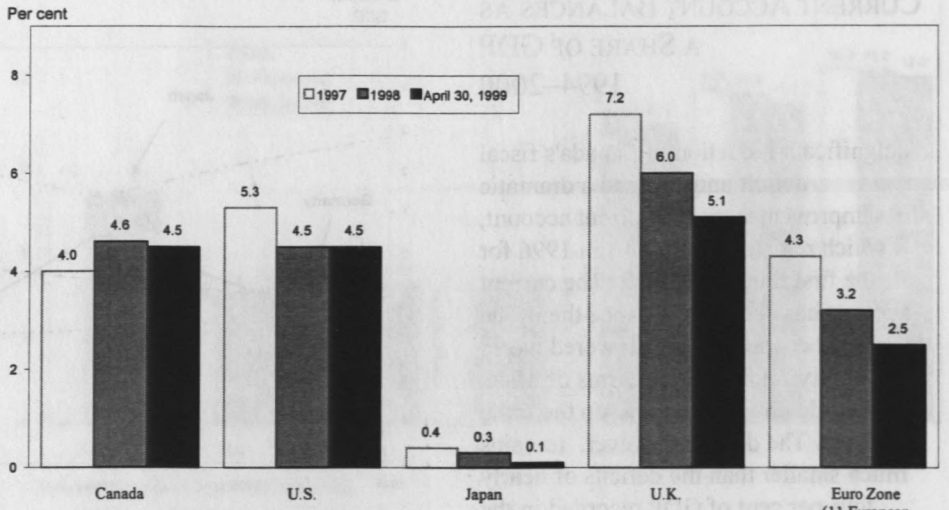


Source: *International Financial Statistics*, IMF, April 1999.

CHART 7

SHORT-TERM INTEREST RATES 1997 TO APRIL 1999

Canadian short-term interest rates moved up in 1997 and 1998, but remained well below the peaks of early 1995. Short-term interest rates increased sharply in late August 1998 as the Canadian dollar came under strong downward pressure, reflecting weak commodity prices and international financial market volatility. Canadian short-term rates had been below U.S. rates for more than two years, before moving above U.S. rates in the late summer of 1998. As the international situation has stabilized somewhat, Canadian rates have again moved near parity with U.S. rates.

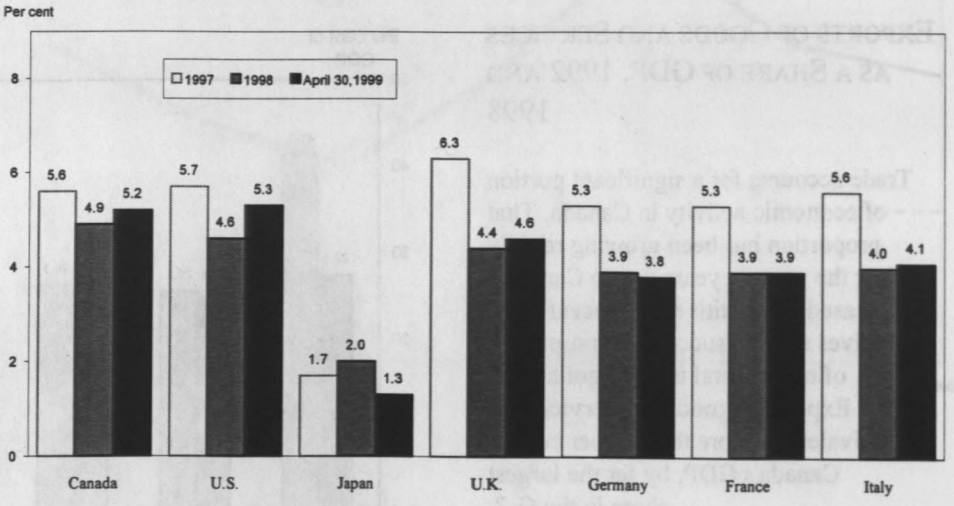


Note: End-of-period levels for three-month benchmark Treasury Bills.
Source: Reuters.

CHART 8

LONG-TERM INTEREST RATES 1997 TO APRIL 1999

Efforts to reduce government deficits and debt, combined with a credible commitment to low inflation, have been important in bringing down interest rates throughout the G-7. Canada has made significant progress in this regard. However, international financial market volatility pushed Canadian long-term rates up relative to U.S. rates in the late summer and early fall of 1998, as investors sought the safe-haven of U.S. Treasury securities. With the return of stability in financial markets, long-term rates moved back down and are again below U.S. rates.

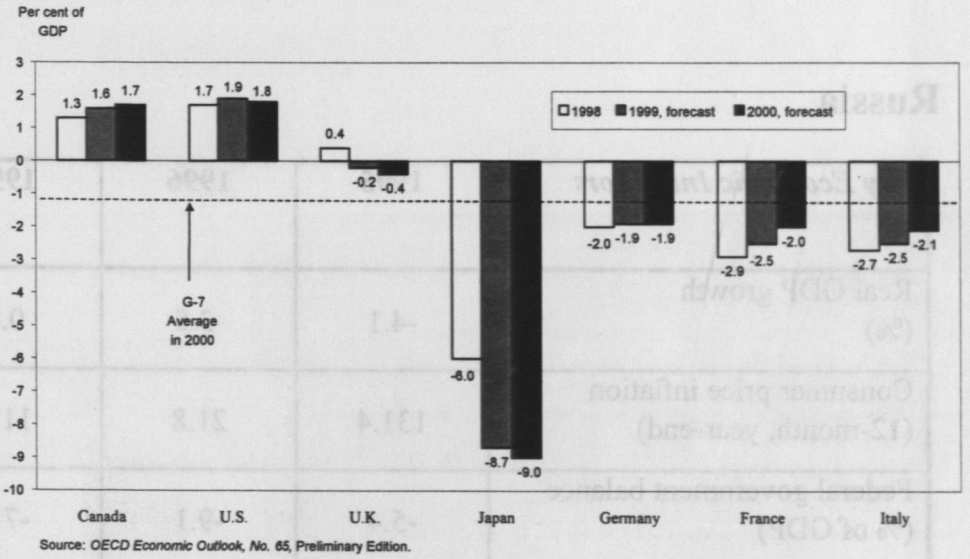


Note: End-of-period levels for 10-year benchmark Treasury Bills.
Source: Reuters.

CHART 9

TOTAL GOVERNMENT BALANCE
1998, 1999, 2000

On a national accounts basis, three member countries of the G-7 posted a total government surplus in 1998: Canada, the Unites States and the United Kingdom. The most recent Organisation for Economic Co-operation and Development projections show surpluses near two per cent of GDP for Canada and the United States and deficits for the other G-7 countries.

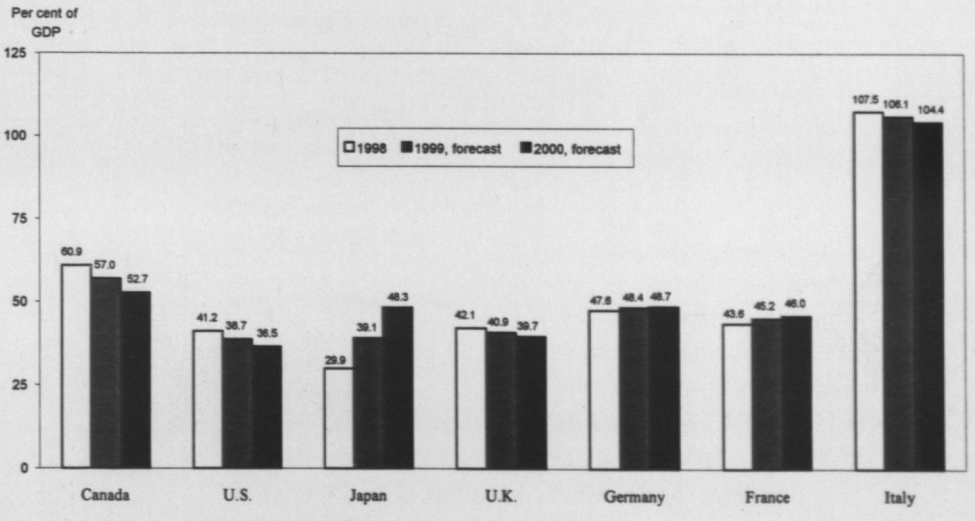


Source: *OECD Economic Outlook, No. 65*, Preliminary Edition.

CHART 10

TOTAL GOVERNMENT NET DEBT-TO-GDP RATIO
1998, 1999, 2000

Owing to significant deficit reduction, Canada's net debt-to-GDP ratio began to decline in 1997. According to OECD projections from the preliminary edition of *Economic Outlook No. 65*, the Canadian net debt-to-GDP ratio will decline by over eight percentage points between 1998 and 2000. This represents the largest decline among G-7 countries. Nonetheless, Canada's net debt-to-GDP ratio remains higher than that of most G-7 economies.



Source: *OECD Economic Outlook, No. 65*, Preliminary Edition.

Russia

Key Economic Indicators	1995	1996	1997	1998 (actual/ estimated)
Real GDP growth (%)	-4.1	-3.5	0.8	-4.8
Consumer price inflation (12-month, year-end)	131.4	21.8	11.0	84.5
Federal government balance (% of GDP)	-5.4	-9.1	-7.0	-6.0
Current account balance (% of GDP)	1.6	0.6	-0.8	-1.4

Source: International Monetary Fund.

Fact Sheets

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

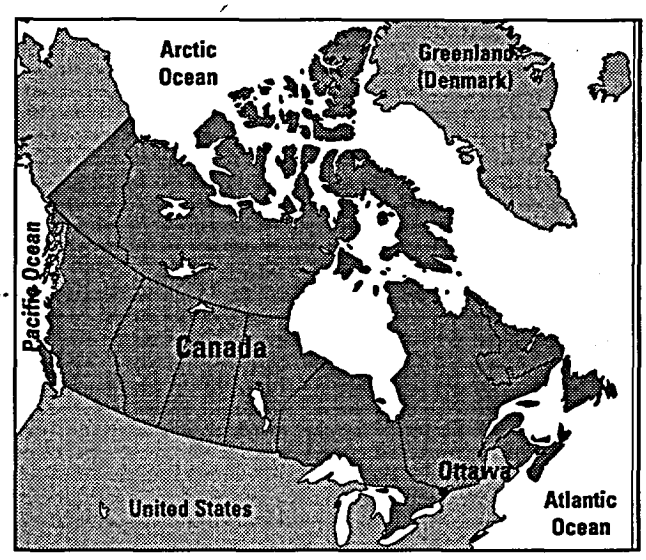
Area
9,970,610 km^2

Population
30.8 million (1998)

Population growth rate
1% (1998)

Official languages
English, French

Major religious groups
Roman Catholic (46%), United Church (12%), Anglican (8%)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Democratic institutions
Federal state, bicameral parliament

Leader
Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs
Lloyd Axworthy

Minister for International Trade
Sergio Marchi

Minister of Finance
Paul Martin

UN Human Development Index (1998)
Canada ranks 1st among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$598.9 billion US (1998)

Real GDP growth rate
3% (1998)

GDP per capita
$19,764 US (1998)

Inflation rate
0.9% (1998)

Unemployment rate
8.3% (April 1999)

Main exports
$323.4 billion (balance of payments basis, 1998), including transportation equipment, capital equipment, pulp and paper, fuels, wood, minerals, aluminum

Main imports
$304 billion (balance of payments basis, 1998), including transportation equipment, capital equipment, electronics, plastics

EUROPEAN UNION

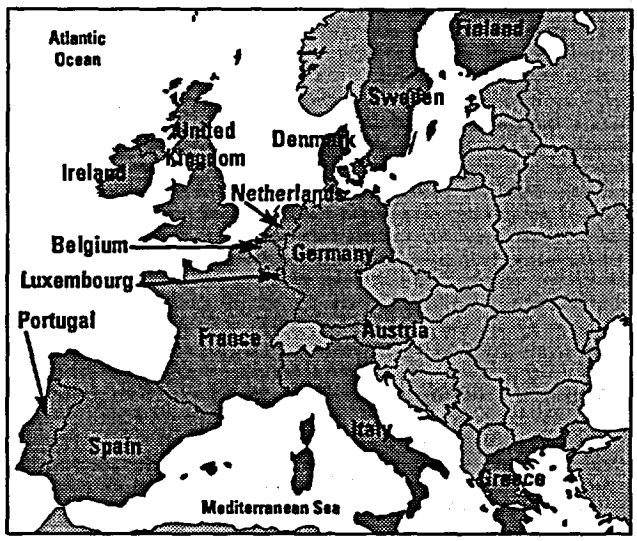
Capitals: Brussels, Strasbourg, Luxembourg

GEODATA

Area
3,241,380 km^2

Population
375 million (1998)

Major languages
Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish



POLITICAL DATA

Type of organization
Partially sovereign treaty organization comprising Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Portugal, Spain, Sweden and the United Kingdom

Democratic institutions
European Council, European Commission, European Parliament, European Court of Justice

President of the European Commission
Jacques Santer
(President-designate Romano Prodi)

Commissioner for Economic and Financial Affairs and Monetary Matters
Yves-Thibault de Silguy

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$8.1 trillion US (1997)

Real GDP growth rate
2.8% (1998)

GDP per capita
$21,529 US (1997)

Inflation rate
1.5% (1998)

Unemployment rate
9.6% (March 1999)

Main exports to Canada
$28.4 billion (1998), including machinery, chemicals, food products

Main imports from Canada
$15.1 billion (1998), including forest products, machinery, metals, agricultural and fish products

CANADIAN REPRESENTATIVE

Jean-Pierre Juneau, Ambassador
The Mission of Canada to the European Union
Avenue de Tervuren 2
1040 Brussels, Belgium

Phone: (011-32-2) 741-0660
Fax: (011-32-2) 741-0629

FRANCE

Capital: Paris

GEODATA

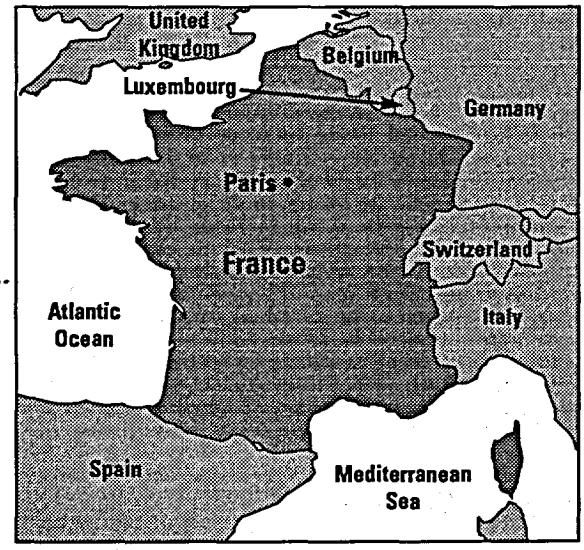
Area
550,000 km^2

Population
58.6 million (1997)

Population growth rate
0.4% (1997)

Major language
French

Major religious groups
Roman Catholic (90%), Protestant (2%), Jewish (1%), Muslim (1%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Democratic institutions
Bicameral parliament

Leaders
President Jacques Chirac

Prime Minister Lionel Jospin

Minister of Foreign Affairs
Hubert Védrine

Minister of the Economy, Finance and Industry
Dominique Strauss-Kahn

UN Human Development Index (1998)
France ranks 2nd among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$1.39 trillion US (1997)

Real GDP growth rate
3.1% (1998)

GDP per capita
$23,758 US (1997)

Inflation rate
0.7% (1998)

Unemployment rate
11.5% (March 1999)

Main exports
Machinery and transportation equipment, chemical products, other manufactured goods

Main imports
Machinery and transportation equipment, chemical and energy products

Main exports to Canada
$4.9 billion (1998), including electronic equipment, avionics

Main imports from Canada
$1.6 billion (1998), including avionics, machinery, forestry products

CANADIAN REPRESENTATIVE

Jacques Roy, Ambassador
The Canadian Embassy
35, avenue Montaigne
75008 Paris, France

Phone: (011-33-1) 44 43 29 00
Fax: (011-33-1) 44 43 29 99

May 1999

GERMANY

Capital: Berlin

GEODATA

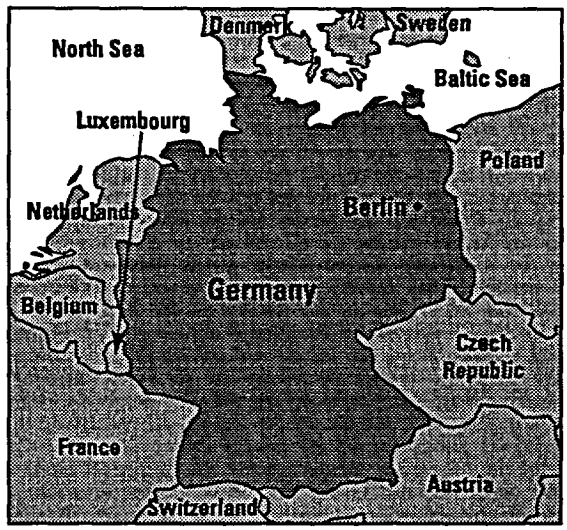
Area
357,000 km^2

Population
82 million (1997)

Population growth rate
0.1% (1997)

Major language
German

Major religious groups
Protestant (42%), Roman Catholic (35%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Democratic institutions
Federal state, bicameral parliament

Leaders
President Roman Herzog
Chancellor Gerhard Schröder

Minister of Foreign Affairs
Joschka Fischer

Minister of Finance
Hans Eichel

UN Human Development Index (1998)
Germany ranks 19th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$2.16 trillion US (1998)

Real GDP growth rate
2.8% (1998)

GDP per capita
$26,311 US (1998)

Inflation rate
0.9% (1998)

Unemployment rate
10.6% (April 1999)

Major exports
Machinery, iron and steel products, motor vehicles, chemicals, agricultural equipment, coal, coke

Major imports
Manufactured goods, foodstuff, textiles, petroleum products, iron, steel and non-ferrous metals, machinery, chemicals, timber

Major exports to Canada
$6.1 billion (1998), including machinery, vehicles, electrical machinery, optical and precision equipment, organic chemicals, iron and steel and articles thereof, pharmaceutical products, plastic and plastic products

Major imports from Canada
$2.7 billion (1998), including wood pulp, machinery, ore, slag and ash, paper and paperboard, pearls and precious stones, wood and articles of wood, electrical machinery, special transactions, vehicles, inorganic chemicals

CANADIAN REPRESENTATIVE

Gaëtan Lavertu, Ambassador
The Canadian Embassy
Friedrich-Wilhelm-Strasse 18
53113 Bonn, Germany
Phone: (011-49-228) 968-0
Fax: (011-49-228) 968-3904

ITALY

Capital: Rome

GEODATA

Area
301,318 km^2

Population
57.5 million (1997)

Population growth rate
0.2% (1997)

Major language
Italian

Major religious group
Roman Catholic (99%)

POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Democratic institutions
Bicameral parliament

Leaders
President Carlo Azeglio Ciampi
Prime Minister Massimo D'Alema

Minister of Foreign Affairs
Lamberto Dini

Minister of the Treasury
Giuliano Amato

UN Human Development Index (1998)
Italy ranks 21st among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$1.15 trillion US (1997)

Real GDP growth rate
1.4% (1998)

GDP per capita
$19,920 US (1997)

Inflation rate
1.8% (1998)

Unemployment rate
12.4% (March 1999)

Main exports
Engineering products, textiles, clothing and leather products, transport equipment, chemicals, food, beverages, tobacco

Main imports
Engineering products, chemicals, transport equipment, mineral and non-ferrous metals, energy products, textiles, clothing, leather products

Main exports to Canada
$3.47 billion (1998), including machinery, footwear, electrical machinery and equipment, beverages, vehicles, rawhides and skins, woven apparel, ceramic products, organic chemicals, furniture

Main imports from Canada
$1.52 billion (1998), including wood pulp and fibre, cereals, wood and wooden articles, machinery, copper sheets and articles, paper and paperboard, mineral fuel, aircraft

CANADIAN REPRESENTATIVE

Jeremy Kinsman, Ambassador
The Canadian Embassy
Via G.B. de Rossi 27
00161 Rome, Italy

Phone: (011-39-6) 44598.1
Fax: (011-39-6) 44598.750

JAPAN

Capital: Tokyo

GEODATA

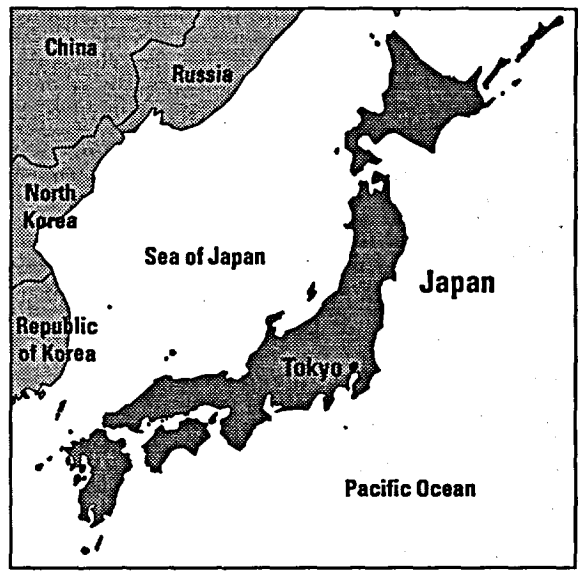
Area
377,847 km^2

Population
126.5 million (1998 est.)

Population growth rate
0.3% (1998 est.)

Major language
Japanese

Major religious groups
Buddhist, Shinto



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Democratic institutions
Bicameral parliament

Leaders
Emperor Akihito
Prime Minister Keizo Obuchi

Minister of Foreign Affairs
Masahiko Kowmura

Minister of Finance
Kiichi Miyazawa

UN Human Development Index (1998)
Japan ranks 8th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$3.8 trillion US (1998)

Real GDP growth rate
-2.8% (1998)

GDP per capita
$29,907 US (1998 est.)

Inflation rate
0.6% (1998)

Unemployment rate
4.8% (March 1999)

Main exports
Machinery, motor vehicles, consumer electronics and computers

Main imports
Mineral fuels, foodstuffs, raw materials, machinery, metal ore

Main exports to Canada
$14 billion (1998), including machinery, electronic and photographic equipment, motor vehicles and parts, computers, chemicals

Main imports from Canada
$8.3 billion (1998), including lumber and plywood, pulp and paper, coal, fish, animal products, seafood, oilseeds

CANADIAN REPRESENTATIVE

Leonard J. Edwards, Ambassador
The Canadian Embassy
7-3-38 Akasaka
Minato-ku
Tokyo 107, Japan

Phone: (011-81-3) 5412-6200
Fax: (011-81-3) 5412-6247

RUSSIA

Capital: Moscow

GEODATA

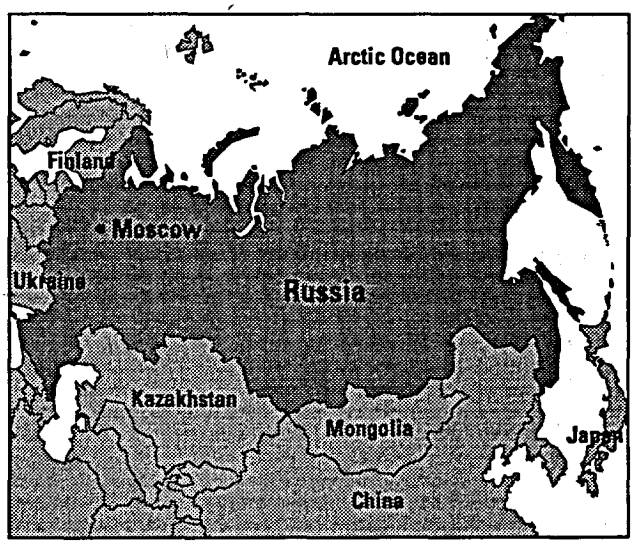
Area
17,075,400 km^2

Population
147.1 million (1997)

Population growth rate
-0.4% (1997)

Major language
Russian

Major religious groups
Russian Orthodox, Muslim



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Democratic institutions
Federal assembly

Leaders
President Boris Yeltsin
Prime Minister Sergei Stepashin

Acting Minister of Foreign Affairs
Igor Ivanov

Acting Minister of Finance
Mikhail Zadornov

UN Human Development Index (1998)
Russia ranks 72nd among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$277 billion US (1998)

Real GDP growth rate
-4.8% (1998)

GDP per capita
$3,012 US (1997)

Inflation rate
84.5% (1998)

Unemployment rate
11.4% (First quarter 1998)

Main exports
Energy products, machinery and equipment, minerals and metals, food products, chemicals

Main imports
Machinery and equipment, food products, textiles, chemicals, mineral and metal products

Main exports to Canada
$732 million (1998), including steel, fish, mineral fuels, radioisotopes, rare metals

Main imports from Canada
$288 million (1998), including machinery, tobacco, electronic equipment, plastic windows and siding, meats

CANADIAN REPRESENTATIVE

Anne Leahy, Ambassador
The Canadian Embassy
Starokonyushenny Pereulok 23
Moscow 12100, Russia

Phone: (011-7-095) 956-6666
Fax: (011-7-095) 232-9948

May 1999

UNITED KINGDOM

Capital: London

GEODATA

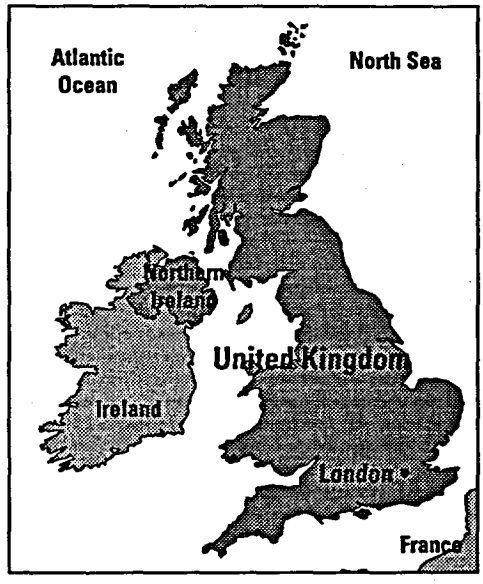
Area
242,910 km^2

Population
58.2 million (1997)

Population growth rate
-1% (1997)

Major languages
English, Welsh, Gaelic

Major religious groups
Anglican (57%), Protestant (15%), Roman Catholic (13%)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Democratic institutions
Bicameral parliament

Leader
Prime Minister Tony Blair

Minister of Foreign Affairs and Commonwealth Affairs
Robin Cook

Chancellor of the Exchequer
Gordon Brown

UN Human Development Index (1998)
The United Kingdom ranks 14th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$1.3 trillion US (1997)

Real GDP growth rate
2.1% (1998)

GDP per capita
$22,134 US (1997)

Inflation rate
3.4% (1998)

Unemployment rate
4.6% (March 1998)

Main exports
Petroleum, machinery, motor vehicles, chemicals, metals, non-metallic minerals, manufactured goods, textiles, beverages

Main imports
Manufactured goods, foodstuffs and beverages, petroleum products, chemicals, machinery, metals, crude materials

Main exports to Canada
$6.20 billion (1998), including crude oil, machinery and equipment, chemicals, automobiles and parts, pharmaceuticals

Main imports from Canada
$4.35 billion (1998), including wood and paper products, metals and minerals, machinery and parts, gas turbines

CANADIAN REPRESENTATIVE

Roy MacLaren, High Commissioner
The Canadian High Commission
Macdonald House, 1 Grosvenor Square
London, W1X 0AB, England, U.K.

Phone: (011-44-171) 258-6600
Fax: (011-44-171) 258-6333

UNITED STATES

Capital: Washington

GEODATA

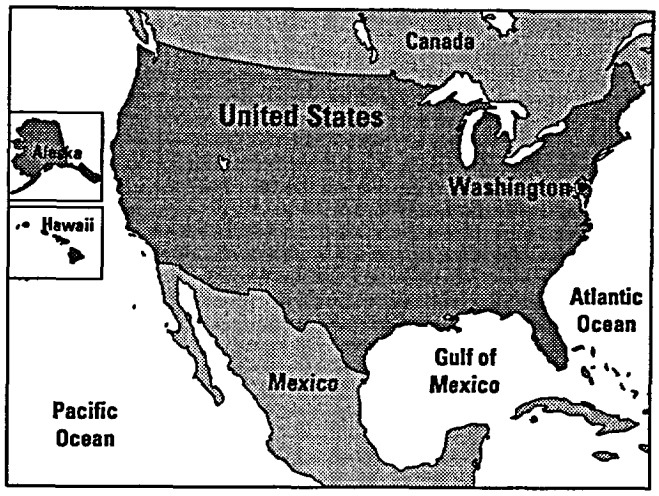
Area
9,629,091 km^2

Population
270 million (1998)

Population growth rate
0.9% (1998)

Major languages
English, Spanish

Major religious groups
Protestant (56%), Roman Catholic (28%), Jewish (2%)



POLITICAL DATA

Type of government
Federal republic

Democratic institutions
Bicameral congress

Leader
President Bill Clinton

Secretary of State
Madeleine K. Albright

Secretary of the Treasury
Robert Rubin

UN Human Development Index (1998)
United States ranks 4th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
$8.5 trillion US (1998)

Real GDP growth rate
3.9% (1998)

GDP per capita
$31,519 US (1998)

Inflation rate
1.6% (1998)

Unemployment rate
4.3% (April 1999)

Main exports
Machinery and equipment, motor vehicles, aircraft, wheat, chemicals, plastics, agricultural goods, military supplies

Main imports
Petroleum and petroleum products, non-ferrous base metals, fertilizers, agricultural products, machinery and equipment, motor vehicles, various raw materials

Main exports to Canada
$266 billion (balance of payments basis, 1998), including motor vehicles and parts, computers, telecommunications equipment, plastic materials

Main imports from Canada
$297 billion (balance of payments basis, 1998), including motor vehicles and parts, softwood lumber, crude petroleum, natural gas, newsprint

CANADIAN REPRESENTATIVE

Raymond A.J. Chrétien, Ambassador
The Canadian Embassy
501 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20001, U.S.A.

Phone: (202) 682-1740
Fax: (202) 682-7678

May 1999

Biographies

Tony Blair
Prime Minister of the United Kingdom

Born on May 6, 1953, Tony Blair was educated at Durham Choristers School, Fettes College, Edinburgh. He studied law at Oxford University and was called to the bar in 1976. He practised as a barrister until 1983, specializing in employment and industrial law.

Mr. Blair was elected the member of Parliament for his Sedgefield constituency in 1983 and was promoted to the Opposition front bench as a spokesman on treasury affairs in 1985. Two years later, he was made deputy spokesman on trade and industry, with special responsibility for consumer affairs and the city.

In 1988, Mr. Blair became the "shadow" secretary of state for energy. He was made shadow secretary of state for employment in 1989 and shadow secretary of state for home affairs in 1992.

Mr. Blair was elected to the National Executive Committee of the Labour Party in 1992 and has chaired the party's Commission for Constitutional Reform. He was elected Leader of the Labour Party and Leader of the Opposition in 1994.

On May 1, 1997, Mr. Blair was elected Prime Minister of the United Kingdom and was sworn in the following day.

Mr. Blair is married with two sons and a daughter.

Jacques Chirac
President of France

Jacques Chirac was born on Nov. 29, 1932, in Paris. He completed his education at the Institute of Political Studies and the École nationale d'administration in Paris and at Harvard University Summer School.

After a career in public administration, Mr. Chirac ran for office in 1965 and served for two years as municipal councillor for Sainte-Féréole in Corrèze. He was elected general councillor for the municipality of Meymac, and he served as chairman of the Corrèze general council from 1970 to 1979.

Mr. Chirac was elected mayor of Paris in 1977 and was re-elected to that post in 1983 and 1989.

In 1967, Mr. Chirac was elected to the National Assembly, the first of eight victories through to 1993. The representative for Corrèze, he held a succession of cabinet posts: Secretary of State for Social Affairs; Secretary of State for the Economy and Finance; Minister of Agriculture and Rural Development; and Minister of the Interior.

He served twice as Prime Minister, from 1974 to 1976 and from 1986 to 1988. After his first tour as Prime Minister, Mr. Chirac became the founding president of a national party, the Rassemblement pour la République.

On May 7, 1995, Mr. Chirac was elected President of France.

Mr. Chirac is married and has two daughters.

Jean Chrétien
Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the bar of Trois-Rivières in 1962–63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became a minister of state attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party of Canada. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the Quebec riding of Saint-Maurice in 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the election of 1997.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Bill Clinton
President of the United States

Born on Aug. 19, 1946, in Hope, Arkansas, Bill Clinton earned a bachelor's degree in international affairs from Georgetown University in 1968 and a law degree from Yale Law School in 1973. He also studied at Oxford University as a Rhodes Scholar from 1968 to 1970.

Mr. Clinton was an attorney in private practice in Little Rock, Arkansas, from 1981 to 1982 and has served on the law school faculty at the University of Arkansas at Fayetteville.

He chaired the National Governors' Association, the Education Commission of the States, the Lower Mississippi Delta Development Commission, the Southern Growth Policies Board, the Democratic Governors' Association, and the Democratic Leadership Council.

Mr. Clinton was elected Attorney General of Arkansas in 1976 and elected Governor two years later. After a defeat in 1980, he was re-elected in 1982 and continued to serve as Governor until 1992, when he won the U.S. presidential election.

On Jan. 20, 1993, Mr. Clinton was sworn in as President of the United States. In 1996, he was elected for a second term.

Mr. Clinton and his wife, Hillary Rodham Clinton, have one daughter.

Massimo D'Alema
Prime Minister of Italy

Massimo D'Alema was born in Rome on April 20, 1949. He studied philosophy at the University of Pisa, worked as a journalist and chief editor, and is the author of several books.

After joining the Youth Federation of Italian Communists in 1963, Mr. D'Alema became a member of the Italian Communist Party in 1968. He served as national secretary of the Youth Federation from 1975 until 1980. He was elected to the party's Central Committee in 1979, to its Executive Committee in 1983, and to its Secretariat in 1986.

Mr. D'Alema was elected to the Lecce–Brindisi–Taranto constituency of the Italian Chamber of Deputies in 1987. In 1988, he began working to transform the Italian Communist Party into the Democratic Party of the Left and became the new party's first political co-ordinator in 1990.

Named president of the party's parliamentary group in 1992, Mr. D'Alema was elected general secretary in 1994. In 1997, he was elected president of the Parliamentary Commission for Constitutional Reforms.

On Oct. 21, 1998, Mr. D'Alema was elected Prime Minister of Italy.

Mr. D'Alema is married and has two children.

Keizo Obuchi
Prime Minister of Japan

Keizo Obuchi was born on June 25, 1937, at Nakanojo in the Gunma prefecture. He graduated from Waseda University in 1962 and continued his studies at the university's graduate school of political science.

Mr. Obuchi began his political career in 1963 after winning a seat in the House of Representatives, and he went on to win 12 consecutive terms in the lower house as a Liberal Democratic Party candidate. Appointed parliamentary vice-minister of Posts and Telecommunications in 1970 and parliamentary vice-minister of Construction in 1972, Mr. Obuchi became deputy director general of the Prime Minister's Office in 1973 .

In 1979, Mr. Obuchi was appointed director general of the Prime Minister's Office and director general of the Okinawa Development Agency. In 1987, he became chief cabinet secretary.

Mr. Obuchi subsequently held key posts with his party, including secretary general and vice-president. In 1997, Mr. Obuchi was appointed Minister of Foreign Affairs and, in July 1998, he was elected party president.

On July 30, 1998, Mr. Obuchi became Prime Minister of Japan.

Mr. Obuchi is married and has three children.

Jacques Santer
President of the European Commission

Born at Wasserbillig, Luxembourg, on May 18, 1937, Mr. Santer was educated at the Institute of Political Studies in Paris and studied law at the universities of Strasbourg and Paris.

Before becoming active in government and politics, Mr. Santer was an attorney for four years at Luxembourg's Court of Appeal. In 1974, he became chairman of Luxembourg's Social-Christian Party and a member of parliament. From 1975 to 1979, he was also a member of the European Parliament, holding the position of vice-president for the first two years. In 1976, he added alderman for the city of Luxembourg to his duties. In 1979, Mr. Santer joined the cabinet as Luxembourg's Minister of Finance.

In 1984, Mr. Santer became Luxembourg's Prime Minister and served for more than 10 years. During that time he held other cabinet posts, including Finance. He also represented Luxembourg on international banking and monetary bodies and on the European Council. Mr. Santer's five-year term as President of the European Commission began in January 1995.

Mr. Santer is married to Danièle Binot and has two children.

Gerhard Schröder
Chancellor of Germany

Gerhard Schröder was born on April 7, 1944, in Mossenberg and graduated in law in 1971 from Georg-August University in Göttingen. He was admitted to the bar in 1976 and was in private practice in Hanover from 1978 to 1990.

Mr. Schröder chaired the Young Socialists in Göttingen from 1969 to 1970. In 1977, he became an executive member of the Social Democratic Party in the district of Hanover. He served as federal chairman of the party's Young Socialists from 1978 to 1980.

In 1980, Mr. Schröder was elected to the German Bundestag. In 1986, he took a seat in the state parliament of Lower Saxony, where he chaired his party's parliamentary group. He served as Minister-President of Lower Saxony from 1990 to 1998.

On Oct. 27, 1998, Mr. Schröder was elected Chancellor of Germany.

Mr. Schröder is married.

Boris Yeltsin
President of Russia

Boris Yeltsin was born on Feb. 1, 1931, in the village of Butka in Russia's Sverdlovsk region. In 1955, he graduated from Urals Polytechnical Institute as a building engineer and worked in construction for nearly three decades.

In 1961, Mr. Yeltsin joined the Communist Party of the Soviet Union. In 1976, he was elected first secretary of the party's Sverdlovsk Region Committee. In 1981, he was made secretary of the Sverdlovsk Central Committee.

From 1985 to 1986, Mr. Yeltsin was first secretary of the party's Moscow City Committee. For the next two years, he was first vice-chair of the State Committee on Construction and a minister of the Union of Soviet Socialist Republics (U.S.S.R.).

In 1989, he was elected to the Supreme Soviet of the U.S.S.R., where he chaired the Committee on Construction. The following year, Mr. Yeltsin became Speaker of the Supreme Soviet of the Russian Soviet Federative Socialist Republic.

In national elections on June 12, 1991, Mr. Yeltsin won the post of first President of Russia. In 1992, he was the Defence Minister, Supreme Commander-in-Chief of the Armed Forces, and chair of the Council of Heads of Russia's Republics.

Each year since 1993, Mr. Yeltsin has been elected Chairman of the Commonwealth of Independent States. In 1996, he was re-elected President of Russia.

Mr. Yeltsin is married. He has two daughters and four grandchildren.

Appendix

G8 Birmingham Summit
May 15–17
Final Communiqué, May 17, 1998

Introduction

1. We, the Heads of State or Government of eight major industrialised democracies and the President of the European Commission, met in Birmingham to discuss issues affecting people in our own and other countries. In a world of increasing globalisation we are ever more interdependent. Our challenge is to build on and sustain the process of globalisation and to ensure that its benefits are spread more widely to improve the quality of life of people everywhere. We must also ensure that our institutions and structures keep pace with the rapid technological and economic changes under way in the world.

2. Of the major challenges facing the world on the threshold of the 21st century, this Summit has focused on three:

— achieving sustainable economic growth and development throughout the world in a way which, while safeguarding the environment and promoting good governance, will enable developing countries to grow faster and reduce poverty, restore growth to emerging Asian economies, and sustain the liberalisation of trade in goods and services and of investment in a stable international economy;

— building lasting growth in our own economies in which all can participate, creating jobs and combating social exclusion;

— tackling drugs and transnational crime which threaten to sap this growth, undermine the rule of law and damage the lives of individuals in all countries of the world.

Our aim in each case has been to agree to concrete actions to tackle these challenges.

Promoting sustainable growth in the global economy

3. In an interdependent world, we must work to build sustainable economic growth in all countries. Global integration is a process we have encouraged and shaped and which is producing clear benefits for people throughout the world. We welcomed the historic decisions taken on 2 May on the establishment of European Economic and Monetary Union. We look forward to a successful EMU which contributes to the health of the world economy. The commitment in European Union countries to sound fiscal policies and continuing structural reform is key to the long-term success of EMU, and to improving the prospects for growth and employment.

4. Overall global prospects remain good. However, since we last met, the prospects have been temporarily set back by the **financial crisis in Asia**. We confirm our strong support for the efforts to re-establish stability and growth in the region and for the key role of the International Financial Institutions. Successful recovery in Asia will bring important benefits for us all. Therefore:

— we strongly support reforms under way in the affected countries and welcome the progress so far achieved. With full implementation of programmes agreed with the IMF we are confident that stability can be restored. The underlying factors that helped Asia achieve impressive growth in the past remain in place. Implementation of agreed policies together with the action taken by ourselves and other countries to avoid spillover effects provide the basis for a firm recovery in the region and renewed global stability;

— we believe a key lesson from events in Asia is the importance of sound economic policy, transparency and good governance. These improve the functioning of financial markets, the quality of economic policy making and public understanding and support for sound policies, and thereby enhance confidence. It is also important to ensure that the private sector plays a timely and appropriate role in crisis resolution;

— we are conscious of the serious impact of the crisis in the region on the poor and most vulnerable. Economic and financial reform needs to be matched with actions and policies by the countries concerned to help protect these groups from the worst effects of the crisis. We welcome the support for this by the World Bank, the Asian Development Bank and bilateral donors and the increased emphasis on social expenditure in programmes agreed by the IMF;

— we are concerned that the difficulties could trigger short-term protectionist forces both in the region and in our own countries. Such an approach would be highly damaging to the prospects for recovery. We resolve to keep our own markets open and call on other countries to do the same. We emphasise the importance for the affected countries of continued opening of their markets to investment and trade.

5. Looking ahead to the **WTO's** celebration of the 50th anniversary of the founding of the GATT next week, we:

— reaffirm our strong commitment to continued trade and investment liberalisation within the multilateral framework of the WTO;

— call on all countries to open their markets further and resist protectionism;

— strongly support the widening of the WTO's membership in accordance with established WTO rules and practices;

— agree to promote public support for the multilateral system by encouraging greater transparency in the WTO, as in other international organisations;

— reaffirm our support for efforts to complete existing multilateral commitments, push forward the built-in agenda and tackle new areas in pursuing broad-based multilateral liberalisation;

— confirm our wish to see emerging and developing economies participate fully and effectively in the multilateral trade system; commit ourselves to deliver early, tangible benefits from this participation to help generate growth and alleviate poverty in these countries; and undertake to help least developed countries by:

- providing additional duty-free access for their goods, if necessary on an autonomous basis,
- ensuring that rules of origin are transparent,
- assisting efforts to promote regional integration,
- helping their markets become more attractive and accessible to investment and capital flows.

6. The last point highlights one of the most difficult challenges the world faces: to enable the **poorer developing countries**, especially in **Africa**, to develop their capacities, integrate better into the global economy and thereby benefit from the opportunities offered by globalisation. We

are encouraged by the new spirit of hope and progress in Africa. The challenges are acute, but confidence that they can be overcome is growing. We commit ourselves to a real and effective partnership in support of these countries' efforts to reform, to develop, and to reach the internationally agreed goals for economic and social development, as set out in the OECD's 21st Century Strategy. We shall therefore work with them to achieve at least primary education for children everywhere, and to reduce drastically child and maternal mortality and the proportion of the world's population living in extreme poverty.

7. To help achieve these goals, we intend to implement fully the vision we set out at Lyon and Denver. We therefore pledge ourselves to a shared international effort:

— to provide effective support for the efforts of these countries to build democracy and good governance, stronger civil society and greater transparency; and to take action against corruption, for example, by making every effort to ratify the OECD Anti-Bribery Convention by the end of 1998;

— to recognise the importance of substantial levels of development assistance; and to mobilise resources for development in support of reform programmes, fulfilling our responsibilities and in a spirit of burden-sharing, including negotiating a prompt and adequate replenishment of the soft loan arm of the World Bank (IDA 12), as well as providing adequate resources for the Enhanced Structural Adjustment Facility of the IMF and for the African Development Fund;

— to work to focus existing bilateral aid and investment agency assistance in support of sound reforms, including the development of basic social infrastructure and measures to improve trade and investment;

— to work within the OECD on a recommendation on untying aid to the least developed countries, with a view to proposing a text in 1999;

— to support the speedy and determined extension of debt relief to more countries, within the terms of the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) initiative agreed by the International Financial Institutions (IFIs) and Paris Club. We welcome the progress achieved with six countries already declared eligible for HIPC debt relief and a further two countries likely to be declared shortly. We encourage all eligible countries to take the policy measures needed to embark on the process as soon as possible, so that all can be in the process by the year 2000. We will work with the international institutions and other creditors to ensure that, when they qualify, countries get the relief they need, including interim relief measures, whenever necessary, to secure a lasting exit from their debt problems. We expect the World Bank to join the future financial effort to help the African Development Bank finance its contribution to the HIPC initiative;

— to call on those countries who have not already done so to forgive aid-related bilateral debt or take comparable action for reforming least developed countries;

— to enhance mutual co-operation on infectious and parasitic diseases and support the World Health Organisation's efforts in those areas. We support the new initiative to 'Roll Back Malaria' to relieve the suffering experienced by hundreds of millions of people, and significantly reduce the death rate from malaria by 2010. We will also continue our efforts to reduce the global scourge of AIDS through vaccine development, preventive programmes and appropriate therapy, and by our continued support for UNAIDS. We welcome the French proposal for a 'Therapeutic Solidarity Initiative' and other proposals for the prevention and treatment of AIDS, and request our experts to examine speedily the feasibility of their implementation.

8. We see a particular need to strengthen Africa's ability to prevent and ease conflict, as highlighted in the UN Secretary General's recent report. We will look for ways to enhance the capacity of Africa-based institutions to provide training in conflict prevention and peacekeeping. We also need to consider further ways to respond to the exceptional needs of poor post-conflict countries as they rebuild their political, economic and social systems, in a manner consistent with democratic values and respect for basic human rights. In addition to immediate humanitarian assistance:

— we recognise the need for technical and financial assistance in creating strong democratic and economic institutions, supporting good governance alongside programmes of macroeconomic and structural reform supported by the IMF and World Bank. We call on the World Bank to play a strong role in co-ordinating bilateral and multilateral assistance in these areas;

— we also agree on the need to consider ways for debt relief mechanisms, including the HIPC initiative where appropriate, to be used to release more and earlier resources for essential rehabilitation, particularly for those countries with arrears to the IFIs.

9. A crucial factor in ensuring sustainable development and global growth is an efficient **energy** market. We therefore endorse the results of our Energy Ministers' Meeting in Moscow in April. We shall continue co-operation on energy matters in the G8 framework. We recognise the importance of soundly based political and economic stability in the regions of energy production and transit. With the objective of ensuring reliable, economic, safe and environmentally sound energy supplies to meet the projected increase in demand, we commit ourselves to encourage the development of energy markets. Liberalisation and restructuring to encourage efficiency and a competitive environment should be supported by transparent and non-discriminatory national legislative and regulatory frameworks, with a view to establishing equitable treatment for both government and private sectors as well as domestic and foreign entities. These are essential to attract the new investment which our energy sectors need. We also recognise the importance of international co-operation to develop economically viable international energy transmission networks. We shall pursue this co-operation bilaterally and multilaterally, including within the framework and principles of the Energy Charter Treaty.

10. Considering the new competitive pressures on our electric power sectors, we reaffirm the commitment we made at the 1996 Moscow Summit to the safe operation of nuclear power plants and the achievement of high safety standards worldwide, and attach the greatest importance to the full implementation of the Nuclear Safety Account grant agreements. We reaffirm our commitment to the stated mission of the Nuclear Safety Working Group (NSWG). We agreed to deepen Russia's role in the activities of the NSWG, with a view to eventual full membership in the appropriate circumstances. We acknowledge successful co-operation on the pilot project of the International Thermonuclear Experimental Reactor (ITER) and consider it desirable to continue international co-operation for civil nuclear fusion development.

11. The greatest environmental threat to our future prosperity remains **climate change**. We confirm our determination to address it, and endorse the results of our Environment Ministers' meeting at Leeds Castle. The adoption at Kyoto of a Protocol with legally binding targets was a historic turning point in our efforts to reduce greenhouse gas emissions. We welcome the recent signature of the Protocol by some of us and confirm the intention of the rest of us to sign it within the next year, and resolve to make an urgent start on the further work that is necessary to ratify and make Kyoto a reality. To this end:

— we will each undertake domestically the steps necessary to reduce significantly greenhouse gas emissions;

— as the Kyoto protocol says, to supplement domestic actions, we will work further on flexible mechanisms, such as international market-based emissions trading, joint implementation and the clean development mechanism, and on sinks. We aim to draw up rules and principles that will ensure an enforceable, accountable, verifiable, open and transparent trading system and an effective compliance regime;

— we will work together and with others to prepare for the Buenos Aires meeting of COP4 this autumn. We will also look at ways of working with all countries to increase global participation in establishing targets to limit or reduce greenhouse gas emissions. We will aim to reach agreement as soon as possible on how the clean development mechanism can work, including how it might best draw on the experience and expertise of existing institutions, including the Global Environment Facility. We look forward to increasing participation from developing countries, which are likely to be most affected by climate change and whose share of emissions is growing. We will work together with developing countries to achieve voluntary efforts and commitments, appropriate to their national circumstances and development needs. We shall also enhance our efforts with developing countries to promote technological development and diffusion.

12. The recent devastating forest fires in south-east Asia and the Amazon, threatening not only our environment but even economic growth and political stability, illustrate the crucial importance of global co-operation, and of better and more effective frameworks and practical efforts designed to sustainably manage and conserve forests. In the year 2000 we will assess our progress on implementation of the G8 Action Programme published last week. We strongly support the ongoing work on forests under the auspices of the United Nations, and we look forward to continuing these efforts.

Growth, employability, and inclusion

13. All our people, men and women, deserve the opportunity to contribute to and share in national prosperity through work and a decent standard of living. The challenge is how to reap the benefits of rapid technological change and economic globalisation whilst ensuring that all our citizens share in these benefits by increasing growth and job creation, and building an inclusive society. To accomplish this, we recognise the importance of modernising domestic economic and social structures within a sound macro-economic framework. To these ends we strongly endorse the seven principles agreed by the G8 Finance, Economic, Labour and Employment Ministers at their London Conference in February on 'Growth, Employability and Inclusion'. We also welcome the conclusions of the Kobe Jobs Conference of November 1997, with their particular focus on active ageing.

14. We discussed and welcomed the Action Plans we have each produced to show how the seven principles of the London Conference are being implemented. By sharing national experiences and best practices in this area, we can improve our policies and responses. We underlined the importance of the involvement of employers and unions in securing successful implementation of these Plans.

15. The Action Plans show that individually we are all making new commitments to improve employability and job creation in our countries. In particular, we have committed ourselves to:

— measures to help young, long-term unemployed and other groups hard hit by unemployment find work;

— measures to help entrepreneurs to set up companies;

— carrying out structural reforms, including making tax and benefit systems more employment friendly and liberalisation of product markets;

— measures to promote lifelong learning.

16. Each country confirmed its determination to introduce the measures set out in its Action Plans and to pursue the concept of active ageing. Measures on active ageing should explore what forms of work are appropriate to the needs of older workers and adapt work to suit them accordingly.

17. These measures will help generate soundly based and equitable growth. We are also willing to share our principles and experiences, including in the relevant international institutions, particularly the ILO, OECD and the IFIs, to help foster growth, jobs and inclusion, not only in the G8 but throughout the world. We renew our support for global progress towards the implementation of internationally recognised core labour standards, including continued collaboration between the ILO and WTO secretariats in accordance with the conclusions of the Singapore conference and the proposal for an ILO declaration and implementation mechanism on these labour standards.

Combating drugs and international crime

18. Globalisation has been accompanied by a dramatic increase in transnational crime. This takes many forms, including trafficking in drugs and weapons; smuggling of human beings; the abuse of new technologies to steal, defraud and evade the law; and the laundering of the proceeds of crime.

19. Such crimes pose a threat, not only to our own citizens and their communities, through lives blighted by drugs and societies living in fear of organised crime; but also a global threat which can undermine the democratic and economic basis of societies through the investment of illegal money by international cartels, corruption, a weakening of institutions and a loss of confidence in the rule of law.

20. To fight this threat, international co-operation is indispensable. We ourselves, particularly since the Lyon summit in 1996, have sought ways to improve that co-operation. Much has already been achieved. We acknowledge the work being done in the UN, the EU and by other regional groupings. We welcome the steps undertaken by the G8 Lyon Group to implement its 40 Recommendations on transnational organised crime and the proposals G8 Justice and Interior Ministers announced at their meeting in Washington last December. By working together, our countries are helping each other catch criminals and break up cartels. But more needs to be done. There must be no safe havens either for criminals or for their money.

21. We have therefore agreed a number of further actions to tackle this threat more effectively:

— We fully support efforts to negotiate within the next two years an effective **United Nations** convention against transnational organised crime that will provide our law enforcement authorities with the additional tools they need.

— We agree to implement rapidly the ten principles and ten-point action plan agreed by our Ministers on **high tech crime**. We call for close co-operation with industry to reach agreement on a legal framework for obtaining, presenting and preserving electronic data as evidence, while maintaining appropriate privacy protection, and agreements on sharing evidence of those crimes with international partners. This will help us combat a wide range of crime, including abuse of the internet and other new technologies.

— We welcomed the FATF decision to continue and enlarge its work to combat **money laundering** in partnership with regional groupings. We place special emphasis on the issues of money laundering and financial crime, including issues raised by offshore financial centres. We welcome the proposal to hold in Moscow in 1999 a Ministerial meeting on combating transnational crime. We agreed to establish Financial Intelligence Units (FIUs) where we do not already have them, in line with our national constitutions

and legal systems; to collect and analyse information on those engaged in money laundering; and to liaise with the equivalent agencies in partner countries. We agreed on principles and the need for adequate legislation to facilitate **asset confiscation** from convicted criminals, including ways to help each other trace, freeze and confiscate those assets, and where possible, in accordance with national legislation, to share seized assets with other nations.

— We agree on the need to explore ways of combating official **corruption** arising from the large flows of criminal money.

— We are deeply concerned by all forms of **trafficking of human beings**, including the smuggling of migrants. We agreed to joint action to combat trafficking in women and children, including efforts to prevent such crimes, protect victims and prosecute the traffickers. We commit ourselves to develop a multidisciplinary and comprehensive strategy, including principles and an action plan for future co-operation amongst ourselves and with third countries, including countries of origin, transit and destination, to tackle this problem. We consider the future comprehensive UN organised crime convention an important instrument for this purpose.

— We endorse **joint law enforcement** action against organised crime and welcome the co-operation between competent agencies in tackling criminal networks. We agree to pursue further action, particularly in dealing with major smuggling routes and targeting specific forms of financial fraud.

— We endorse the Lyon Group's principles and action plan to combat illegal manufacturing and trafficking of **firearms**. We welcome its agreement to work towards the elaboration of a binding international legal instrument in the context of the UN transnational organised crime convention.

22. We urge the Lyon Group to intensify its on-going work and ask our Ministers to report back to our next Summit on progress on the action plan on high tech crime, the steps taken against money laundering and the joint action on trafficking in human beings. We also welcome the steps agreed by our Environment Ministers on 5 April to combat **environmental crime.**

23. There is a strong link between **drugs** and wider international and domestic crime. We welcome the forthcoming UNGASS on drugs. This should signal the international community's determination in favour of a comprehensive strategy to tackle all aspects of the drugs problem. For its part, the G8 is committed to partnership and shared responsibility in the international community to combat illicit drugs. This should include reinforced co-operation to curb illicit trafficking in drugs and chemical precursors, action to reduce demand in our countries, including through policies to reduce drug dependency, and support for a global approach to eradicating illicit crops. We welcome the UNDCP's global approach to eliminating or significantly reducing illicit drug production, where appropriate through effective alternative development programmes.

Non-Proliferation and Export Controls

24. The proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems threatens the security of every nation. Our countries have been in the forefront of efforts to prevent proliferation, and we have worked closely together to support international non-proliferation regimes. We pledge to continue and strengthen this co-operation. As a key element of this co-operation, we reaffirm our commitment to ensure the effective implementation of export controls, in keeping with our undertakings within the non-proliferation regimes. We will deny any kind of assistance to programmes for weapons of mass destruction and their means of delivery. To this end, we will where appropriate undertake and encourage the strengthening of laws, regulations and enforcement mechanisms. We will likewise enhance amongst ourselves and with

other countries our co-operation on export control, including for instance on the exchange of information. We will ask our experts to focus on strengthening export control implementation. And we will broaden awareness among our industrial and business communities of export control requirements.

Year 2000 Bug

25. The Year 2000 (or Millennium) Bug problem, deriving from the way computers deal with the change to the year 2000, presents major challenges to the international community, with vast implications, in particular in the defence, transport, telecommunications, financial services, energy and environmental sectors, and we noted the vital dependence of some sectors on others. We agreed to take further urgent action and to share information, among ourselves and with others, that will assist in preventing disruption in the near and longer term. We shall work closely with business and organisations working in those sectors, who will bear much of the responsibility to address the problem. We will work together in international organisations, such as the World Bank, to assist developing countries, and the OECD, to help solve this critical technological problem and prepare for the year 2000.

Next Summit

26. We accepted the invitation of the Chancellor of the Federal Republic of Germany to meet again next year in Köln on June 18–20.

Friday, May 15, 1998

G7 Chairman's Statement

1. The Heads of State or Government of the G7 countries and the President of the European Commission met today, 15 May, to discuss the world economic and financial situation, and the challenges we face in strengthening the global financial system.

The World Economy

2. We discussed recent developments in our own economies and economic developments in the rest of the world. In our own economies we will work together to achieve sustained non-inflationary growth. Such growth and stability are more important than ever, not only for our own economies, but also for other economies in the world, particularly the recovering economies in Asia.

3. We also agreed that the challenges facing each of our own economies remain different:

- The US, Canada and the UK have enjoyed continued strong growth. In these countries the task is to sustain growth while standing ready to prevent any possible resurgence in inflationary pressures and while increasing national savings in the US.

- In Germany, France and Italy, economic growth gained momentum last year and is now strengthening further; it is important that it be increasingly supported by domestic demand, which will have a positive effect on employment. Continuing structural reform is also essential to improve the longer term prospects for growth and employment.

- We strongly welcome the Japanese Government's substantial economic policy package announced last month and the progress toward implementation to revive confidence and to achieve long-lasting domestic demand-led growth. Japan explained its intention to strengthen the financial system, including by resolving decisively non-performing asset problems, and stressed the importance of promoting structural reforms.

4. We welcome the decisions taken on 2 May on the establishment of European Economic and Monetary Union. We look forward to a successful EMU which contributes to the stability of the international monetary system. The commitment in European Union countries to sound fiscal policies and continuing structural reform is key to the long term success of EMU, and to improving the prospects for growth and employment.

5. We recognise that all countries in the world have an interest in growth and stability in our countries. Equally we have an interest in sustained growth and stability in their economies. While we are encouraged by the progress in implementing sound policies in emerging markets that have been affected by the Asian crisis, events in recent days demonstrate that the situation remains fragile. In particular, we welcome the contribution made to global stability by the pursuit of sound economic and financial policies. Moreover, prompt action by some emerging and transition countries to strengthen their economic policies has helped limit spillover effects. Sound macroeconomic policies, open markets and continued structural reform in all countries are essential for long term stability in the world. Recent experience emphasises the importance also of good public governance.

Strengthening the Global Financial System

6. Globalisation has the power to bring immense economic benefits to all countries and people. But the Asian financial crisis has revealed that there are potential weaknesses and vulnerabilities in the global financial system. In particular we are conscious of the serious human and social consequences of such crises when they occur. We therefore see an urgent need to take steps to strengthen the global financial architecture, to reduce the risks of such crises recurring in future and to produce a system that is more robust to shocks when they occur.

7. Previous summits have also dealt with ways of strengthening the global financial system, and this should be seen as a continuing process of reform. It is essential for individual countries to pursue sound economic policies, open markets and good governance, if stability is to be achieved. At the same time we confirm the central role we see for the International Financial Institutions (IFIs) in promoting these sound policies, in helping to prevent failures in future and in responding when crises occur. Their response has been crucial in addressing recent problems and we must find ways to strengthen their role in the future.

8. We welcome and endorse the report by our Finance Ministers on ways to strengthen the global financial architecture. Of their ideas, we attach particular importance to the following:

— **increasing transparency:**

- encouraging IMF members to provide more accurate and accessible financial data, for example, by subscribing to its Special Data Dissemination Standards and identifying publicly those who fail to meet the Standards.

- welcoming the adoption of a code of good practice on transparency in fiscal policy and encouraging its promotion and supporting consideration by the IMF of a similar code of good practice for financial and monetary policy.

- encouraging the IMF to publish more information about its members and their policies, including its concerns about members' policy making and vulnerabilities; and also to publish more information about its own decision making.

— **helping countries throughout the world prepare for global capital flows:**

- providing advice on how best to manage orderly capital account liberalisation and assisting them with the required strengthening of domestic policies and institutions.

- urging the IMF to examine how to monitor effectively capital flows, particularly short term flows, to provide information and promote market stability.

— **strengthening national financial systems:**

- encouraging all countries to adopt and implement the Basle Core Principles on Effective Banking Supervision.

- developing international codes and guidelines for corporate governance and accounting principles.

- establishing a system of multilateral surveillance of national financial, supervisory and regulatory systems. Our Finance Ministers will consider ways, and have asked the relevant international institutions to develop proposals on ways to achieve greater co-operation in this area, including options for institutional reform.

— **ensuring that the private sector takes full responsibility for its own decisions in order to reduce moral hazard:**

- developing a framework to ensure that the private sector plays a timely and appropriate role in the resolution of financial crises.

- asking the IMF to signal that in the event of a crisis it will be prepared to consider lending to countries that are in arrears, including in situations where debt standstills have arisen, if the debtor country adopts appropriate adjustment policies.

- encouraging clauses in international bond issues that allow for re-negotiation in the event of default.

9. We ask our Finance Ministers to take forward these ideas in co-operation and discussion with emerging market and other countries, with the International Financial Institutions and the private sector. We also ask our Finance Ministers to consider further how the existing global discussion fora, particularly the IMF's Interim Committee, could be developed to permit a deeper and more effective dialogue. We hope firm proposals on all these issues can be put forward for decision later this year, and we ask our Finance Ministers to report to us on progress without delay.

Ukraine

10. We renewed our resolve to work with Ukraine to implement strong financial and economic reform. We look forward to the Ukrainian government and parliament taking the steps necessary to agree on an Extended Financing Facility with the IMF.

11. We reaffirmed our commitment to the full implementation of the Memorandum of Understanding (MoU) between the G7 and Ukraine. In addition we have made a major effort with the funding of the Shelter Implementation Plan. We note that the funding from the G7 and other international donors envisaged under the MoU is dependent on the closure of Chernobyl taking place on schedule by the year 2000. The safety of Chernobyl Unit 3 is already giving rise to concern.

12. We commend the Ukrainian Government's decision to adopt a Financial Recovery Plan for the energy sector. We look to the Government of Ukraine to implement the fundamental reforms which are needed to make investments in the energy sector and elsewhere financially viable. With the Financial Recovery Plan in place, we look to the EBRD to complete its review of the Khmelnitsky 2 and Rovno 4 (K2/R4) project swiftly and to contribute substantially to a successful loan package, while respecting the Bank's due diligence requirements. This, like the other funding, will of course depend on the Ukrainian Government fulfilling its undertakings under the MoU.

Canada–European Union Summit

Canada–European Union Relations

- The European Union (EU) comprises 15 member states: Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, Netherlands, Portugal, Spain, Sweden and the United Kingdom.

- The EU is Canada's second most important trading partner and a principal player in international political and socio-economic issues.

- Canada and the EU hold regular meetings at the prime minister and minister levels. The Canada–European Union Summit is held every six months to coincide with the EU's rotating presidency. In December 1998, Canada's Prime Minister met in Ottawa with the President of the European Commission and with the Austrian Chancellor, whose nation held the presidency of the European Council during the second half of 1998. In March 1999, Canada's Foreign Minister met in Ottawa with the Vice-President of the European Commission and with the German Vice-Chancellor and Foreign Affairs Minister, whose nation holds the presidency of the European Council for the first six months of 1999.

- A number of agreements promote political and economic co-operation between Canada and the EU. The 1976 Canada–EU Framework Agreement for Commercial and Economic Co-operation facilitates trade and investment and encourages industrial research and development and technical co-operation. The 1990 Transatlantic Declaration on EU–Canada Relations established regular high-level political consultations. The 1995 Agreement for Scientific and Technological Co-operation (amended in 1998) gives qualified Canadian and EU companies access to government-funded research and development consortiums. In 1996, the Canada–EU Action Plan set out specific objectives, including drafting a joint study on ways to remove trade barriers.

- In 1998, the EU and Canada signed three significant agreements. The Veterinary Agreement recognizes equivalent sanitary measures while maintaining high levels of health protection. The Agreement on Co-operation in Nuclear Research gives Canadian researchers access to EU research projects on nuclear energy. An agreement on mutual recognition of conformity assessment reduces the regulatory approval costs for selling Canadian products in Europe and vice versa.

- Experts from Canada and the EU regularly discuss regional political issues of common concern that arise in forums such as the G-8, the Organization for Security and Cooperation in Europe, NATO, the Council of Europe and the UN.

- In December 1998, Canada and the EU adopted a joint declaration on small arms and landmines in an effort to develop a co-ordinated approach to peace and security in areas affected by conflict.

Economic Relations

- The European Union is consistently second only to the United States as a buyer of Canadian exports. Its average share of Canada's non-U.S. exports during 1985–97 was 30 per cent. In 1998, Canada's exports to the EU amounted to $15.1 billion; and imports, $28.4 billion. Canadian exports to the EU have grown at a long-term (1985–97) compound annual rate of 6.8 per cent, second only to the United States among the major trading partners. Value-added products such as transportation equipment and machinery constitute an increasing share of Canadian exports to the EU.

- Canadian revenues from the EU for travel, transportation, and commercial and government services were $6.7 billion in 1997. These service exports have grown at an annual rate of 8.1 per cent since 1988 and have consistently fallen short of payments to the EU by an average of $1.8 billion over the same period, mainly in transportation services.

- Some 65 per cent of the non-U.S. foreign direct investment in Canada originates in the EU. Europe is also an important source of investment capital for Canadian companies.

- Canadian direct investment in the EU is 21 per cent of total Canadian direct investment abroad. It has grown at the rate of 15 per cent per year since 1985 and now exceeds the stock of EU direct investment in Canada.

- Canadian and European Union officials have held discussions on their joint trade initiative, announced at the December 1998 Canada–EU Summit. These discussions focused on preparing for the next World Trade Organization ministerial meeting in November 1999; implementing the 1998 Mutual Recognition Agreement; exchanging information on biotechnology and cultural co-operation; and developing a business dialogue.

Official Visits in Europe

Relations Between Canada and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

- Historically, Canada's relations with the United Kingdom have been very close on the political, economic and security fronts.

- The United Kingdom is a valuable dialogue partner for Canada on such foreign policy issues as NATO reform and expansion, Russia, the crisis in Kosovo, and UN reform. Britain and Canada worked closely together in the Ottawa Process to achieve a treaty leading to the abolition of anti-personnel mines. Canada works with the United Kingdom in the Commonwealth on various issues. Promoting democracy, notably in Nigeria, is one example.

- In London, in May 1998, the Canadian and British prime ministers reviewed progress under their 1997 joint declaration charting a course for the Canada–U.K. relationship into the next century. Results include intensified exchanges in science and technology; linking schools and students through the Internet; and sharing expertise and experience in areas of public administration, such as customs and law enforcement. Private sector co-operation in the aerospace sector has also been directly stimulated by the joint declaration. Parliamentary relations, another focus of the initiative, have been enhanced, with a number of committee visits during the year.

- Canada's active and growing links with Northern Ireland are maintained and reinforced through its high commission in London and an honorary consulate in Belfast. These links are enhanced by a variety of cultural exchange programs and a Canadian studies program at Queen's University in Belfast.

Trade and Investment

- Canada's commercial relations with the United Kingdom are more extensive than with any other country in Europe. The U.K. is Canada's fastest growing export destination, after the United States, and a major market for Canadian primary products, manufactured goods, and services. Trends show a steady shift toward value-added products and services. More than 25 per cent of Canada's exports to the European Union are sold to the U.K.

- Two-way trade increased by three per cent in 1998, reaching $10.6 billion. Canadian exports to the United Kingdom increased by 13 per cent,

totalling $4.4 billion in 1998, while Canadian imports from the U.K. decreased slightly from $6.4 billion in 1997 to $6.2 billion in 1998.

- Canada is Northern Ireland's sixth largest export market. Northern Ireland sales to Canada totalled $371 million in 1998, decreasing slightly from the level of $404 million reached in 1997. Engineering sector goods and services accounted for 96 per cent of Northern Ireland's total exports to Canada in 1998. Other imports from Northern Ireland included textiles, clothing, leather, food, and beverages.

- The United Kingdom is Canada's second most important source of foreign investment. With 1998 investments of $17.7 billion, the U.K. accounts for 8.2 per cent of the total foreign direct investment in Canada. Similarly, the United Kingdom is the second largest destination for Canadian foreign direct investment. Canadian direct investment in the United Kingdom at the end of 1998 stood at $22.7 billion, ranking Canada eighth as a source of investment. More than 300 Canadian firms are established in the U.K.

- About 650 U.K. companies with more than 1,200 subsidiaries are based in Canada. These companies employ some 70,000 people in more than 20 different industries and have annual sales exceeding $14.8 billion.

Canada's Contribution to the Peace Process in Northern Ireland

- The peace process in Northern Ireland stems from the joint determination of the governments of Ireland and the United Kingdom in 1991 to bring peace through a comprehensive political settlement. Key milestones include the two governments' joint declaration on Northern Ireland in 1993, which set out a framework for the peace process, and their 1995 communiqué launching a twin-track process of negotiations and of collecting and destroying arms.

- The complexity of the arms issue led in 1995 to the creation of the International Body, which is to provide an independent assessment. Former United States senator George Mitchell chaired the group and the two other members were General John de Chastelain of Canada and Finland's former prime minister, Harri Holkeri. In January 1996, the International Body reported on procedures for arms removal and set out the Mitchell Principles of non-violence and strict adherence to democratic means that would underpin future negotiations.

- Having gained the confidence of the Irish and U.K. governments and, even more important, of Northern Ireland's political parties, the members of the International Body were entrusted with chairing broader peace negotiations. Multi-party talks began in late 1996 and produced the Good Friday Agreement of April 10, 1998, which provides a road map for

restoring democratic government to Northern Ireland. This include guaranteeing civil and political rights to all parties, establishing North-South executive bodies to deal with common issues, reforming the Royal Ulster Constabulary, releasing paramilitary prisoners, and destroying paramilitary arms. The agreement has been ratified by referendums in both Ireland and Northern Ireland.

- Following his appointment to the International Body and, subsequently, to the Office of the Independent Chairmen (for multi-party negotiations), General John de Chastelain was named head of the Independent International Commission on Decommissioning. This group's mandate is to monitor, review, and verify progress on doing away with illegal arms held by groups on both sides of the conflict.

- Chief Justice William Hoyt of the New Brunswick Superior Court is one of two judges from Commonwealth countries working with a British judge to reopen the inquiry into the circumstances surrounding the shooting of 14 Catholics by British troops in 1972. This new inquiry into what has been termed "Bloody Sunday" holds great symbolic importance for both sides.

- Professor Clifford Shearing, head of the centre for criminology at the University of Toronto, serves in his private, expert capacity on a commission reviewing policing in Northern Ireland.

- Elections to the new Northern Ireland assembly have been completed. Once it is operational, the assembly will exercise local powers devolved to Northern Ireland in much the same fashion as to Wales and Scotland.

- Currently, the peace process is at an impasse. The main issue is that the Irish Republican Army has not yet begun decommissioning its arms. The U.K. and Irish governments, as well as the political parties, continue to seek a solution.

The International Fund for Ireland

- The International Fund for Ireland (IFI) was established in 1986 by the British and Irish governments, under the Anglo–Irish Agreement of 1985. Based in Belfast, it aims to "promote economic and social advance and to encourage contact, dialogue and reconciliation between nationalists and unionists throughout Ireland."

- The IFI receives financial support from the United States, Canada, New Zealand, Australia and the European Union.

- The IFI has contributed more than $500 million US to projects. Every dollar invested by the IFI is matched by over two dollars from private, community and public sector resources, for a total of more than $1.53 billion US.

Canadian Financial Support

- In 1987, Canada committed to contribute $5 million from government and $5 million in matching private funds over 10 years. Canada made payments totalling $3.5 million in 1989 and 1992 and added $600,000 in 1996. A $50,000 contribution was announced during the President of Ireland's October 1998 visit to Canada.

Objectives and Programs

- The IFI promotes economic and social development in both Ireland and Northern Ireland, with an emphasis on local initiatives, small and medium-sized enterprises, and training.

- Tourism development programs address the needs of the most disadvantaged communities.

- A large portion of the Canadian funding is used to support the Wider Horizons Program, which focuses on the needs of disadvantaged youth. Through this program young people take part in short-term training and work placement experiences. Several hundred youth have benefited from this program and many have completed placements in Canada. Results have been positive and have led to steady employment for many participants.

- With its emphasis on cross-border projects, building inter-community links, and dialogue through practical co-operation, the IFI is credited with helping to create the positive climate which led to the Good Friday Agreement and ultimately its ratification by referendum.

- The IFI remains important in sustaining and improving inter-community relations. This role is expected to continue until the cross-border institutions in the Good Friday Agreement are established.

Marjorie Mowlam
Secretary of State for Northern Ireland

Marjorie Mowlam was born in 1949. She was educated at Durham University and at Iowa University in the United States, where she received a doctorate in education. After graduation she worked as a research assistant to a member of the U.K. Parliament, then as a lecturer and administrator at Northern College in Barnsley.

Ms. Mowlam joined the Labour Party in 1969 and has been the member of Parliament for the North Yorkshire constituency of Redcar since 1987. She was elected to the shadow cabinet in 1992 and was promoted to shadow secretary for Northern Ireland in 1994.

In 1995, Ms. Mowlam was elected to the Labour Party's ruling National Executive Committee and is chair of its youth committee. She is also a member of the Transport and General Workers Union. She is a patron of the Big Issue Foundation, which helps homeless people, and the Women's Engineering Society. She is also vice-president of the British Resorts Association.

Ms. Mowlam was appointed Secretary of State for Northern Ireland in 1997.

David Trimble
First Minister of the Northern Ireland Assembly

David Trimble was born on Oct. 15, 1944, in Bangor, a coastal resort town east of Belfast.

From 1968 to 1990, Mr. Trimble was a lecturer in law at Queen's University, Belfast and a member of the Ulster Unionist Party. In 1985, he became chairman of the Ulster Society and of the Lurgan Valley Unionist Association.

In 1990, Mr. Trimble was elected to the U.K. Parliament for the constituency of Upper Bann. In 1995, he was chosen leader of the Ulster Unionist Party. Following the peace agreement in 1998, Mr. Trimble was elected First Minister of the Northern Ireland Assembly.

Mr. Trimble was awarded the Nobel Peace Prize jointly with John Hume in October 1998 for their efforts in bringing peace to Northern Ireland.

Mr. Trimble and his wife, Daphne, are raising four children in Lurgan, southwest of Belfast.

Seamus Mallon
Deputy First Minister
of the Northern Ireland Assembly

Seamus Mallon was born in August 1936 and educated at Abbey Grammar School, St Joseph's College of Education. He was a headmaster before being elected to the Northern Ireland Assembly in 1973.

Mr. Mallon became deputy leader of the Social Democratic and Labour Party in 1979 and Deputy First Minister in 1998.

Mr. Mallon is married and has one child.

Canada–Ireland Relations

- Relations between Ireland and Canada are grounded largely in family and cultural ties and increasingly on investment and trade links. Almost four million Canadians, some 14 per cent of the population, claim some degree of Irish ancestry. By far the largest influx of Irish immigrants to Canada occurred between 1831 and 1855, the peak year being 1847 when poverty and famine forced hundreds of thousands of people to leave Ireland.

- The strong and friendly political relations between Canada and Ireland are founded on cultural affinities and common social values and principles, such as democracy. These relations are enhanced through frequent high-level contacts. Recent examples of Canadian government visitors to Ireland include the Minister of Foreign Affairs, the Minister for International Trade, the Speaker of the House of Commons, the Premier of Nova Scotia, the Premier of Newfoundland and the Premier of New Brunswick.

- President Mary McAleese made a state visit to Canada in October 1998 and Prime Minister Bertie Ahern made a private visit to Canada in March 1998. Between 1995 and 1997 former prime minister John Bruton visited Canada four times: three times as leader of Ireland and once, in December 1996, during Ireland's presidency of the European Union, to sign the Canada–European Union Action Plan.

- Parliamentary and provincial relations with Ireland are active. They were enhanced early in 1998 by the creation of the Canada–Ireland Inter-Parliamentary Group, which has become Canada's largest informal parliamentary association.

- Membership in the United Nations enables Canada and Ireland to co-operate on a number of issues of international concern. These include UN reform; peacekeeping; and humanitarian and human rights issues, such as landmines, child soldiers and good governance. As core members of the recent Canada–Norway multinational initiative on human security, Canada and Ireland will work jointly on humanitarian and human rights issues.

- The clearing of landmines constitutes another international issue on which Canada and Ireland share views and objectives. Ireland was a leader with Canada in building international support for the landmines treaty, as evidenced by the September 1997 Dublin Landmines Support Meeting in which Canada participated.

Trade and Investment

- Trade relations between Canada and Ireland are excellent, despite Ireland's relatively small population of less than 4 million. In fact, on a per capita basis, Ireland may be Canada's most successful market in Europe.

- Two-way trade exceeded $1.5 billion in 1998. Canadian exports to Ireland grew to $442 million, an increase of 28 per cent over the previous year; and Irish imports to Canada increased to $1.09 billion in 1998, a rise of 38 per cent over 1997.

- Machinery and electronics accounted for about 70 per cent of Canadian exports to Ireland. Other principal exports include optical and medical instruments, wood and wood pulp, pharmaceutical products, aluminum, and animal feed. Canadian imports from Ireland consist principally of chemicals, pharmaceutical and medical products, electronic components, machinery, beverages and foods.

- The recent surge in Canadian exports is attributable to Ireland's much-improved economy and to the injection of European Union (EU) funds for major infrastructure projects. Of the $15.6 billion that the EU committed between 1994 and 1999, nearly $4 billion was allotted for transportation, environmental services and communications projects. Thus far, these funds have translated into higher exports to Ireland of Canadian products and services such as mail-handling systems, locomotives, training simulators for electrical power plant operators, training programs and telephone service quality improvements. Canadian-owned plants in Ireland also boost Canada's export performance with their purchases of materials and equipment.

- Canadian investment in Ireland totals $8.2 billion. Ireland is fourth among all countries as a recipient of Canadian foreign investment. The majority of Canadian investments are in aluminum oxide (until recently the largest single foreign investment in Ireland), software, financial services and electronics. About 45 Canadian companies are established in Ireland, in addition to 41 in Dublin's International Financial Services Centre. Irish investment in Canada remains modest at $387 million.

- Economic co-operation at the regional level includes a 1996 agreement between Newfoundland and Ireland to have the Newfoundland business community set up partnerships with Irish firms. Priority sectors include environmental industries, information technology and tourism.

IRELAND

Capital: Dublin

GEODATA

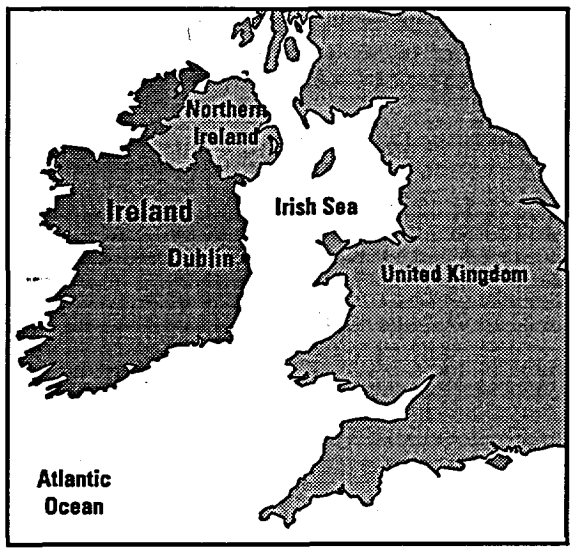
Area
68,890 km^2

Population
3.66 million (1998)

Population growth rate
0.5% (1996)

Major languages
English, Irish Gaelic

Major religious group
Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Democratic institutions
Bicameral parliament
(Chamber of Deputies and Senate)

Leaders
President Mary McAleese
Prime Minister Bertie Ahern

Deputy Head of the Government and Minister for Enterprise, Employment and Trade
Mary Harney

Minister of Foreign Affairs
David Andrews

UN Human Development Index (1998)
Ireland ranks 17th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP
$99.2 billion (1997)

GDP growth rate
10.5% (CPI) (1997)

GDP per capita
$ 27,110 (1997)

Inflation rate
1.5% (CPI) (1997)

Unemployment rate
10.3% (1997)

Main exports
Machinery, chemicals, electronics, software, pharmaceuticals, food and beverages

Main imports
Mineral fuels, foodstuffs, raw materials, machinery

Main exports to Canada
$1.09 billion (1998), including chemicals, pharmaceutical and medical products, electronic components, machinery, food and beverages

Main imports from Canada
$442 million (1998), including machinery, electronics, optical and medical instruments, wood and wood pulp, pharmaceutical products, aluminum, animal feed

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ron Irwin, Ambassador
The Canadian Embassy
65 St. Stephen's Green
Dublin 2, Ireland

Phone: (011-353-1) 478-1988
Fax: (011-353-1) 478-1285

May 1999

Mary McAleese
President of Ireland

Mary McAleese was born Mary Leneghan in Belfast, Northern Ireland, in 1951. After graduating from Queen's University in Belfast in 1973, she was called to the Northern Ireland bar and practised mainly in criminal and family law.

In 1975, Ms. McAleese was appointed Reid Professor of Criminal Law at Trinity College in Dublin. In 1979, she joined the Irish national television network as a journalist and reporter, returning to the Reid professorship at Trinity in 1981.

In 1987, Ms. McAleese returned to Belfast as director of the institute of professional legal studies at Queen's University. Seven years later, she was named pro-vice chancellor. Ms. McAleese held this position until Nov. 11, 1997, when she became the President of Ireland.

Mary McAleese and her husband, Martin, have three children.

Bertie Ahern
Prime Minister of Ireland

Bertie Ahern was born in Dublin on Sept. 12, 1951, and completed his education at Rathmines College of Commerce and University College, Dublin. His post-secondary school studies in taxation, business administration and computers led to a career in accounting.

Mr. Ahern's political career began in 1977, when he was elected to the lower house of Parliament. In 1981, he was appointed party spokesperson on youth and, in 1982, Opposition Chief Whip and Leader of the House for his party, the Fianna Fáil. In 1983, he became party vice-president, a position he maintained until 1994, when he was unanimously elected party leader.

Mr. Ahern has held a number of positions in government, including Minister of State for the Department of the Prime Minister and for Defence, Government Chief Whip, Minister of Labour and Minister of Finance.

On June 26, 1997, Mr. Ahern was elected Prime Minister of Ireland.

Mr. Ahern has two children.

Canada–Austria Relations

- Canada and Austria enjoy excellent relations and a close working relationship. This provides a solid base for further expanding areas of co-operation.

- Canada and Austria maintain contact through regular visits and meetings. In 1998, Canada hosted the Chancellor, the Vice-Chancellor and Foreign Affairs Minister, the Secretary of State for Foreign Affairs, the Justice Minister, the Science and Transport Minister, and an Austrian parliamentary delegation. In the past 18 months, Canada's Minister of Foreign Affairs, Minister of Intergovernmental Affairs, Minister of Citizenship and Immigration, and Speaker of the Senate visited Vienna.

- Austria has been a member of the European Union (EU) since 1995. This, along with its historic links to its eastern neighbours, makes Austria a valuable dialogue partner on a wide range of political, economic, trade, environmental and security issues. Austria held the presidency of the European Council in the second half of 1998.

- Canada and Austria have many similarities and common interests on global issues. They co-operate on international activities such as strengthening the UN, building the Organization for Security and Cooperation in Europe, and improving the work of the Organisation for Economic Co-operation and Development.

- A recent study has showed that, among all UN members, Austria's voting pattern is the closest to Canada's. Austria has been a valued partner in the action to eliminate landmines, and Austria supported Canada in its successful bid for a seat on the UN Security Council.

Trade and Investment

- Canada and Austria have a solid economic relationship. There are no significant trade, technology or investment policy issues that inhibit business development. Over the last 10 years there has been a shift to trade in finished and semi-finished products — machinery and auto parts represent about 65 per cent of the exports in both directions. Aircraft represent over 30 per cent of Canadian exports to Austria.

- Austrian trade with North America accounts for only 4.4 per cent of its total trade. NAFTA however, has made Canada attractive as an investment market and gateway to the Far East. Likewise, Austria's membership in the EU bolsters its strategic position in Europe. Its skilled workforce and cost advantage, along with its experience in the emerging markets of

Central and Eastern Europe are attracting Canadian business for investment and strategic partnerships.

- Canadian investment in Austria is about $620 million while Austrian investment in Canada is $227 million.

- Canada and Austria signed an agreement in 1976 that eliminated double taxation for individuals and companies of one state who do business or earn income in the other. This agreement reinforces Canada's commitment to strengthening trade and investment relations with Austria.

Cultural Relations

- The cultural links between Canada and Austria in the visual arts, cinema, the performing arts and literature are strong. For example, Marie Chouinard, LaLaLa Human Steps, O Vertigo Danse, The Holy Body Tattoo, José Navas and others have been invited to perform or have recently performed at Austrian dance festivals. As well, Robert Lepage performed *The Seven Streams of the River Ota* at the 1996 Vienna Festival; and his *Geometry of Miracles* was performed at the 1998 Salzburg Festival. Works by major Canadian authors such as Margaret Atwood, Michael Ondaatje and Mordecai Richler have been translated into German. And, in 2001, the National Gallery of Canada will hold a major exhibition of the drawings and paintings of Austrian artist Gustav Klimt.

Academic Relations

- An important part of Canada–Austria relations are the links created in the fields of education, university studies, and science and technology. In addition to many university partnerships and joint-study programs, a memorandum of understanding on scientific co-operation (1985) and a co-operation agreement (1994) provide the framework for co-operation projects between both countries. Canada has also signed a number of agreements with the European Union, including the Agreement for Scientific and Technological Co-operation (1995) and the Agreement on Higher Education and Training (1996).

- Canadian studies in Austria are supported by the Association for Canadian Studies in the German-speaking Countries. With more than 700 members, it is the largest association for Canadian studies outside of North America. Austria has two centres for Canadian studies, in Innsbruck and in Vienna. A third centre is scheduled to open in Graz in late 1999. Austria opened a Centre for Austrian and Central European Studies at the University of Alberta in Edmonton in September 1998.

AUSTRIA

Capital: Vienna

GEODATA

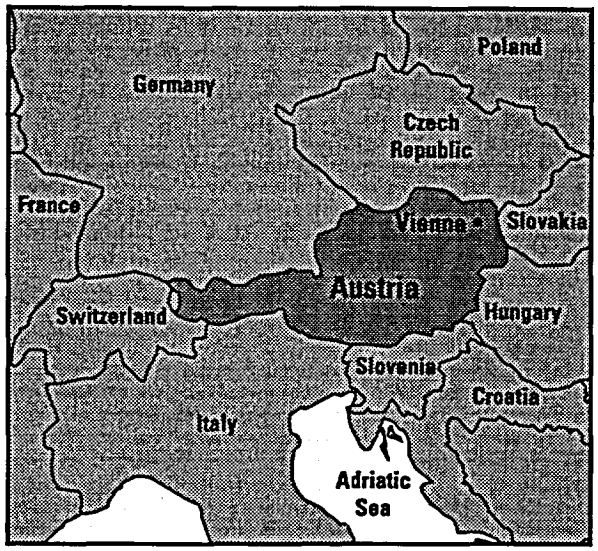
Area
83,835 km^2

Population
8 million (1998)

Population growth rate
0.05% (1998 est.)

Major language
German

Major religious groups
Roman Catholic (78%), Protestant (5%), other (17%)



POLITICAL DATA

Type of government
Federal republic

Democratic institutions
Bicameral federal assembly

Leaders
President Thomas Klestil
Chancellor Viktor Klima

Vice-Chancellor and Foreign Affairs Minister
Wolfgang Schüssel

UN Human Development Index (1998)
Austria ranks 13th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP
$188.5 billion US (1998)

GDP growth rate
3.3% (1998)

GDP per capita
$23,826 US (1997)

Inflation rate
0.9% (1998 average)

Unemployment rate
7.2% (1998 average)

Main exports
Machinery and equipment, iron and steel, lumber, textiles, paper products, chemicals

Main imports
Petroleum, foodstuffs, machinery and equipment, vehicles, chemicals, textiles, clothing

Main exports to Canada
$626 million (1998), including machinery, auto parts, electrical machinery, paper, toys and sports equipment, medical instruments

Main imports from Canada
$265 million (1998), including aircraft, wood pulp, machinery, auto parts, tools and cutlery, furniture, vehicles, electrical machinery, medical instruments

CANADIAN REPRESENTATIVE

Paul Dubois, Ambassador
The Canadian Embassy
Laurenzerberg 2
A1010 Vienna, Austria

Phone: (011-43-1) 531-38-3355
Fax: (011-43-1) 531-38-3906

Thomas Klestil
President of Austria

Thomas Klestil was born in Vienna on Nov. 4, 1932. He studied at the University of Vienna and obtained a doctorate in economics in 1957.

Prior to entering politics, Mr. Klestil pursued a diplomatic career as consul general of Austria in Los Angeles from 1969 to 1974; permanent representative of Austria to the United Nations, from 1978 to 1982; Austrian ambassador to the United States and to the Organization of American States, from 1982 to 1987; and secretary general of Austria's foreign ministry, from 1987 to 1992.

At the end of 1991, Mr. Klestil was nominated by the Austrian People's Party as a candidate in the presidential election. In run-off elections in 1992, he won in all of Austria's nine provinces — the second largest victory since direct polling was introduced.

Mr. Klestil took office as President of Austria on July 8, 1992.

Mr. Klestil is married to Dr. Margot Klestil-Löffler. He has three children.

Viktor Klima
Chancellor of Austria

Viktor Klima was born in Vienna on June 4, 1947. He studied management and computer science at Vienna Technical University and at the University of Vienna.

Before entering politics, Mr. Klima worked for more than 20 years for the Austrian Mineral Oil Company. He served as Minister for Public Economy and Transport from 1992 until the beginning of 1996 and as Minister of Finance from 1996 until his appointment as Chancellor in 1997.

Mr. Klima is married to Sonja Klima. He has two children.

Wolfgang Schüssel
Vice-Chancellor and Foreign Minister of Austria

Wolfgang Schüssel was born in Vienna on June 7, 1945. He studied at Vienna University and received a doctorate in law in 1968.

Mr. Schüssel was parliamentary group secretary of the Austrian People's Party from 1968 to 1975. He was secretary general of the Austrian Business Federation from 1975 to 1991.

In 1989, Mr. Schüssel became Minister for Economic Affairs. In 1995, he was elected national leader of his party and was sworn in as Austria's Vice-Chancellor and Foreign Minister.

Notes

Notes